



WOLUWE-SAINT-LAMBERT
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 19 FÉVRIER 2024 GEMEENTERAAD VAN 19 FEBRUARI 2024

PROCÈS VERBAL PROCES-VERBAAL

Présents Aanwezig

Ariane Calmeyn, *Présidente/Voorzitster* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi, Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, Anne Drion du Chapois, Yves Van de Castelee, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusé Verontschuldigd

Jacqueline Destrée-Laurent, *Echevin(e)/Schepen*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

19.02.2024/A/0001 **Code de la participation - Interpellation citoyenne - Objet : « NON aux bulles à verre, OUI à la verdurisation de la placette du Square Levie » - Mme Maryam KECHICHE et consorts.**

Mme Maryam KECHICHE s'adresse en ces termes aux membres du Collège et du Conseil communal :

« Je suis présente ce soir afin d'aborder la demande de retrait des bulles à verre situées sur une des placettes du square Levie. Cette demande est soutenue et signée par 50 interpellants dont je suis la représentante. Ces bulles à verre ont été placées le 23/12/2022 et depuis nous rencontrons de nombreux désagréments.

Malgré la caméra qui se trouve déjà au square Levie et qui est signalée par un panneau de signalisation à côté des bulles à verre, les désagréments s'intensifient et se déplacent dans la rue Georges Rency. Le point relatif à la pose de caméra dont vous allez discuter aujourd'hui n'est donc pas la solution à notre problème et ce n'est pas ce que nous demandons.

Nous constatons qu'il n'y a pas de partage équilibré de l'espace public. Nous avons déjà 2 box vélo sur cet espace vert qui ne sont pas esthétiques et on y a ajouté encore des bulles à verre ! La concentration de ces installations sur une si petite surface n'est plus équilibrée. L'équilibre nécessaire est perdu. Nous avons été étonnés que la commune ait fait placer deux bulles à verre sur cette placette, d'autant que de nombreuses autres bulles à verre se trouvent déjà à proximité, par exemple au square Vergote (à moins de 5 minutes à peine) et à l'avenue de Mars (au pied du tunnel, également à quelques minutes).

La rue Georges Rency est une rue très calme où on n'entend à présent que le bruit des bulles à verres. Le bruit est très dérangeant et lorsque les bulles à verre sont vidées, le bruit est insupportable. Certains voisins travaillent la nuit et dorment en journée et

sont fortement dérangés. Il y a un bébé qui pleure chaque fois que les bulles à verre sont vidées. De plus, des chambres à coucher se situent face à la placette et côté rue étant donné que la rue est calme. Nous avons constaté que les bulles apparentes ou enterrées font tout autant de bruit, causent des désagréments similaires et empiètent tout autant sur l'espace vert. Il y a une forte densité, concentration de logement et donc de population alors qu'il y a d'autres endroits à proximité moins habités et situés le long de voiries bruyantes où se trouvent déjà des bulles à verre. Les bulles à verre au square Vergote (le long du boulevard/autoroute urbaine) ou à l'avenue de Roodebeek (derrière l'arrêt de bus « Février » et au pied du tunnel) se trouvent éloignées des habitations et à l'abri des regards. Dès lors, elles occasionnent moins de bruit pour les riverains et gâchent moins la vue des habitants. Il en allait de même pour les bulles à verre qui se trouvaient à la chaussée de Roodebeek à la hauteur du n° 439, en face d'un terrain en friche. Cela fait un an que nous sommes dérangés et nous constatons que de plus en plus d'immondices et/ou des dépôts clandestins sont placés au pied des bulles à verre. Depuis quelques mois, des pancartes ont été placées afin d'avertir les contrevenants qu'ils encourrent une amende. Toutefois, nous déplorons que des immondices ou des dépôts clandestins continuent d'être déposés au pied des bulles et maintenant également dans la rue Georges Rency ! Par ailleurs, les horaires de dépôt du verre dans les bulles ne sont pas respectés et les nuisances sonores se poursuivent également en soirée, en semaine et les week-ends. Force est de constater que les désagréments ne cessent de s'intensifier. Cette situation est tout à fait insupportable et inacceptable.

Nous attachons une importance particulière à l'esthétique et au maintien de cet espace vert. La dépose des bulles à verre ne permet plus d'apprécier cet écrin de verdure, n'est pas esthétique et ne contribue pas à un environnement agréable et paisible pour les riverains. Par ailleurs, il faut un partage équitable de l'espace public. En effet, en l'espace de quelques mois seulement, un deuxième box vélo a été placé au même endroit (après qu'une partie de l'espace vert avait été dallée) et une cabine d'électricité a été installée pour une borne de stationnement. A présent, les bulles à verre occasionnent différents désagréments additionnels (bruits, immondices, dépôts clandestins, bris de verre sur le trottoir et la rue, voiture sur le trottoir, voiture en double file, etc.) et dès lors une diminution encore plus importante de la qualité de l'espace public.

C'est pourquoi, nous, 50 riverains, demandons le retrait de ces bulles à verre de cette placette, le maintien de cette placette verte et une verdurisation de cette placette. Nous demandons la plantation d'un arbre, d'arbustes et de fleurs afin d'améliorer l'aspect visuel de la place, la qualité de vie et le bien-être des riverains ainsi que de favoriser la perméabilité des sols et lutter contre les canicules estivales et les îlots de chaleur.
Je vous remercie de tenir compte de cette demande de retrait de bulles à verre. »

M. MAINGAIN se dit toujours heureux d'accueillir des représentants des quartiers de la commune et remercie Mme KECHICHE pour son intervention. Il répond que les bulles à verre ne vont pas rester mais que la commune n'est pas le seul maître à bord. Il fait remarquer que c'est une nécessité d'avoir ce type de filière. Il explique que Bruxelles-Propreté établit une cartographie de ces bulles en tenant compte de la densité de la population et qu'il s'agit d'un quartier densément peuplé. Il reconnaît néanmoins qu'il y a d'autres bulles à proximité. Il évoque l'exemple du square Joséphine-Charlotte où il existait beaucoup d'inconvénients liés à une bulle à vêtements et la commune a éprouvé beaucoup de difficultés à la faire retirer. Il ajoute qu'il y a des caméras fixes pour constater les incivilités mais qu'il faut une convention avec la zone de police pour pouvoir dresser des constats et on ne peut pas le faire pour le moment alors que pour les caméras mobiles, il y a une convention avec une société privée et des constats peuvent être dressés. Il concède que malgré cela, les inconvénients sont présents. Il précise que ces bulles viennent du coin

Heydenberg/Roodebeek et ont été déplacées là temporairement par Bruxelles-Propreté, à la demande de la commune. Il se réjouit de cette interpellation car souvent, Bruxelles-Propreté prétend que les citoyens se plaignent quand on retire des bulles à verre. Il ose croire qu'il sera possible de convaincre Bruxelles-Propreté. Si les efforts de persuasion ne portent pas leurs fruits, il pourrait envisager des mesures plus contraignantes. Quant à l'aménagement de l'espace vert, il répond que le projet est à l'étude dans les services et qu'il faut solliciter l'avis de la commune de Schaerbeek. Il affirme que le Collège souhaite davantage verduriser mais que les box à vélos sont une nécessité et chaque fois que la commune peut en placer un en un lieu qui ne perturbe pas la mobilité et n'implique pas la suppression de places de parking, elle le fait. Il signale en outre que l'on veille toujours à présenter les projets aux habitants. Il ne peut pas promettre que ce sera fait tout de suite, et ce pour des raisons budgétaires, mais il annonce qu'il n'est pas impossible qu'un avant-projet soit déjà présenté aux habitants dans le courant de cette année, la commune poursuivant partout le réaménagement des petits espaces verts. Il résume la situation comme suit :

1. Le départ des bulles à verre peut être espéré d'ici +/- deux mois ;
2. En ce qui concerne l'aménagement esthétique des lieux, le Collège reviendra vers les riverains dès que le service aura établi un avant-projet.

Mme KECHICHE s'engage à faire part de cette bonne nouvelle à l'ensemble des interpellants.

Participatiecode - Burgerinterpellatie - Onderwerp: "NEE tegen glasbollen, JA voor de vergroening van het Levieplein" - Mw. Maryam KECHICHE en consoorten.

Mw. Maryam KECHICHE spreekt de leden van het College en de Gemeenteraad als volgt toe:

"Ik ben hier vanavond om in te gaan op het verzoek om de glasbollen te verwijderen die zich op het Levieplein bevinden. Dit verzoek wordt gesteund en ondertekend door 50 indieners, waaronder ikzelf. Deze glasbollen werden geïnstalleerd op 23/12/2022 en sindsdien hebben we een aantal problemen gehad.

Ondanks het feit dat er al een camera is geplaatst op het Levieplein, wat wordt aangegeven met een bord naast de glasbollen, zijn de problemen toegenomen en verplaatst naar de Georges Rencystraat. Het punt over het installeren van camera's dat u vandaag gaat bespreken, is dus niet de oplossing voor ons probleem en ook niet wat wij vragen.

We stellen vast dat er geen sprake is van een evenwichtige verdeling van de openbare ruimte. We hebben al 2 lelijke fietsenstallingen op deze groene plek, en nu komen er nog meer glasbollen bij! De concentratie van deze voorzieningen op zo'n klein oppervlak is niet meer in balans. Het noodzakelijke evenwicht is zoek. We waren verbaasd dat de gemeente had besloten om twee glasbollen op dit plein te plaatsen, vooral omdat er al veel andere glasbollen in de buurt zijn, bijvoorbeeld op het Vergoteplein (op minder dan 5 minuten afstand) en de Marslaan (aan de voet van de tunnel, ook op slechts een paar minuten afstand).

De Georges Rencystraat is een zeer rustige straat waar men nu alleen nog maar het geluid van glasbollen hoort. Het lawaai is erg storend en wanneer de glasbollen worden geleegd, is het lawaai ondraaglijk. Sommige buren werken 's nachts en slapen overdag en zijn erg gestoord. Een baby huilt telkens als de glasbollen worden geleegd. Bovendien kijken sommige slaapkamers uit op het plein en liggen ze aan de straatkant, omdat de straat stil is. We hebben gemerkt dat bovengrondse of ingebouwde glasbollen net zoveel lawaai maken, net zoveel overlast veroorzaken en

net zoveel inbreuk maken op de groene ruimte. Er is een hoge dichtheid en concentratie van woningen, en dus van bevolking, terwijl er andere, minder dichtbevolkte gebieden in de buurt zijn, langs lawaaierige wegen, waar al glasbollen zijn. De glasbollen op het Vergoteplein (langs de laan/stedelijke snelweg) of de Roodebeeklaan (achter de bushalte "Februari" en aan de voet van de tunnel) liggen ver van woningen en uit het zicht. Daardoor veroorzaken ze minder lawaai voor omwonenden en verpesten ze minder het zicht. Hetzelfde geldt voor de glasbollen op de Roodebeeksteenweg op nr. 439, tegenover een braakliggend terrein. We ondervinden al een jaar overlast en het is ons opgevallen dat er steeds meer afval en/of zwerfvuil wordt gedumpt aan de voet van de glasbollen. De afgelopen maanden zijn er borden geplaatst om overtreders te waarschuwen dat ze een boete kunnen krijgen. We betreuren het echter dat er nog steeds afval en zwerfvuil wordt gedeponeerd aan de voet van de glasbollen en nu ook in de Georges Rencystraat! Bovendien worden de tijden waarop glas in de bollen mag worden gedeponeerd niet gerespecteerd en is er 's avonds, doordeweeks en in het weekend nog steeds geluidsoverlast. Het moet gezegd worden dat de overlast steeds erger wordt. Deze situatie is ondraaglijk en onaanvaardbaar.

We hechten bijzonder veel belang aan de esthetiek en het onderhoud van deze groene ruimte. Het plaatsen van de glasbollen maakt het onmogelijk om deze groene ruimte te waarderen, is niet esthetisch en draagt niet bij aan een aangename en rustige omgeving voor de buurbewoners. Bovendien moet de openbare ruimte eerlijk worden verdeeld. In een paar maanden tijd werd op dezelfde plaats een tweede fietsbox geplaatst (nadat een deel van de groene ruimte was verhard) en werd een elektriciteitscabine geplaatst voor een parkeerpaal. Momenteel zorgen de glasbollen voor een aantal bijkomende ongemakken (lawaai, zwerfvuil, sluikstorten, glasscherven op de stoep en straat, auto's op de stoep, dubbel geparkeerde auto's, enz.) en dus voor een nog grotere vermindering van de kwaliteit van de openbare ruimte.

Daarom vragen wij, 50 buurbewoners, om de glasbollen van de plaats te verwijderen, de plaats groen te houden en te vergroenen. We vragen om de aanplant van een boom, struiken en bloemen om de visuele aanblik van het plein, de levenskwaliteit en het welzijn van de buurbewoners te verbeteren, maar ook om de doorlaatbaarheid van de bodem te bevorderen en hittegolven en hitte-eilanden in de zomer tegen te gaan.

Ik dank u voor het in overweging nemen van dit verzoek om de glasbollen te verwijderen."

Dhr. MAINGAIN zegt dat hij altijd blij is om vertegenwoordigers van de wijken van de gemeente te ontvangen en bedankt mw. KECHICHE voor haar toespraak. Hij antwoordt dat de glasbollen niet blijven, maar dat de gemeente niet de enige verantwoordelijke is. Hij wijst erop dat een dergelijk systeem noodzakelijk is. Hij legt uit dat Net Brussel deze glasbollen uitstippelt rekening houdend met de bevolkingsdichtheid en dat dit een dichtbevolkte wijk is. Hij erkent echter dat er andere glasbollen in de buurt zijn. Hij noemt het voorbeeld van de Josephine-Charlettesquare, waar er veel problemen waren met een kledingcontainer en het erg moeilijk was voor de gemeente om die weg te krijgen. Hij voegt eraan toe dat er vaste camera's zijn om ongeregeldheden te registreren, maar dat er een overeenkomst met de politiezone nodig is om processen-verbaal te kunnen opstellen, wat momenteel niet mogelijk is, terwijl er voor de mobiele camera's een overeenkomst is met een privébedrijf en er processen-verbaal kunnen worden opgesteld. Hij geeft toe dat er desondanks nadelen zijn. Hij wijst erop dat deze glasbollen uit de hoek Heydenberg/Roodebeek komen en daar tijdelijk verplaatst werden door Net Brussel, op vraag van de gemeente. Hij is blij met deze interpellatie, want Net Brussel beweert vaak dat burgers klagen als glasbollen worden verwijderd. Hij durft te geloven dat het mogelijk zal zijn om Net Brussel te overtuigen. Als de overredingsinspanningen geen vruchten afwerpen, zou hij dwingendere maatregelen kunnen overwegen. Wat de

aanleg van de groene ruimte betreft, antwoordt hij dat het project wordt bestudeerd door de diensten en dat het advies van de gemeente Schaarbeek moet worden ingewonnen. Hij stelt dat het College de zone groener wil maken, maar dat fietsenrekken een noodzaak zijn en dat de gemeente dit zal doen wanneer ze er een kan plaatsen op een plaats die de mobiliteit niet verstoort en er geen parkeerplaatsen moeten worden opgeheven. Hij wijst er ook op dat er altijd voor gezorgd wordt dat projecten aan de buurtbewoners worden gepresenteerd. Om budgettaire redenen kan hij niet beloven dat dit meteen zal gebeuren, maar hij zegt dat het niet onmogelijk is dat er later dit jaar een voorlopig project aan de bewoners wordt voorgesteld, aangezien de gemeente overal kleine groene zones blijft herinrichten. Hij vat de situatie als volgt samen:

1. We kunnen verwachten dat de glasbollen over ongeveer twee maanden worden verwijderd;
2. Wat de esthetische inrichting van het terrein betreft, zal het College contact opnemen met de omwonenden zodra de dienst een voorlopig project heeft opgesteld.

Mw. KECHICHE belooft dit goede nieuws aan alle betrokkenen door te geven.

19.02.2024/A/0002 **Procès-verbal de la séance du 22/01/2024 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance 22/01/2024 est approuvé.

35 votants : 35 votes positifs.

Proces-verbaal van de vergadering van 22/01/2024 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 22/01/2024 wordt goedgekeurd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

19.02.2024/A/0003 **Règlement de police sur l'occupation privative du domaine public - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de police sur l'occupation privative du domaine public, adopté en séance du 20/03/2023 ;

Considérant que la loi du 11/12/2023 modifiant la loi du 24/06/2023 relative aux sanctions administratives communales est entrée en vigueur le 08/01/2024 ;

Considérant que ladite loi porte le montant maximum de l'amende administrative pour

les contrevenants majeurs à 500 EUR ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'adapter ledit règlement en ce sens ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 119bis ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2023 ;

DECIDE d'approuver :

- la modification suivante du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public approuvé le 20/03/2023 :
 - dans l'article 14, §2, les mots « 350 EUR » sont remplacés par les mots « 500 EUR » ;
- le texte définitif modifié du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public, tel que repris ci-après :

REGLEMENT DE POLICE SUR L'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.

CHAPITRE I. Champ d'application.

Article 1.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

a) Domaine public :

Le domaine public comprend tous les biens qui sont directement affectés à l'usage public mais aussi tous ceux qui sont affectés à l'exécution des missions des services publics, notamment :

1. La voirie, en ce compris les accotements et les trottoirs ;
 - le trottoir s'entend par l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons,
 - l'accotement s'entend par l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.
2. Les espaces verts : à savoir les squares, parcs, jardins publics, et d'une manière générale toutes les portions du domaine public situées hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.
3. Les plaines et aires de jeux publiques.

b) Occupation privative du domaine public :

Toute occupation à titre précaire d'un élément du domaine public au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol par une ou plusieurs personne(s), physique(s) ou morale(s), à l'exclusion de toute autre pour une utilisation à des fins auxquelles il n'est pas immédiatement destiné mais compatible avec sa destination. Cette occupation est soit permanente, soit discontinue mais renouvelée, soit encore continue et temporaire.

Article 2.

Ne sont pas visés par le présent règlement :

a) les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules sur la voie publique, à l'exception des accotements et des trottoirs, des passages aériens et souterrains pour piétons, des chemins et servitudes de passage réservés aux

- piétons ;
- b) les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules dans les parcs à stationnement ;
 - c) les occupations du domaine public pour lesquelles l'emplacement occupé est attribué par voie d'adjudication publique ou en vertu d'un contrat de concession ;
 - d) les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien de l'espace public ;
 - e) les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la commune ou du CPAS.

CHAPITRE II. Autorisation préalable.

Article 3.

Toute occupation privative du domaine public doit être préalablement autorisée par le bourgmestre.

Le cas échéant, l'autorisation de police impose le placement de signaux routiers de type E1 (interdiction de stationner) ou E3 (interdiction de stationner et de s'arrêter).

Sauf application de l'article 78.1.1. de larrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui concerne les chantiers établis sur la voie publique, il est interdit d'utiliser d'autres panneaux routiers que ceux de l'administration communale.

Il est interdit d'utiliser des matériaux de quelque nature que ce soit pour réserver une zone de stationnement.

La délivrance de l'autorisation ne dispense pas son titulaire d'obtenir les autres permis et autorisations ni de payer les taxes ou redevances requis ou établies par d'autres législations ou réglementations, ni du respect des autres législations ou réglementations en vigueur, notamment du règlement régional d'urbanisme.

Le règlement général de police approuvé par le Conseil communal du 17/02/2020 et ses modifications subséquentes reste d'application.

Article 4.

Le délai pour introduire la demande d'autorisation d'occuper le domaine public auprès du bourgmestre est de dix jours ouvrables, conformément au règlement général de police. Toute demande introduite tardivement est irrecevable, sauf urgence dûment motivée.

Article 5.

Outre l'identité du requérant, la demande d'autorisation mentionne l'objet de l'occupation, sa durée, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper. A l'introduction de la demande, le requérant doit délivrer un plan de situation précis, reflétant l'emprise exacte du domaine public. Des plans supplémentaires ou des relevés de la situation, selon l'occupation, peuvent être demandés par l'administration communale.

Le requérant est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa demande en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés par l'administration communale à cet effet.

Article 6.

Toute demande de prolongation d'occupation du domaine public doit être introduite auprès du bourgmestre, et ceci au plus tard le jour ouvrable qui précède le dernier jour de l'occupation initialement autorisée. Quand la durée de l'autorisation est égale ou inférieure à 2 jours calendrier, la nouvelle demande sera introduite au plus tard le jour même de la fin de l'occupation initialement autorisée, et ceci avant 12 heures.

En cas de modification de la surface d'occupation, une nouvelle demande devra être introduite auprès du bourgmestre, accompagnée d'un nouveau plan de situation, au plus tard le jour ouvrable qui précède cette modification, et ceci avant 12 heures.

Article 7.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et inaccessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être modifiées ou révoquées par le bourgmestre à tout moment et sans indemnité lorsque l'intérêt général l'exige.

Les autorisations restent valables jusqu'à leur terme, leur révocation, leur suspension ou leur retrait.

Article 8.

L'acte d'autorisation doit toujours être visible de la voie publique pour en permettre le contrôle ou, lorsque ce n'est pas possible, exhibé à toute réquisition de la police ou d'un agent habilité.

Article 9.

Les bénéficiaires de l'autorisation doivent se conformer strictement aux prescriptions et conditions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

CHAPITRE III. Obligations diverses.

Article 10.

Il est formellement interdit de couvrir des constructions ou objets d'usage public tels que panneaux de signalisation, bouches d'incendie, bouches à gaz, eau, etc. Les égouts et les bouches d'égouts doivent être conservés propres en tout temps ; des débris, résidus de matériaux du bâtiment ou des déchets ne peuvent pas y être déposés.

Article 11.

Il est interdit d'entraver la circulation des piétons et le libre passage des services de secours et des transports en commun.

Toutes les habitations doivent rester accessibles aux piétons et aux services de secours. Les chemins d'accès aux habitations ne peuvent pas être dangereux.

Article 12.

Les objets quelconques, matériaux, débris ou déchets de construction qui menacent la sécurité, la propreté ou la salubrité publiques ou entravent la circulation des usagers de la route et qui ne sont pas enlevés immédiatement après en avoir reçu l'ordre du bourgmestre pourront être évacués d'office aux frais de la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation, du maître d'ouvrage, de l'entrepreneur ou du responsable à un titre quelconque.

Article 13.

Les bénéficiaires de l'autorisation et responsables à un titre quelconque doivent se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police et autres agents habilités, en vue de maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou

la salubrité publiques ou de faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

CHAPITRE IV. Sanctions.

Article 14.

§1. Toutes les infractions aux autorisations délivrées par le bourgmestre dans le cadre du présent règlement sont passibles des sanctions suivantes :

- suspension administrative de l'autorisation,
- retrait administratif de l'autorisation,
- fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§2. Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement, ainsi que l'absence d'autorisation pour une occupation privative du domaine public, sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi, 500 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis.

§3. Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

§4. En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative.

§5. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précédent la nouvelle constatation de l'infraction.

TITRE II. DISPOSITIONS PARTICULIERES.

CHAPITRE I. Occupation privative par des chantiers, conteneurs, échafaudages, tours, grues et appareils de levage.

Section 1. Dispositions communes aux chantiers, conteneurs, échafaudages, tours, grues et appareils de levage.

Article 15.

Le domaine public doit être libéré dès que le chantier, le conteneur, l'échafaudage, la tour, la grue, ou l'appareil de levage qui y est placé n'est plus nécessaire à l'exécution normale des travaux.

Section 2. Dispositions spécifiques aux chantiers.

Article 16.

Un chantier est une zone où des travaux de construction, de démolition, de reconstruction, d'embellissement, de transformation, de rénovation d'immeubles, ou d'autres travaux aux bâtiments sont exécutés et où il est possible de stocker des matériaux de construction, des conteneurs, des silos, des grues et autres objets nécessaires à l'exécution des travaux.

Article 17.

A l'introduction de la demande, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur ou toute autre personne physique ou morale requérante doit délivrer un plan de situation précis à

l'échelle de 1/100 qui reflète la prise exacte du domaine public et les mesures correctes de la zone du chantier.

Article 18.

Après l'installation du chantier, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation ou le responsable à un titre quelconque doit démarrer immédiatement les travaux et les continuer sans interruption. Des interruptions sont seulement autorisées en cas d'intempéries, autres cas de force majeure, de congés ou les samedis, dimanches et jours fériés. Pour les interruptions qui durent plus de 2 jours ouvrables, la voie publique devra être libérée au maximum.

Article 19.

Quelle que soit la superficie du chantier, celui-ci doit être clôturé par une clôture conforme aux prescriptions du règlement régional d'urbanisme. La clôture du chantier doit être fermée à la fin de chaque jour de travail. Les portes prévues dans la clôture ne peuvent pas s'ouvrir vers l'extérieur.

Section 3. Dispositions spécifiques aux conteneurs de débris.

Article 20.

Les conteneurs visés à la présente section sont des conteneurs fermés ou ouverts destinés à amener ou évacuer des matériaux de construction ou autres à l'occasion de travaux ou d'autres activités.

Article 21.

Après avoir placé le conteneur, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation ou le responsable à titre quelconque doit démarrer immédiatement les travaux et les continuer sans interruption. Des interruptions sont seulement autorisées en cas d'intempéries, d'autres cas de force majeure, de congés ou les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 22.

Pour pouvoir charger ou décharger un conteneur comme il se doit, il est nécessaire de prévoir un espace libre de 20 mètres. La zone réservée pour le conteneur a donc les caractéristiques suivantes :

Longueur : 6,00 mètres

Largeur : 2,30 mètres

Espace libre qui devrait être réservé devant le conteneur destiné au chargement ou déchargement du camion :

Longueur : 14,00 mètres

Largeur : 2,30 mètres

Surface totale de : 20,00 mètres X 2,30 mètres = 46 m²

Article 23.

A la fin de chaque jour de travail, le conteneur doit être recouvert d'une bâche.

Section 4. Dispositions spécifiques aux conteneurs à usages divers.

Article 24.

Les conteneurs visés à la présente section en question sont des conteneurs fermés, éventuellement pourvus de portes et fenêtres, pour y héberger un réfectoire, une salle

de réunion de chantier, une installation sanitaire ou un commerce temporaire dans le cadre de transformations en cours.

Article 25.

Le placement d'un conteneur à usages divers dans le cadre d'un commerce temporaire, auquel le public a donc accès, sera uniquement autorisé sur production d'un permis d'urbanisme délivré pour le placement de ce conteneur.

Section 5. Dispositions spécifiques aux échafaudages et tours.

Article 26.

Les installations visées à la présente section sont des échafaudages ou des tours placés sur ou au-dessus du domaine public pour exécuter des travaux au niveau des façades des bâtiments.

Article 27.

Les échafaudages, les échelles libres, ponts libres et tous les autres matériaux doivent être solidement placés pour empêcher des accidents. Il faut éviter que des objets ne tombent ou ne puissent tomber sur la voie publique par des bâches fermées.

Section 6. Dispositions spécifiques aux grues et appareils de levage.

Article 28.

Les installations visées à la présente section sont des grues du type grue tour, grue mobile ou grue de chantier et des appareils de levage du type lift, mécanique ou pas, équipé d'un châssis motorisé ou pas.

Article 29.

Pendant les manœuvres de la grue ou de l'appareil de levage, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale à qui l'autorisation est délivrée ou le responsable à un titre quelconque doit veiller à installer des signaleurs des deux côtés de la grue ou de l'appareil de levage. De plus, il doit veiller à ce qu'aucun objet ne puisse tomber sur la voie publique.

CHAPITRE II. Occupation privative par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale ou d'évènements promotionnels ou festifs.

Article 30.

Les occupations visées au présent chapitre sont des occupations par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale (déménagements, livraisons...) ou d'évènements promotionnels ou festifs.

Article 31. (Conseil communal du 25/10/2010).

Les occupations par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale ou d'évènements promotionnels ou festifs ont les caractéristiques suivantes :

Longueur: 20 mètres

Largeur: la largeur maximale est déterminée à 2 mètres

Surface totale d'une zone de 20 mètres = 40 m²

CHAPITRE III. Occupation privative par des terrasses, échoppes, étals et assimilés.

Section 1. Dispositions communes aux occupations privatives par des terrasses, échoppes, étals et assimilés.

Article 32.

Quel que soit le moment de l'année auquel elle est demandée, l'autorisation d'occupation privative par des terrasses, échoppes, étals et assimilés est octroyée pour la période fixée par l'autorisation et qui ne peut aller au-delà du 31 décembre de l'année de la demande. La demande d'autorisation doit être renouvelée chaque année.

Article 33.

Les autorisations pour des objets visés au présent chapitre ne peuvent être données que pour les lieux du domaine public où la circulation ne sera pas entravée par leur placement.

Article 34.

Un inventaire de tous les matériaux et biens qui seront placés sur le domaine public doit être annexé à la demande d'autorisation.

Article 35.

La personne à qui l'autorisation est délivrée ou le responsable à un titre quelconque doit en tout temps enlever tous les déchets sur la surface occupée et dans son périmètre direct. Le nettoyage doit être fait silencieusement afin de ne pas perturber le repos des voisins.

Article 36.

L'installation et les biens placés sur le domaine public doivent être entretenus soigneusement.

Quand le bourgmestre estime que l'ordre public est menacé par leur état ou que la sécurité des piétons n'est plus assurée, la personne physique ou morale à qui l'autorisation a été délivrée ou le responsable à un titre quelconque peut être mis en demeure de restaurer ou de nettoyer immédiatement les lieux, sans préjudice de l'application de l'article 12 du présent règlement.

Section 2. Dispositions spécifiques aux terrasses.

Article 37.

Les objets visés à la présente section sont des tables, bancs, chaises et autres objets qui sont nécessaires à l'aménagement d'une terrasse.

Article 38.

Les appareils de chauffage (mobiles ou statiques) en terrasse sont totalement interdits à dater du 01/10/2022.

Article 39.

Pour permettre le contrôle de l'autorisation délivrée, cette dernière doit être exposée à l'intérieur du commerce sur une des devantures en façade donnant sur le domaine public.

Article 40.

Toutes les tables, chaises, parasols et autre mobilier de terrasse sont rangés quotidiennement. Les meubles de terrasse peuvent rester sur le domaine public à condition d'être empilés et rangés. L'empilage doit être stable et rangé dans la zone du domaine public autorisée.

Article 41.

Pendant la période où les terrasses temporaires sont enlevées, rien ne peut dépasser du sol et chaque ouverture creusée dans le domaine public doit être rebouchée.

Section 3. Dispositions spécifiques aux échoppes, étals et assimilés.

Article 42.

Les objets visés à la présente section sont des échoppes, étals et assimilés réservés à l'exposition et à la présentation de marchandises.

Article 43.

Pour permettre le contrôle de l'autorisation délivrée, cette dernière doit être exposée à l'intérieur du commerce sur une des devantures en façade donnant sur le domaine public.

Article 44.

Toutes les échoppes, étals et assimilés sont quotidiennement rangés à l'heure de fermeture.

Article 45.

Pendant la période où les échoppes, étals et assimilés sont enlevés, rien ne peut dépasser du sol et chaque ouverture creusée dans le domaine public doit être rebouchée.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

35 votants : 35 votes positifs.

Politiereglement op de privatiieve bezetting van het openbaar domein - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het politiereglement op de privatiieve bezetting van het openbaar domein, goedgekeurd in zitting van 20/03/2023;

Overwegende dat de wet van 11/12/2023 tot wijziging van de wet van 24/06/2023 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in werking is getreden op 08/01/2024;

Overwegende dat deze wet het maximumbedrag van de administratieve geldboete voor meerderjarige overtreders optrekt tot 500 EUR;

Overwegende dat het huidige reglement bijgevolg dienovereenkomstig moet worden aangepast;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 119bis;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2023;

BESLIST:

- de volgende wijziging van het politiereglement op de privatiieve bezetting van het openbaar domein goedgekeurd op 20/03/2023 goed te keuren:
 - in artikel 14, §2, worden de woorden "350 EUR" vervangen door de woorden "500 EUR";
- de gewijzigde definitieve tekst van het politiereglement op de privatiieve bezetting van het openbaar domein goed te keuren zoals hierna uiteengezet:

**POLITIEREGLEMENT OP DE PRIVATIEVE BEZETTING VAN HET
OPENBAAR DOMEIN**

TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied.

Artikel 1.

Voor de toepassing van onderhavig reglement, verstaat men onder:

a) Openbaar domein:

Het openbare domein omvat alle goederen die rechtstreeks voor het openbaar gebruik bestemd zijn, maar ook die goederen die bestemd zijn voor de uitvoering van de opdrachten van openbare diensten, met name:

1. de openbare weg, met inbegrip van de bermen en voetpaden;
 - Onder trottoir verstaat men de doorgaans ten opzichte van de rijweg verhoogde berm, die langs de rooilijn gelegen is en voor de voetgangers bestemd is.
 - De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg inbegrepen is.
2. de groene ruimten: te weten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van het openbaar domein buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofdorde bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.
3. de openbare speelpleinen en -ruimten.

b) Privatiieve bezetting van het openbaar domein:

Iedere precaire bezetting van een deel van het openbaar domein op, boven of onder de grond, door één of verschillende natuurlijke of rechtspersonen, voor een exclusief gebruik waartoe het niet meteen bestemd is maar dat wel compatibel is met de normale bestemming. Dit gebruik kan permanent zijn, of niet permanent maar verlengd zijn, of ook doorlopend maar tijdelijk van aard zijn.

Artikel 2.

Vallen niet onder het voorliggende reglement:

a) het gebruik dat in verband staat met het niet-privatiief circuleren en parkeren van

voertuigen op de openbare weg, met uitzondering van de bermen en voetpaden, de bovengrondse en ondergrondse doorgangen voor voetgangers, de paden en het recht van doorgang voorbehouden aan voetgangers;

b) het gebruik dat in verband staat met het niet-privatief circuleren en parkeren van voertuigen op parkeerterreinen;

c) het gebruik van het openbaar domein waarvoor de gebruikte plaats werd toegekend bij aanbesteding of krachtens een concessieovereenkomst;

d) het gebruik van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een opdracht met het oog op de beveiliging of het onderhoud van de openbare ruimte;

e) het gebruik van het openbaar domein in opdracht van de gemeente of het OCMW.

HOOFDSTUK II. Voorafgaandelijke toestemming.

Artikel 3.

Elke privatiieve bezetting van het openbaar domein moet voorafgaandelijk toegelaten worden door de burgemeester.

Als dat het geval is houdt de politievergunning in dat er verkeersborden van het type E1 (parkeerverbod) of E3 (verboden te parkeren en stil te staan) geplaatst moeten worden.

Behalve in toepassing van het artikel 78.1.1. van koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg dat handelt over werven op de openbare weg, is het verboden om andere verkeersborden te gebruiken dan deze van de gemeenteadministratie.

Het is verboden om eender welke materialen te gebruiken om een parkeerplaats te reserveren.

De uitreiking van de vergunning stelt dehouder ervan niet vrij van de verplichting om andere vereiste toelatingen en vergunningen te bekomen of om de taken of vergoedingen te betalen die door andere wetten of reglementen ingesteld zijn, noch om andere van kracht zijnde wetten of reglementen na te leven, met name de gewestelijke stedenbouwkundige verordening.

Het algemeen politiereglement dat door de Gemeenteraad goedgekeurd werd op 17/02/2020 en de daarop volgende wijzigingen blijft van toepassing.

Artikel 4.

De termijn om bij de burgemeester de vergunningsaanvraag om het openbaar domein te bezetten in te dienen bedraagt, overeenkomstig het algemeen politiereglement, tien werkdagen. Alle laattijdig ingediende aanvragen zijn onontvankelijk, behalve als de dringendheid voldoende gemotiveerd wordt.

Artikel 5.

Behalve de identiteit van de aanvrager moet de vergunningsaanvraag de bedoeling van de bezetting, de duur, de juiste plaats en de voorziene oppervlakte vermelden. Bij het indienen van de aanvraag moet de aanvrager een precies plan van de situatie indienen dat de exacte impact op het openbaar domein weergeeft. De gemeenteadministratie kan naargelang de bezetting bijkomende plannen of weergaveschetsen van de situatie vragen.

De aanvrager moet de eventuele controle van zijn aanvraag gemakkelijker maken door alle documenten en inlichtingen die de gemeenteadministratie daarvoor vraagt te verschaffen.

Artikel 6.

Elke aanvraag voor een verlenging van de bezetting van het openbare domein moet

ten laatste tijdens de werkdag die voorafgaat aan de laatste dag van de aanvankelijk toegestane bezetting bij de burgemeester ingediend worden. Als de looptijd van de vergunning slechts twee kalenderdagen of minder bedraagt, moet de nieuwe aanvraag ten laatste om 12.00 uur op de laatste dag van de aanvankelijk toegestane bezetting ingediend worden.

Als de oppervlakte van de bezetting gewijzigd wordt moet er een nieuwe aanvraag ingediend worden bij de burgemeester, samen met een nieuwe situatieschets, dit ten laatste om 12.00 uur op de werkdag voorafgaand aan deze wijziging.

Artikel 7.

De in dit voorliggende reglement beoogde vergunningen worden preair uitgereikt en kunnen terug ingetrokken worden. De vergunningen zijn op naam en zijn niet overdraagbaar en houden voor de gemeente geen verantwoordelijkheid in. Ze kunnen door de burgemeester, zonder schadeloosstelling, op eender welk moment gewijzigd of ingetrokken worden als het algemeen belang dit vereist.

De vergunningen blijven geldig tot op het einde van de termijn, hun herroeping, opschorting of intrekking.

Artikel 8.

De vergunning moet altijd zichtbaar zijn van op de openbare weg om de controle ervan mogelijk te maken, of als dat niet mogelijk is, moeten ze op vraag van de politie of een daartoe bevoegde ambtenaar altijd voorgelegd kunnen worden.

Artikel 9.

De begunstigden van de vergunning moeten zich strikt aan de voorschriften en voorwaarden van de vergunning houden en erop toezien dat de vergunde activiteiten niemand schade kunnen toebrengen en de openbare veiligheid, rust, hygiëne of reinheid niet in het gedrang kunnen brengen.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade die aangebracht werd, al dan niet door nalatigheid, tijdens de uitoefening van de activiteit die in de vergunning vermeld staat.

HOOFDSTUK III. Diverse verplichtingen.

Artikel 10.

Het is formeel verboden om bouwsels of voorwerpen van openbaar nut af te dekken zoals signalisatieborden, brandkranen, gaskranen, waterkranen, enz. Rioolputjes en riooldeksels moeten altijd proper gehouden worden. Het is verboden om er puin, overschotten van bouwmateriaal of afval achter te laten.

Artikel 11.

Het is verboden om het voetgangersverkeer en de vrije doorgang van de nooddiensten en het openbaar vervoer te bemoeilijken.

Alle woningen moeten voor voetgangers en de nooddiensten bereikbaar blijven. De toegangswegen naar woningen mogen niet gevaarlijk zijn.

Artikel 12.

Eender welke voorwerpen, materialen, puin of bouwafval die de openbare veiligheid, reinheid of hygiëne in het gedrang brengen, of het verkeer van de weggebruikers hinderen en die niet onmiddellijk weggehaald worden nadat de burgemeester daartoe opdracht heeft gegeven, worden verwijderd ten koste van de natuurlijke of

rechtspersoon op wiens naam de vergunning werd uitgereikt, van de bouwmeester, van de ondernemer of eender welke andere verantwoordelijke.

Artikel 13.

De houders van een vergunning en eender welke verantwoordelijken moeten onmiddellijk de bevelen en eisen van politieambtenaren en andere bevoegde ambtenaren opvolgen om de openbare veiligheid, rust, reinheid of hygiëne te vrijwaren of om de opdrachten van hulpdiensten en de hulp aan personen in nood te vergemakkelijken.

HOOFDSTUK IV. Sancties.

Artikel 14.

§1. Alle inbreuken op de vergunningen afgeleverd door de burgemeester zijn vatbaar voor volgende sancties:

- administratieve schorsing van de vergunning,
- administratieve intrekking van de vergunning,
- tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een etablissement.

§2. Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd op onderhavig reglement, evenals de afwezigheid van een vergunning voor een privatiële bezetting van het openbaar domein, zal bestraft worden met een administratieve boete waarvan de tarieven wettelijk bepaald worden, te weten maximum 500 EUR indien hij meerderjarig is en maximum 175 EUR indien hij minderjarig is en de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

§3. Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.

§4. Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.

§5. Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

TITEL II. BIJZONDERE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK I. Privatiële bezetting door werven, containers, stellingen, toren, kranen en heftoestellen.

Sectie 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor werven, containers, stellingen, toren, kranen en heftoestellen.

Artikel 15.

Het openbaar domein moet vrijgemaakt worden van zodra de werf, de container, de stelling, de toren, de kraan of het heftoestel dat zich daar bevindt, niet langer noodzakelijk is om de werken normaal uit te voeren.

Sectie 2. Specifieke bepalingen voor werven.

Artikel 16.

Een werf is een zone waar er bouw-, afbraak-, reconstructie-, verfraaiings-,

transformatie- of renovatiewerken of andere werken aan gebouwen worden uitgevoerd en waar het mogelijk is om bouwmaterialen, containers, silo's, kranen en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken op te slaan.

Artikel 17.

Bij het indienen van de aanvraag moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere aanvragende natuurlijke of rechtspersoon een juist plan van de situatie op een schaal van 1/100 indienen dat exact weergeeft welk deel van het openbare domein bezet wordt en dat ook de juiste afmetingen van de werfzone bevat.

Artikel 18.

Na de installatie van de werf moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke onmiddellijk de werken starten en deze zonder onderbreking verderzetten. Onderbrekingen zijn alleen maar toegelaten in het geval van slecht weer, andere overmacht, verlof of op zaterdagen, zondagen en feestdagen. Voor onderbrekingen die langer dan 2 werkdagen duren moet de openbare weg zoveel als mogelijk vrijgemaakt worden.

Artikel 19.

Ongeacht de grootte van de werf moet deze afgesloten worden met een afsluiting die conform is aan de voorschriften uit de gewestelijke stedenbouwkundige verordening. Op het einde van elke werkdag moet de afsluiting gesloten worden. De deuren die in de afsluiting voorzien zijn, mogen niet naar buiten openen.

Sectie 3. Specifieke bepalingen voor afvalcontainers.

Artikel 20.

De containers die in deze sectie bedoeld worden, zijn gesloten of open containers die dienen voor het aan- of afvoeren van bouw- of andere materialen voor de werken of voor andere activiteiten.

Artikel 21.

Na het plaatsen van de container moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke onmiddellijk de werken starten en deze zonder onderbreking verderzetten. Onderbrekingen zijn alleen maar toegelaten in het geval van slecht weer, andere overmacht, verlof of op zaterdagen, zondagen en feestdagen.

Artikel 22.

Om een container correct te kunnen laden of lossen, is het noodzakelijk om een vrije ruimte van 20 meter te voorzien. De zone die voor de container gereserveerd wordt, heeft dus de volgende eigenschappen:

Lengte: 6,00 meter

Breedte: 2,30 meter

Vrije ruimte voor een container die gereserveerd moet worden en bestemd is voor het laden of lossen van een vrachtwagen:

Lengte: 14,00 meter

Breedte: 2,30 meter

Totale oppervlakte: 20,00 meter X 2,30 meter = 46 m²

Artikel 23.

Op het einde van elke werkdag moet de container met een dekzeil afgedekt worden.

Sectie 4. Specifieke bepalingen voor containers voor divers gebruik.

Artikel 24.

De containers die in deze sectie bedoeld worden zijn gesloten containers, eventueel uitgerust met deuren en ramen, die dienen als eetzaal, werfvergaderzaal, voor sanitair of om een tijdelijke handelszaak in onder te brengen binnen het kader van aan de gang zijnde veranderingswerken.

Artikel 25.

Het plaatsen van een container voor divers gebruik binnen het kader van een tijdelijke handelszaak, waartoe het publiek dus toegang heeft, zal enkel toegelaten worden als er een stedenbouwkundige vergunning voor het plaatsen van de container kan voorgelegd worden.

Sectie 5. Specifieke bepalingen voor stellingen en toren.

Artikel 26.

De installaties die in deze sectie bedoeld worden, zijn stellingen of toren die op of boven het openbaar domein geplaatst worden om werken uit te voeren aan de gevels van gebouwen.

Artikel 27.

De stellingen, vrije ladders, bruggen en alle andere materialen moeten stevig bevestigd zijn om ongelukken te voorkomen. Er moet met gesloten zeilen voorkomen worden dat voorwerpen op de openbare weg vallen of kunnen vallen.

Sectie 6. Specifieke bepalingen voor kranen en heftoestellen.

Artikel 28.

De installaties die in deze sectie bedoeld worden, zijn kranen van het type torenkraan, mobiele kraan of werfkraan en heftoestellen zoals liften, al dan niet mechanisch, die al dan niet met een gemotoriseerd chassis zijn uitgerust.

Artikel 29.

Tijdens het besturen van de kraan of het heftoestel moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke erop letten om langs de twee kanten van de kraan of het heftoestel aanduidingen te plaatsen. Bovendien moet hij erop letten dat geen enkel voorwerp op de openbare weg kan vallen.

HOOFDSTUK II. Privatieve bezetting door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven of voor promotionele of feestactiviteiten.

Artikel 30.

De bezettingen die bedoeld worden in dit hoofdstuk zijn bezettingen door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn

aan het sociale leven (verhuizingen, leveringen...) of voor promotionele of feestactiviteiten.

Artikel 31. (Gemeenteraad van 25/10/2010).

Bezettingen door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven of promotionele of feestactiviteiten hebben de volgende eigenschappen:

Lengte: 20 meter

Breedte: de maximale breedte bedraagt 2 meter

Totale oppervlakte van een zone van 20 meter = 40 m²

HOOFDSTUK III. Privatieve bezettingen door terrassen, winkels, kramen en gelijkgestelden.

Sectie 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor privatieve bezettingen door terrassen, winkels, kramen en gelijkgestelden.

Artikel 32.

Ongeacht de tijd van het jaar waarop de vergunning wordt aangevraagd, wordt de vergunning voor privatieve bezetting door terrassen, kraampjes, stalletjes en dergelijke verleend voor de in de vergunning vastgestelde periode, die niet langer kan duren dan tot 31 december van het jaar van de aanvraag. De vergunningsaanvraag moet elk jaar vernieuwd worden.

Artikel 33.

De vergunningen voor de voorwerpen die in dit hoofdstuk bedoeld worden, kunnen enkel uitgereikt worden voor plaatsen van het openbaar domein waar het verkeer niet gehinderd wordt door hun plaatsing.

Artikel 34.

Bij de vergunningsaanvraag moet er een inventaris worden bijgevoegd van alle materialen en goederen die op het openbaar domein zullen geplaatst worden.

Artikel 35.

De persoon aan wie de vergunning werd uitgereikt of eender welke andere verantwoordelijke moet altijd alle afval op de bezette oppervlakte en in de onmiddellijke omgeving verwijderen. Het schoonmaken moet in stilte gebeuren om de rust van de buren niet te storen.

Artikel 36.

De installaties en de goederen die op het openbaar domein geplaatst worden, moeten goed onderhouden worden.

Als de burgemeester de mening toegedaan is dat de openbare orde bedreigd wordt door hun staat of dat de veiligheid van de voetgangers niet langer verzekerd is, kan de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke in gebreke gesteld worden om de plaatsen onmiddellijk te repareren of te reinigen zonder dat dit afbreuk doet aan de toepassing van artikel 12 van dit reglement.

Sectie 2. Specifieke bepalingen voor terrassen.

Artikel 37.

De voorwerpen die in deze sectie bedoeld worden, zijn tafels, banken, stoelen en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn om een terras in te richten.

Artikel 38.

Verwarmingstoestellen (mobiel of statisch) op terrassen zijn volledig verboden vanaf 01/10/2022.

Artikel 39.

Om het mogelijk te maken om de uitgereikte vergunning te controleren, moet deze binnen in de handelszaak tegen een van de etalages die op het openbare domein uitkijken aangebracht worden.

Artikel 40.

Alle tafels, stoelen, parasols en ander meubilair moet dagelijks opgeruimd worden. De terrasmeubels mogen op het openbaar domein blijven op voorwaarde dat deze opgestapeld of opgeruimd worden. De stapels moeten stabiel zijn en binnen de toegelaten zone van het openbaar domein staan.

Artikel 41.

In de periode tijdens dewelke de tijdelijke terrassen verwijderd worden, mag er niets uit de grond steken en moeten alle putten die in het openbaar domein gegraven werden, dichtgemaakt worden.

Sectie 3. Specifieke bepalingen voor winkels, kramen en gelijkgestelden.

Artikel 42.

De voorwerpen die in deze sectie bedoeld worden, zijn winkels, kramen en gelijkgestelden die dienen om handelsgoederen tentoon te stellen en voor te stellen.

Artikel 43.

Om het mogelijk te maken om de uitgereikte vergunning te controleren, moet deze binnen in de handelszaak tegen een van de etalages die op het openbare domein uitkijken aangebracht worden.

Artikel 44.

Alle winkels, kramen en gelijkgestelden moeten dagelijks opgeruimd worden op het sluitingsuur.

Artikel 45.

In de periode tijdens dewelke de winkels, kramen en gelijkgestelden verwijderd worden, mag er niets uit de grond steken en moeten alle putten die in het openbaar domein gegraven werden, dichtgemaakt worden.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

19.02.2024/A/0004 **ASBL communale Wolu Action - Représentation politique - Membre - Démission de Mme Isabelle GOBERT (MR+) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Wolu Action ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 13 membres effectifs, désignés par le Conseil communal le 14/12/2020, répartis comme suit :

- 10 membres pour la liste LB,
- 2 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courrier du 13/12/2023 introduit par Mme Isabelle GOBERT, présentant la démission de son mandat d'administratrice, représentante du groupe MR+, au Conseil d'administration de l'ASBL Wolu Action ;

Considérant qu'un courrier du 22/01/2024 a été adressé à Mme Amélie PANS, cheffe de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e), afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant que la candidature de Mme Eléonore SIMONET, domiciliée avenue de Broqueville 120 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Eléonore SIMONET, domiciliée avenue de Broqueville 120 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu Action, en remplacement de Mme Isabelle GOBERT (MR+), membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 35 votes positifs.

**Gemeentelijke vzw "Wolu Action" - Politieke vertegenwoordiging - Lid -
Ontslag van mw. Isabelle GOBERT (MR+) - Vervanging - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

19.02.2024/A/0005

**ASBL Complexe Sportif Poseidon - Représentation politique - Membre -
Démission de Mme Isabelle GOBERT (MR+) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Complexe Sportif Poséidon ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 14 membres effectifs et le Conseil d'administration de 13 membres, désignés par le Conseil communal le 29/04/2019, et répartis comme suit :

- 10 membres (CA) et 11 membres (AG) pour la liste LB,
- 2 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courrier du 13/12/2023 introduit par Mme Isabelle GOBERT, présentant la démission de son mandat d'administratrice, représentante du groupe MR+, au Conseil d'administration de l'ASBL Complexe Sportif Poséidon ;

Vu le courriel du 24/01/2024 de Mme Amélie PANS, cheffe de groupe MR+, proposant la candidature de Mme Aurore LE GAL, domiciliée avenue de la Charmille 18 bte 70 en c/c ;

Vu le courriel du 25/01/2024 de M. Eric BOTT, président de l'ASBL, adressé au Secrétaire communal, sollicitant le remplacement par le Conseil communal de Mme Isabelle GOBERT ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Aurore LE GAL, domiciliée avenue de la Charmille 18 bte 70 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Complexe Sportif Poseidon, en remplacement de Mme Isabelle GOBERT (MR+), membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 35 votes positifs.

Vzw Sportcomplex Poseidon - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Ontslag van mw. Isabelle GOBERT (MR+) - Vervanging - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

19.02.2024/A/0006 **Centre Les Pléiades - Chaudière - Remplacement (ID 3236) - Procédure d'urgence - Désignation du fournisseur : VENTAIR - Dépense : 24.000 EUR TVAC - Information et admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder, de toute urgence, au remplacement de la chaudière du centre Les Pléiades, celle-ci étant défectueuse et irréparable ;

Vu l'article 234 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/02/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder, de toute urgence, au remplacement de la chaudière du centre Les Pléiades, celle-ci étant défectueuse et irréparable ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que deux des trois opérateurs économiques consultés ont remis offre :

- VENTAIR, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles : 23.415,05 EUR TVAC,
- DS CHAUFFAGE, rue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette : 33.420,20 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les offres sont conformes et régulières ;

Considérant que l'offre de la firme VENTAIR est économiquement la pl

avantageuse ;

Considérant que le budget 2024 a été approuvé par le Conseil communal en séance le 22/01/2024 ;

Considérant que le budget 2024 est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle n'est pas encore exécutoire ;

Considérant que le crédit nécessaire à l'exécution de cette dépense n'est pas disponible

Considérant qu'il s'indique d'inscrire un montant de 24.000 EUR à la prochaine modification budgétaire, à l'article 76200/724-60 ;

Considérant que le Collège peut engager la procédure et pourvoir à cette dépense ;

Considérant qu'il s'indique d'en informer le Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 ;

DECIDE :

- d'approuver, en vertu de l'urgence, la passation d'un marché de faible montant avec la firme VENTAIR, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles, pour le remplacement de la chaudière du centre Les Pléiades, aux conditions de son offre du 29/01/2024, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 2 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver et de pourvoir à la dépense estimée à 23.415,05 EUR TVAC et d'engager un montant de 24.000 EUR, à inscrire à la prochaine modification budgétaire à l'article 76200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, sous réserve de l'approbation de la prochaine modification budgétaire par le Conseil communal et par l'autorité de tutelle.

La présente décision sera soumise, pour information et pour admission de la dépense, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE d'admettre la dépense.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

35 votants : 35 votes positifs.

**Centrum "Les Pléiades" - Verwarmingsketel - Vervanging (ID 3236) -
Noodprocedure - Aanduiding van de leverancier: VENTAIR - Uitgave: 24.000
EUR incl. btw - Informatie en instemming met de uitgave.**

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au désherbage sans biocides dans les voiries communales en 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au désherbage sans biocides dans les voiries communales en 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3233 relatif au marché « Désherbage sans biocides en 2024 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 169.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
- VAN WETTER, rue du Noyer 175 à 1000 Bruxelles,
- GARDENS LECHAT LOUIS, Zuerbergstraat 25 à 3080 Tervuren,
- BRANKAER, Joseph Kumpsstraat 43 A à 1560 Hoeilaart ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87500/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des crédits inscrits au budget de l'exercice 2024 par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3233 et le montant estimé de 169.000 EUR TVAC du marché « Désherbage sans biocides en 2024 ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
 - VAN WETTER, rue du Noyer 175 à 1000 Bruxelles,
 - GARDENS LECHAT LOUIS, Zuerbergstraat 25 à 3080 Tervuren,
 - BRANKAER, Joseph Kumpsstraat 43 A à 1560 Hoeilaart ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 87500/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Onkruidverdelging zonder biociden in 2024 (ID 3233) -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's 4 - Uitgave: 169.000 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de onkruidverdelging zonder biociden in de gemeentelijke wegen in 2024;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de onkruidverdelging zonder biociden in de gemeentelijke wegen in 2024;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2024-3233 betreffende de opdracht “Onkruidverdelging zonder biociden in 2024”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 169.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- KRINKELS nv, Auguste Reyerslaan 80 te 1030 Schaarbeek,
- VAN WETTER, Notelaarsstraat 175 te 1000 Brussel,
- GARDENS LECHAT LOUIS, Zuerbergstraat 25 te 3080 Tervuren;
- BRANKAER, Joseph Kumpsstraat 43 A te 1560 Hoeilaart;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 87500/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST, onder voorbehoud van goedkeuring van de ingeschreven kredieten in de begroting van het dienstjaar 2024 door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3233 en de raming van 169.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Onkruidverdelging zonder biociden in 2024”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - KRINKELS nv, Auguste Reyerslaan 80 te 1030 Schaarbeek,
 - VAN WETTER, Notelaarsstraat 175 te 1000 Brussel,
 - GARDENS LECHAT LOUIS, Zuerbergstraat 25 te 3080 Tervuren;
 - BRANKAER, Joseph Kumpsstraat 43 A te 1560 Hoeilaart;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 87500/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

GESTION ESPACE PUBLIC - BEHEER OPENBARE RUIMTE

Études Voirie et GIS - Studie Wegenis en GIS

19.02.2024/A/0008 **Parcelles avenue Chapelle-aux-Champs - Plan de mesurage - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que les parcelles cadastrées 1^{re} Division Section A, parcelles numéros 72e et 74t, appartenant au domaine privé de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, sont actuellement occupées par l'école Singelijn ;

Considérant que les parcelles précitées du domaine privé de la commune de Woluwe-Saint-Lambert sont destinées à la vente ;

Vu le plan de mesurage dressé par le bureau de géomètre Denis PIERLOT le 17/01/2024 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

DECIDE d'approver le plan de mesurage, dressé par le bureau de géomètre Denis PIERLOT le 17/01/2024, relatif aux parcelles sises avenue Chapelle-aux-Champs occupées par l'école Singelijn, en vue de leur mise en vente.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 35 votes positifs.

Percelen Veldkapellaan - Opmetingsplan - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de percelen gekadastreerd 1e afdeling Sectie A, perceelnummers 72e en 74t, behorende tot het privé domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, momenteel in gebruik zijn door de school "Singelijn";

Overwegende dat de voornoemde percelen in het privé domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe bestemd zijn voor verkoop;

Gelet op het opmetingsplan opgemaakt door het landmeterskantoor Denis PIERLOT op 17/01/2024;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2024;

BESLIST het opmetingsplan van de percelen gelegen in de Veldkapellaan die in gebruik zijn door de school "Singelijn", opgemaakt door het landmeterskantoor Denis PIERLOT op 17/01/2024, met het oog op verkoop, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en

omzendbrieven.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

19.02.2024/A/0009 **Avenue Chapelle-aux-Champs - Parcelles 1DIV A 74t et 72e - Cession du tréfonds - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est tréfondier des terrains cadastrés 1DIV A 74t et 72e ;

Vu l'acte du 15/12/1967 par lequel la commune a consenti à l'ASBL EDUCATION (actuellement dénommée Les Amis de Singelijn) un droit d'emphytéose portant entre autres sur ces parcelles ;

Vu l'acte du 09/02/1993 par lequel la commune et l'ASBL EDUCATION ont fait constater authentiquement trois avenants des 29/02/1968, 31/03/1969 et 18/05/1992, annulant la convention du 04/07/1967 actée le 15/12/1967 et prolongeant le droit d'emphytéose d'un nouveau terme de 35 années ;

Vu l'acte 02/10/2012 par lequel la commune a prolongé d'une durée de 10 ans le bail emphytéotique en faveur l'ASBL EDUCATION de telle sorte que celui-ci expirera le 05/07/2047 ;

Considérant la vétusté du bâti construit sur les terrains ;

Considérant que de lourds investissements seront nécessaires, étalés sur de nombreuses années ;

Considérant que le financement via le fonds de garantie des bâtiments scolaires nécessite que le demandeur dispose d'un droit réel qui doit excéder d'au moins 10 ans la durée du prêt ;

Considérant que cette situation imposant une prolongation récurrente du droit d'emphytéose n'est souhaitable pour aucune des deux parties et particulièrement pour l'école qui reste tributaire de l'accord du tréfondier pour les prolongations sollicitées ;

Vu le rapport d'estimation du complexe immobilier (terrain et immeubles cadastrés 1DIV A 74t et 72e) établi par M. Denis PIERLOT le 24/06/2022 et fixant la valeur de celui-ci à 3.700.000 EUR ;

Considérant qu'il convient de déduire de ce montant la valeur du droit d'emphytéose résiduel estimée à 1.742.835,53 EUR, valeur confirmée par décision du Collège du 23/11/2023 ;

Vu l'utilité publique de l'acte visé ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

DECIDE d'approver le projet d'acte de cession du tréfonds des parcelles cadastrées 1DIV A 74t et 72e, sises avenue Chapelle-aux-Champs, tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

35 votants : 35 votes positifs.

Velkapellaan - Percelen 1DIV A 74t en 72e - Overdracht van de grond - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van de kadastrale percelen 1DIV A 74t en 72e;

Gelet op de akte van 15/12/1967 waarbij de gemeente onder andere aan de vzw EDUCATION (nu "Les Amis de Singelijn") een erfpachtakte heeft toegekend op deze percelen;

Gelet op de akte van 09/02/1993 waarbij de gemeente en de vzw EDUCATION drie aanhangsels van 29/02/1968, 31/03/1969 en 18/05/1992 authentiek lieten vaststellen, waarbij de overeenkomst van 04/07/1967 vastgelegd op 15/12/1967 werd opgezegd en het erfpachtrecht werd verlengd met een nieuwe termijn van 35 jaar;

Gelet op de akte van 02/10/2012 waarbij de gemeente de erfpacht ten gunste van de vzw EDUCATION heeft verlengd voor een periode van 10 jaar, zodat deze op 05/07/2047 afloopt;

Gelet op de vervallen staat van de gebouwen op het terrein;

Overwegende dat er gedurende vele jaren zware investeringen nodig zullen zijn;

Overwegende dat de financiering via het garantiefonds voor schoolgebouwen vereist dat de aanvrager een zakelijk recht heeft dat de looptijd van de lening met ten minste 10 jaar moet overschrijden;

Overwegende dat deze situatie, waarbij de erfpacht telkens opnieuw moet worden verlengd, voor geen van beide partijen wenselijk is en met name niet voor de school, die voor de gevraagde verlengingen afhankelijk blijft van de instemming van de grondeigenaar;

Gelet op het door dhr. Denis PIERLOT op 24/06/2022 opgestelde schattingverslag van het vastgoedcomplex (terreinen en gebouwen kadastraal bekend 1DIV A 74t en 72e) en de vaststelling van de waarde ervan op 3.700.000 EUR;

Overwegende dat van dit bedrag de waarde van het residuele recht van erfpacht moet worden afgetrokken geschat op 1.742.835,53 EUR, een waarde bevestigd bij besluit van het College op 23/11/2023;.

Gelet op het openbaar nut van de bedoelde akte;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2024;

BESLIST de bijgevoegde ontwerpakte voor de overdracht van de grond van de

kadastrale percelen 1DIV A 74t en 72e, gelegen aan de Velkapellaan, goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Cultes - Erediensten

19.02.2024/A/0010 **Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » - Compte 2022 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de l'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la Région bruxelloise ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté ministériel du 27/07/2023 approuvant le compte 2021 moyennant modification, le reliquat du compte 2021 inscrit en rubrique 19 des recettes extraordinaires devrait être de 17.966,15 EUR ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'inscrire ce résultat sous la rubrique R19 - boni du compte de l'exercice précédent ;

Considérant que le total général des recettes est de 205.959,67 EUR et le total général des dépenses est de 188.765,59 EUR ;

Considérant que ce compte modifié 2022 est clôturé en boni de 17.194,08 EUR ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le compte modifié de l'exercice 2022 de l'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » qui est clôturé comme suit, sans intervention communale :

Recettes	Dépenses	Excédent
205.959,67 EUR	188.765,59 EUR	17.194,08 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 35 votes positifs.

Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity" - Rekening 2022 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2022 van de Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity" die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekken op het grondgebied van het Brussels Gewest;

Overwegende dat, overeenkomstig het ministerieel besluit van 27/07/2023 houdende goedkeuring van de rekening 2021 met wijzigingen, het overschot van 2021, geboekt onder rubriek 19 van de buitengewone ontvangsten, zou moeten komen op 17.966,15 EUR;

Overwegende dat dit resultaat derhalve moet worden opgenomen onder rubriek R19 - batig saldo van de rekening over het jaar;

Overwegende dat het algemeen totaal van ontvangsten 205.959,67 EUR bedraagt en het algemeen totaal van uitgaven 188.765,59 EUR bedraagt;

Overwegende dat de gewijzigde rekening 2022 afgesloten werd met een batig saldo van 17.194,08 EUR;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2024;

BESLIST een gunstig advies te geven over de gewijzigde rekening van het dienstjaar 2022 van de Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity", die als volgt werd afgesloten, zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

Ontvangsten	Uitgaven	Batig saldo
205.959,67 EUR	188.765,59 EUR	17.194,08 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en

omzendbrieven.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

19.02.2024/A/0011 **Etablissement de culte catholique Saint-Henri - Compte 2022 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de l'établissement de culte catholique Saint-Henri qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Considérant que le total général des recettes est de 1.892.445,95 EUR et le total général des dépenses est de 1.871.811,39 EUR ;

Considérant que le compte 2022 se clôture avec un boni de 20.634,56 EUR ;

Considérant que le recours en annulation portant sur la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale concernant « établissements de culte - ordonnance du 10 décembre 2021 - concernant la finalisation et le financement des dossiers d'investissements en cours et nouveaux » est pendant devant le Conseil d'Etat ;

Considérant que le recours en annulation portant sur l'approbation du budget pour l'exercice 2023 de l'établissement de culte catholique Saint-Henri à Woluwe-Saint-Lambert est pendant devant le Conseil d'Etat ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

DECIDE de prendre acte du compte de l'exercice 2022 de l'établissement de culte catholique Saint-Henri sous réserve de tous droits de la commune et sans que la commune ne reconnaîsse quelque obligation à l'égard de l'établissement de culte catholique Saint-Henri.

Le compte de l'exercice 2022 se clôture comme suit :

Recettes	Dépenses	Excédant
1.892.445,95 EUR	1.871.811,39 EUR	20.634,56 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 35 votes positifs.

Katholieke eredienstinstelling Sint-Hendrik - Rekening 2022 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2022 van de katholieke eredienstinstelling Sint-Hendrik die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekkt op het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek;

Overwegende dat het algemeen totaal van ontvangsten 1.892.445,95 EUR bedraagt en het algemeen totaal van uitgaven 1.871.811,39 EUR bedraagt;

Overwegende dat de rekening 2022 afgesloten werd met een batig saldo van 20.634,56 EUR;

Overwegende dat het beroep tot nietigverklaring met betrekking tot de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende "eredienstinstellingen - ordonnantie van 10 december 2021 - betreffende de afhandeling en de financiering van lopende en nieuwe investeringsdossiers" hangende is bij de Raad van State;

Overwegende dat het beroep tot nietigverklaring met betrekking tot de goedkeuring van de begroting voor het dienstjaar 2023 van de katholieke eredienstinstelling Sint-Hendrik te Sint-Lambrechts-Woluwe hangende is bij de Raad van State;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2024;

BESUIT kennis te nemen van de rekening van het dienstjaar 2022 van de katholieke eredienstinstelling Sint-Hendrik onder voorbehoud van alle rechten van de gemeente en zonder dat de gemeente enige verplichting tegenover de katholieke eredienstinstelling Sint-Hendrik erkent.

De rekening van het dienstjaar 2022 wordt als volgt afgesloten:

Ontvangsten	Uitgaven	Batig saldo
1.892.445,95 EUR	1.871.811,39 EUR	20.634,56 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en

omzendbrieven.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

19.02.2024/A/0012 **CPAS - Budget 2024 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le budget pour l'exercice 2024 de l'Administration Centrale du CPAS de Woluwe-Saint-Lambert, arrêté par le Conseil de l'Action sociale le 06/02/2024 ;

Considérant que ce budget est présenté en équilibre global à 62.172.154,31 EUR, tous services confondus ;

Considérant que, le 09/01/2024, le comité de concertation commune-CPAS a fixé la dotation communale 2024 à 18.367.557,15 EUR ;

Considérant que cette dotation est prévue aux articles 0020/48500-01, 0020/48600-01 et 0020/48600-02 des recettes d'exploitation du budget du CPAS ;

Vu l'article 255, 16° de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/02/2024 ;

DECIDE d'approuver le budget de l'Administration Centrale du CPAS de Woluwe-Saint-Lambert pour l'exercice 2024, qui s'établit comme suit :

Budget d'exploitation :	58.537.185,03 EUR en recettes
	56.786.924,31 EUR en dépenses

Budget d'investissements :	3.634.969,28 EUR en recettes
	5.385.230,00 EUR en dépenses

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 30 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Elsa Boonen.

OCMW - Begroting 2024 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare

centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 van het Centraal Bestuur van het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe, vastgesteld door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 06/02/2024;

Overwegende dat deze begroting in globaal evenwicht wordt voorgesteld op 62.172.154,31 EUR al de diensten samen;

Overwegende dat op 09/01/2024 het overlegcomité gemeente-OCMW de gemeentelijke dotatie 2024 vastlegde op 18.367.557,15 EUR;

Overwegende dat deze tegemoetkoming voorzien is onder artikelen 0020/48500-01, 0020/48600-01 en 0020/48600-02 van de exploitatieontvangsten van de begroting van het OCMW;

Gelet op artikel 255, 16° van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/02/2024;

BESLIST de begroting van het Centraal Bestuur van het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe voor het dienstjaar 2024 goed te keuren, die als volgt sluit:

Exploitatiebegroting:	58.537.185,03 EUR in ontvangst 56.786.924,31 EUR in uitgaven
-----------------------	---

Investeringsbegroting:	3.634.969,28 EUR in ontvangst 5.385.230,00 EUR in uitgaven
------------------------	---

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 30 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Elsa Boonen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

19.02.2024/A/0013 Justification d'abstention sur le point intitulé « CPAS - Budget 2024 - Approbation ».

Tout d'abord, merci pour les documents très bien présentés et plus complets que les années précédentes. Nous voudrions tout de même signaler que le rapport est encore pauvre en statistiques. Nous aimerais connaître par exemple le nombre de réfugiés ukrainiens aidés par le CPAS en 2023, pour voir ce que cela représente au niveau du nombre de bénéficiaires.

Ce budget est bien sûr en équilibre. La dotation communale s'élève cette année à 17.772.878 EUR, c'est-à-dire à un million de plus que l'an dernier.

Nous avons relevé dans la note de politique générale une série de points positifs :

- Le service d'insertion professionnelle a réussi à placer environ 150 personnes suivies par le CPAS sur le marché du travail en 2023 (augmentation de 20 %). Pourvu que cela continue ainsi en 2024 !
- Le lancement du système Housing First, en partenariat avec l'Habitation Moderne, les associations Infirmiers de Rue et SMES (Santé Mentale et Exclusion Sociale) : 2 logements seront mis à disposition de personnes sans-abri.
- L'aide sociale pour davantage d'étudiants précarisés
- L'investissement dans les projets pour les personnes âgées : Centre de court séjour Lise Thiry, accueil de jour à la Colline, Centre d'hébergement pour personnes handicapées mentales vieillissantes (CHPhA) qui devrait accueillir 20 personnes en 2026
- L'aide pour pallier l'augmentation de la fracture numérique
- Le guichet social semble bien fonctionner. En plus des aides proposées, il octroie des tickets permettant aux bénéficiaires du CPAS d'avoir accès gratuitement à des activités culturelles. Nous pensons toutefois qu'il serait utile d'engager un 2^e conseiller énergie et de prévoir une évaluation chiffrée chaque année. (Nombre de personnes aidées dans tel ou tel domaine)

Voici nos autres remarques :

- Le grand « turnover » des travailleurs sociaux nous inquiète.
Le métier d'assistant.e social.e est plus difficile dans les conditions actuelles, mais il est essentiel et devrait vraiment être revalorisé dans nos sociétés. Il est fort dommage que nos travailleurs sociaux soient moins bien payés en Région bruxelloise que dans les deux autres régions du pays.
Comment mieux motiver les AS malgré tout ? Avez-vous envisagé des formations du type de celles proposées par l'Ecole de Transformation Sociale ? Il s'agit d'un dispositif de formation participatif et partagé, créé en 2019 par différentes associations (le Forum bruxellois contre les inégalités sociales, Bruxelles Laïque...) qui est reconnu et soutenu par la Commission communautaire française.
Le travail s'articule autour de thèmes comme le logement, la précarité alimentaire, la fracture numérique...
Heureusement que vous engagez 5 AS supplémentaires.
Mais l'équipe sera-t-elle au complet alors ? Quel est le cadre que vous souhaitez atteindre ?
Avez-vous prévu des moments d'échange pour veiller au bien-être des travailleurs sociaux, pour leur permettre de parler des difficultés rencontrées et dégager des pistes de solutions ?
- Nous déplorons la fermeture de l'Initiative Locale d'Accueil (ILA) de Woluwe-Saint-Lambert dès le 1^{er} avril de cette année. Il s'agit d'un partenariat entre le CPAS et Fedasil pour accueillir temporairement des demandeurs et demandeuses d'asile. Au vu de l'actualité, il est clair que la « crise de l'accueil » est loin d'être terminée en Europe. L'Etat belge et Fedasil ont déjà été condamnés à plusieurs reprises pour leur gestion de cette crise. Il n'y a pas assez de places dans les centres Fedasil. De nombreux réfugiés doivent dormir à la rue s'ils ne sont pas hébergés par des citoyens ou des collectifs de citoyens. Bien sûr, on souhaite que le gouvernement fédéral prenne ses responsabilités. Mais en attendant, chaque commune pourrait assumer sa part, notamment grâce

aux Initiatives Locales d'Accueil. Suite à une interpellation citoyenne montrant le nombre d'habitant.e.s de Woluwe-Saint-Lambert engagés dans cette problématique, notre commune s'est déclarée « commune hospitalière » en 2018. Par ailleurs, le CPAS reçoit un subside mensuel du Fédéral qui couvre une bonne partie des frais (environ 33.300 EUR par mois) pour le fonctionnement de l'ILA. Il s'agit de 6 appartements de 5 à 6 personnes, loués à l'Habitation Moderne et qui, paraît-il, devraient être complètement rénovés. En commission, Madame Henry a expliqué que Fedasil avait changé les règles et y envoyait à présent des personnes ayant obtenu le statut de réfugiés qui ne restaient plus que pour une période de deux mois, renouvelable maximum une fois. Et que de ce fait, la gestion de l'accueil de ces personnes était plus difficile pour les travailleurs sociaux. Si on fait le calcul, cela signifie que cette ILA peut accueillir au moins une centaine de personnes par an. Jusqu'il y a peu, notre commune a largement assumé sa part dans l'accueil des réfugiés et ce serait vraiment dommage de renoncer à ce partenariat qui permet d'apporter une aide temporaire à des personnes exilées et en détresse.

Pourquoi la commune ou l'Habitation Moderne ne pourrait-elle mettre à disposition d'autres logements vides pour l'ILA ?

Pour nous, en tant que commune hospitalière, Woluwe-Saint-Lambert devrait maintenir une ILA sur son territoire !

- Nous trouvons dommage de ne pas budgétiser une extension de la carte médicale pour tous les bénéficiaires du revenu d'intégration (RI) ou de l'équivalent au RI (ERI). Les décisions doivent être prises au cas par cas alors que l'on sait bien que les personnes précarisées ont d'office des difficultés pour payer les frais médicaux. Et c'est pourtant une priorité de pouvoir bien se soigner. Le coût du contrôle peut nuire à l'efficacité. On pourrait faire de même avec l'aide à l'insertion pour contribuer aux frais scolaires des enfants.
- Les aides énergie accordées par le CPAS sont trop peu utilisées. Vous pourriez mieux informer les habitant.e.s de ces aides. Comme vous le soulignez très bien dans la note de politique générale, le CPAS accueille un nouveau public depuis quelque temps (des indépendants qui ne s'en sortent pas, des pensionnés qui disposent d'une pension insuffisante pour vivre...) et ces personnes ne savent pas forcément à quelles aides elles ont droit.
- Enfin, à la page 44 de la note de politique générale, on peut lire que « L'activité au profit des habitants de la commune du service d'aide à domicile reste très élevée (plus de 38.000 heures prestées) et contribue grandement au maintien à domicile. »

Et quelques pages plus loin, on découvre que ce même service d'aide à domicile (aides familiales et ménagères) fait actuellement l'objet de négociations en vue de son transfert vers une autre structure. Cela nous semble assez paradoxal et regrettable.

En conclusion :

Nous savons que la confection du budget du CPAS est un exercice délicat et sensible. Nous savons aussi que la commune fait des efforts pour démocratiser l'accueil et l'accompagnement des personnes les plus vulnérables.

Pour les écologistes, une commune comme Woluwe-Saint-Lambert, prospère, riche culturellement aussi, ancrée dans des valeurs de démocratie et de respect se doit de rester à la pointe en termes de lutte contre la pauvreté et d'établir un cahier des charges ambitieux.

Nous avons notre part à prendre et nous sommes persuadés qu'il existe un espace pour renforcer les solidarités. Nous pouvons faire plus et nous vous proposons à

l'avenir de poursuivre plus intensément encore les efforts initiés.

Ce débat est essentiel pour nous et vous trouverez toujours dans notre groupe des personnes prêtes à travailler à plus de cohésion et de valorisation de tous les citoyens, quelle que soit leur origine culturelle et sociale. Nous souhaitons aussi que la question de l'environnement, de la durabilité et de l'accès à l'écologie soit profitable à celles et ceux qui en souffrent le plus, en termes de santé, d'alimentation, de mobilité.

Le budget qui nous est présenté apporte un lot de mesures, pour la plupart très positives, mais ne nous garantit pas que nous mettons tout en œuvre pour une commune telle que nous la voulons, une commune qui lutte réellement contre les inégalités.

Nous aimerais encore plus de transparence et pour cela nous appelons la majorité à établir des statistiques claires qui permettent de mieux comprendre les enjeux en termes de précarité à Woluwe-Saint-Lambert et ce qui est mis en œuvre pour y remédier.

Notre commune doit rester la plus accueillante possible et continuer à établir des relais avec un monde associatif et citoyen fort, comme les habitants le démontrent depuis des années. A ce sujet, nous soulignons qu'un trajet commun est possible avec les acteurs de la majorité qui soutiennent ces initiatives : c'est une des forces de notre commune. Par exemple sur la question des réfugiés ukrainiens, voire sur les nouvelles arrivées de réfugiés palestiniens, nous aimerais mieux cerner les statistiques. Cela permettrait de valoriser l'action citoyenne.

Autre point d'attention extrêmement important : nous sommes inquiets de la santé des ressources humaines du CPAS. Très inquiets, même. Sans pointer qui que ce soit, il nous semble essentiel qu'un travail de fond soit réalisé au sein du CPAS pour plus de durabilité dans le chef des travailleurs comme des usagers. Nous voulons un CPAS où l'action se passe dans les meilleures conditions possibles, dans un climat bienveillant. Mais nous ne doutons pas que vous prenez les choses en main pour redresser la barre à ce niveau-là.

Nous approuvons donc les grandes lignes de ce budget et les projets mis en avant, mais nous avons quelques réserves et inquiétudes. C'est pourquoi, certains membres de notre groupe se sont abstenus au moment du vote.

Au nom du groupe Ecolo,
Ingrid Goossens et Elsa Boonen

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs

19.02.2024/A/0014 **Ecole communale fondamentale subventionnée « Princes Paola » - Nouveau règlement scolaire - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Gesubsidieerde gemeentelijke basisschool “Prinses Paola” - Nieuw schoolreglement - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen, zowel buitengewoon als gewoon onderwijs, een schoolreglement moet opstellen dat de betrekking tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Overwegende dat het schoolreglement voor het basisonderwijs volgende minimumbepalingen moet bevatten: het orde- en tuchtreglement; de procedure volgens dewelke getuigschriften basisonderwijs worden toegekend en de procedure volgens dewelke een beroep kan worden ingediend; bepalingen in verband met onderwijs aan huis; richtlijnen in verband met afwezigheden en te laat komen; afspraken in verband met huiswerk, agenda's en rapporten; de bijdrageregeling bedoeld in artikel 27 § 3 van het decreet basisonderwijs van 25/02/1997...;

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21/12/1998, zoals gewijzigd, betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 08/02/2002, zoals gewijzigd, betreffende informatie bij inschrijving en schoolreglement;

Gelet op de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22/06/2007, zoals gewijzigd, betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 05/05/2023, zoals gewijzigd, betreffende de leersteun in het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het decreet van 27/04/2018, zoals gewijzigd, betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet an 02/04/2004, zoals gewijzigd, betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Overwegende dat het huidige schoolreglement van de Prinses Paolaschool, goedgekeurd in vergadering van 18/10/2021, bepalingen bevat die niet meer stroken met de nieuwe regelgeving waardoor het dus niet langer voldoet en dus aan actualisatie toe is;

Overwegende dat meer specifieke afspraken door het College van burgemeester en schepenen, na overleg in de schoolraad, worden opgenomen in de infobrochure;

Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op de besprekingen in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Gelet op het overleg in de schoolraad;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 01/02/2024;

BESLIST:

- het bestaande schoolreglement van de Prinses Paolaschool van 18/10/2021 op te heffen;
- het schoolreglement van de Prinses Paolaschool, zoals in bijlage opgenomen, goed te keuren;
- het College van burgemeester en schepenen te mandateren om de infobrochure van de Prinses Paolaschool die samen met het pedagogisch project integraal deel uitmaakt van het schoolreglement goed te keuren na overleg in de schoolraad;
- het schoolreglement bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging ter beschikking te stellen (op papier of via elektronische drager) aan de ouders en hen laten ondertekenen voor akkoord.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Fabienne Henry quitte la séance / verlaat de zitting.

GESTION ESPACE PUBLIC - BEHEER OPENBARE RUIMTE

Études Voirie et GIS - Studie Wegenis en GIS

19.02.2024/A/0015 **Cession au domaine public du clos Foliant et d'une portion de l'avenue du Gobelet d'Or - Plan de cession et d'alignement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'assiette de voirie du clos Foliant et d'une portion de l'avenue du Gobelet d'Or est en domaine privé mais à caractère public ;

Considérant qu'il s'indique de céder les parcelles précitées au domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Vu le plan de cession dressé par l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert le 09/01/2024 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/02/2024 ;

DECIDE d'approuver le plan de cession et d'alignement, dressé par l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert le 09/01/2024, relatif à la cession au domaine public de l'assiette de voirie du clos Foliant et d'une portion de l'avenue du Gobelet d'Or ainsi que d'une petite partie de la parcelle privée du numéro 26 de la rue Klakkedelle.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que

ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 35 votes positifs.

Overdracht naar het openbaar domein van de Foliantgaarde en een deel van de Gouden Bekerlaan - Plan van inname en rooilijn - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de grond van de Foliantgaarde en een deel van de Gouden Bekerlaan tot het privé domein behoort maar een openbaar karakter heeft;

Overwegende dat het nodig is de voormalde percelen naar het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe over te dragen;

Gelet op het plan van inname opgemaakt door het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe op 09/01/2024;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 01/02/2024;

BESLIST het plan van inname en rooilijn, opgemaakt door het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe op 09/01/2024, met betrekking tot de overdracht naar het openbaar domein van de grond van de Foliantgaarde en een deel van de Gouden Bekerlaan alsmede een klein deel van het privé perceel op nummer 26 van de Klakkedellestraat goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Propreté et charroi - Reinheid en wagenpark

19.02.2024/A/0016 **Placement de caméras de surveillance fixes temporaires dans le cadre de la vidéosurveillance des incivilités en matière de propreté dans l'espace public - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée, et plus particulièrement son article 5 § 2 qui prévoit que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance fixes temporaires dans un lieu ouvert ne peut être prise qu'après avis positif du Conseil communal de la commune où se situe le lieu ;

Considérant que le Conseil communal rend son avis après avoir consulté préalablement le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu ;

Vu l'avis positif du chef de corps de la zone de police, sollicité le 11/12/2023,

conformément à l'article 5 § 2 de la loi du 21/03/2007 telle que modifiée ;

Considérant que la demande porte sur la location et le placement de caméras de vidéosurveillance et de leurres similaires à ce dispositif dans le cadre de la lutte contre les incivilités en matière de propriété publique, qui seront déplacées ;

Considérant que les caméras et leurres seront déplacés en moyenne 2 fois par mois dans les lieux ouverts concernés repris dans la liste ci-dessous (liste non exhaustive et non limitative) :

- à l'angle de l'avenue Heydenberg et de la chaussée de Roodebeek (armoire à vêtements) ;
- terre-plein square Levie, au croisement de l'avenue des Cerisiers et de la rue Georges Rency (bulles à verre) ;
- au niveau de la métairie van Meyel, à côté du n° 253 avenue Georges Henri (bulles à verre et armoire à vêtements) ;
- place de la Sainte-Famille n° 7, derrière l'église (bulles à verre) ;
- à l'angle de la rue de la Station de Woluwe et de l'avenue des Déportés (bulles à verre) ;
- avenue des Vaillants, entre le parking et le n° 36 (bulles à verre et armoire à vêtements) ;
- square Joséphine-Charlotte, en face du n° 1 (bulles à verre et armoire à vêtements) ;
- à l'angle de l'avenue Marcel Thiry et de la rue Théodore De Cuyper (bulles à verre et armoire à vêtements) ;
- avenue Oscar Jespers, à côté du n° 4 (bulles à verre) ;
- à l'angle de la rue Vandenhoven et de la drève Grange aux Dîmes (bulles à verre) ;
- place Verheylewegen, en face du n° 20 (bulles à verre) ;
- chemin du Struykbeken, sur le parking (bulles à verre) ;
- à l'angle de l'avenue Albert Dumont et de l'avenue Marcel Devienne (bulles à verre) ;
- clos des Peupliers, en face du n° 1 (bulles à verre) ;
- avenue de la Charmille, en face des n°^{os} 12-14 (armoire à vêtements) ;
- venelle de la Spirale (dépôts clandestins) ;
- avenue du Péage (dépôts clandestins) ;
- rue de la Station de Woluwe, en face du n° 143, entrée du parc des Sources ;
- chemin reliant la rue Dries au boulevard de la Woluwe (entre les n°^{os} 87-97 rue Dries) ;
- rue de l'Athénée Royal, à hauteur de l'entrée de l'Athénée et de l'avenue de l'Aquilon ;
- avenue de l'Idéal, entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de l'Assomption (dépôts clandestins) ;
- chaussée de Roodebeek 322A / rue de la Charrette (dépôts clandestins au niveau des conteneurs de la crèche) ;
- avenue Prekelinden n°^s 76-78 (dépôts clandestins au niveau du kot des balayeurs) ;
- à l'angle du clos Montagne des Lapins, de la rue André Crabbe et de la rue Louis Jasmin ;
- clos de la Balance ;
- avenue Georges Henri 446 ;
- avenue Georges Henri / rue de Linthout (au niveau de la poubelle publique) ;
- angle boulevard Brand Whitlock / rue du Duc ;
- angle boulevard Brand Whitlock / rue de la Duchesse ;

- angle boulevard Brand Whitlock / avenue de Woluwe-Saint-Lambert ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Henri Dietrich ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Albert-Elisabeth ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Georges Henri ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue des Rogations ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Albert Jonnart ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Albertyn ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Marie-José ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Lambeau ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Général Lartigue ;
- angle boulevard Brand Whitlock / avenue Herbert Hoover ;
- angle boulevard Brand Whitlock / rue Vergote ;
- carrefour Tomberg / avenue de Broqueville ;
- carrefour rue du Menuisier / rue Montagne des Cerisiers ;

Considérant le nombre important de dépôts clandestins rencontrés sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la difficulté d'identifier leurs auteurs ;

Considérant qu'un système de caméras de vidéosurveillance permet d'enregistrer des infractions au règlement général de police en matière de propriété publique et pourrait permettre d'identifier les auteurs de ces incivilités ;

Considérant qu'il est proposé d'effectuer le visionnage et le traitement des images en temps non réel par des gardiens de la paix-constatateurs qui dresseront des constats SAC sur cette base ;

Considérant que, moyennant l'obtention de cet avis, le Collège pourra procéder à l'attribution d'un marché public de service pour la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images dans le cadre de la vidéosurveillance des incivilités en matière de propriété dans l'espace public ;

Considérant que la demande d'avis porte sur l'année 2024 ;

Considérant que, conformément à l'article 35.3 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27/04/2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractères personnel et à la libre circulation de ces données et sur avis de l'Autorité de la protection des données, une Analyse d'Impact Vie Privée sera réalisée par l'administration communale avant l'exécution du traitement ;

Considérant qu'une signalétique obligatoire sera placée sur chacun des sites concernés, répondant aux conditions mentionnées dans l'arrêté royal du 28/05/2018 portant modification de l'arrêté royal du 10/02/2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/01/2024 ;

DECIDE :

1. de donner un accord sur le placement de caméras de surveillance pour lutter contre les incivilités en matière de propriété dans l'espace public ;
2. de donner un avis positif sur les lieux repris ci-dessus où seront placés les caméras et leurres.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le

Ministre-Président de la Région bruxelloise en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

35 votants : 29 votes positifs, 6 votes négatifs.

Non : Nuria Bordes Castells, Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Plaatsing van tijdelijke vaste bewakingscamera's in het kader van de strijd tegen overlast op het vlak van netheid in de openbare ruimte - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd, inzonderheid artikel 5 § 2 dat bepaalt dat de beslissing om één of meerdere tijdelijke vaste bewakingscamera's te plaatsen in een niet-besloten plaats, enkel mag genomen worden na positief advies van de Gemeenteraad van de gemeente waar de plaats zich bevindt;

Overwegende dat de Gemeenteraad zijn advies verstrekkt na voorafgaandelijk de korpschef van de politiezone waar de plaats zich bevindt, te hebben geraadpleegd;

Gelet op het positief advies van de korpschef van de politiezone, gevraagd op 11/12/2023, in overeenstemming met artikel 5 § 2 van de wet van 21/03/2007, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het verzoek de locatie en plaatsing betreft van videobewakingscamera's en valse camera's die lijken op dit apparaat in het kader van de strijd tegen overlast op het vlak van openbare netheid, die zullen worden verplaatst;

Overwegende dat de camera's en valse camera's gemiddeld tweemaal per maand zullen worden verplaatst op de in de onderstaande lijst opgenomen open plaatsen (niet-limitatieve en niet-beperkende lijst):

- op de hoek van de Heydenberglaan en de Roodebeeksteenweg (container voor kledij);
- berm Levieplein, kruising met de Kerselarenlaan en de Georges Rencystraat (glasbollen);
- ter hoogte van de meierij Van Meyel, naast nr. 253 Georges Henrilaan (glasbollen en container voor kledij);
- Heilige-Familieplein nr. 7, achter de kerk (glasbollen);
- op de hoek van de Stationsstraat van Woluwe en de Weggevoerdenstraat (glasbollen);
- Dapperenlaan, tussen de parking en nr. 36 (glasbollen en container voor kledij);
- Josephine-Charlottesquare, tegenover nr. 1 (glasbollen en container voor kledij);
- op de hoek van de Marcel Thirylaan en de Théodore De Cuypersstraat (glasbollen en container voor kledij);
- Oscar Jesperslaan, naast nr. 4 (glasbollen);
- op de hoek van de Vandenhovenstraat en de Tiendenschuurdreef (glasbollen);
- Verheyleweghenplein, tegenover nr. 20 (glasbollen);
- Struykbekenweg, op de parking (glasbollen);
- op de hoek van de Albert Dumontlaan en de Marcel Deviennelaan (glasbollen);
- Populierenhof, tegenover nr. 1 (glasbollen);

- Haagbeukenlaan, tegenover nrs. 12-14 (container voor kledij);
- Spiraalsteeg (sluikstorten);
- Tollaan (sluikstorten);
- Stationsstraat van Woluwe, tegenover nr. 143, ingang Bronnenpark;
- weg die de Driesstraat verbindt met de Paul Hymanslaan (tussen nrs. 87-97 Driesstraat);
- Koninklijk Atheneumstraat, ter hoogte van de ingang van het Atheneum en de Aquilonlaan;
- Ideaallaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Maria-Hemelvaartlaan (sluikstorten);
- Roodebeeksteenweg 322A / Karrestraat (sluikstorten ter hoogte van de containers van het kinderdagverblijf);
- Prekelindenlaan nrs. 76-78 (sluikstorten ter hoogte van het huisje van de straatvegers);
- op de hoek van de Konijnenberggaardde, de André Crabbestraat en de Louis Jasminstraat;
- Weegschaalbinnenhof;
- Georges Henrilaan 446;
- Georges Henrilaan / Linthoutstraat (ter hoogte van de openbare vuilnisbak);
- hoek Brand Whitlocklaan / Hertogstraat;
- hoek Brand Whitlocklaan / Hertoginnestraat;
- hoek Brand Whitlocklaan / Sint-Lambrechts-Woluwelaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Henri Dietrichlaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Albert-Elisabethlaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Georges Henrilaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Kruisdagenlaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Albert Jonnartlaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Albertynlaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Marie-Josélaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Lambeaulaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Generaal Lartiguelaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Herbert Hooverlaan;
- hoek Brand Whitlocklaan / Vergotestraat;
- kruispunt Tomberg / de Broquevillelaan;
- kruispunt Schrijnwerkerstraat / Kerslarenbergstraat;

Gezien het grote aantal gevallen van sluikstorten op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de moeilijkheid om de daders te identificeren;

Overwegende dat een systeem van videobewakingscamera's het mogelijk maakt overtredingen op het algemeen politiereglement op het gebied van de openbare netheid te registreren en het mogelijk zou kunnen maken de daders van deze overtredingen te identificeren;

Overwegende dat het voorgesteld wordt om de beelden in niet-reële tijd te laten bekijken en verwerken door gemeenschapswachten-vaststellers die op deze basis GAS-vaststellingen zullen opstellen;

Overwegende dat het College, onder voorbehoud van dit advies, kan overgaan tot de gunning van een overheidsopdracht voor diensten voor de vastlegging, opname en beveiligde overdracht van beelden in het kader van de videobewaking van overlast op het vlak van netheid in de openbare ruimte;

Overwegende dat de adviesaanvraag betrekking heeft op het jaar 2024;

Overwegende dat, in overeenstemming met artikel 35.3 van de verordening (EU)

2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27/04/2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en op advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, een Gegevensbeschermingseffectbeoordeling uitgevoerd zal worden door het gemeentebestuur voordat de verwerking wordt uitgevoerd;

Overwegende dat een verplichte signalisatie zal worden geplaatst op elk van de betrokken locaties, die voldoet aan de voorwaarden vermeld in het koninklijk besluit van 28/05/2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10/02/2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/01/2024;

BESLIST:

1. een akkoord te geven over de plaatsing van bewakingscamera's voor de strijd tegen overlast op het vlak van netheid in de openbare ruimte;
2. een positief advies te geven over bovenvermelde locaties waar de camera's en valse camera's zullen geplaatst worden.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

35 stemmers : 29 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen.

Nee : Nuria Bordes Castells, Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Fabienne Henry entre en séance / treedt in zitting.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

19.02.2024/A/0017 **Menace d'expulsion d'un groupe de femmes avec enfants dans notre commune.
(Mme BORDES)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant la menace d'expulsion d'un groupe de femmes avec enfants dans la commune :

« Les menaces d'expulsion du groupe de femmes qui occupent actuellement l'hôtel Monty sont, pour beaucoup d'entre nous, inacceptables. Vous vous êtes exprimé de la sorte devant nous, monsieur le bourgmestre, et j'ai l'espoir que vous partagez toujours ce sentiment. En plein hiver, on ne peut pas déloger des personnes et les jeter à la rue, sachant, de plus, les risques supplémentaires auxquels sont exposés les femmes et leurs enfants. A l'heure où j'écris ces lignes, je vous suis reconnaissante du report de cette expulsion et nous sommes nombreux à penser cela. Pourquoi est-ce inacceptable ? Ces personnes ont fui leur pays parce qu'elles y étaient en danger du

fait de situations de guerre ou d'insécurité chronique. Dans leur situation, elles n'ont pas choisi et l'absence de papiers et de droits auxquels prétendre n'était pas leur préoccupation. Ces femmes ont subi des violences dans leur pays d'origine et durant tout le périple qui les a conduites chez nous. Nous ne pouvons pas détourner le regard, elles sont arrivées ici, il faut les accueillir d'une manière la plus digne possible ! Le mois dernier, vous nous avez parlé d'une convention qui était en cours de négociation entre les associations et le propriétaire de l'hôtel mais de ce que j'ai pu en apprendre, cela n'a pas abouti. Les associations essayaient de trouver une solution via une convention, tandis que de son côté, il semble que le propriétaire n'a pas estimé pouvoir leur faire confiance ou que ses conditions étaient impossibles à satisfaire. Pratiquement, nous savons que Fedasil ne prend pas ses responsabilités, ce n'est pas neuf et dans une situation d'urgence, les pouvoirs locaux doivent agir. Nous savons que vous avez demandé de l'aide à la Région mais la réponse tarde. Pourtant, cet hôtel a déjà hébergé des réfugiés. Ne pourriez-vous pas vous-même assurer une mission de facilitation sociale et humanitaire entre les associations et le propriétaire ? Il nous semble que la commune peut apporter crédibilité et responsabilité dans une telle démarche et en parallèle, négocier et obtenir une participation financière régionale. Ce n'est malheureusement pas un cas isolé. D'autres communes ont déjà été confrontées à de telles situations et qu'ont-elles fait ? Elles ont cherché dans leur parc de propriétés communales disponibles et à défaut, elles ont essayé de négocier avec des propriétaires privés de grands espaces vacants. Ce n'est pas facile, mais il n'y a pas vraiment de choix si nous voulons rester une « commune hospitalière ».

Je poserai au Collège les questions suivantes :

- Avez-vous envisagé la facilitation sociale et humanitaire dont je me faisais l'écho ?
- Voyez-vous encore des possibilités que notre commune puisse négocier avec le propriétaire ?
- Cet hôtel a un temps hébergé des réfugiés ukrainiens. Que faudrait-il mettre en place pour que ce soit possible avec ces femmes en détresse ?
- Pendant la crise du Covid, des initiatives d'hébergement ont été imaginées. Pourrait-on envisager ces mêmes solutions ?
- Quelles sont les possibilités dans les bâtiments avenue Ariane 14, anciennement occupés par des gens du voyage ? Est-ce envisageable ?
- Avez-vous connaissance d'autres lieux publics ou privés disponibles pour du logement d'urgence ? »

M. MAINGAIN remercie Mme BORDES CASTELLS pour son interpellation qui va lui permettre d'apporter des précisions sur ces faits qui sont parfois relayés de façon erronée. Il retrace la chronologie des faits :

- Le 20 janvier, un officier de garde de la zone de police Montgomery l'informe de la présence d'une trentaine de personnes dans l'immeuble et demande si des mesures doivent être prises.
- Il se rend personnellement sur place le dimanche 21 janvier et y rencontre un groupe de femmes avec des enfants en bas âge (30 femmes et 6 enfants). Il vérifie si la sécurité publique est assurée et ne constate pas de motif d'inquiétude. Il informe donc les occupants qu'il n'a pas à prendre d'arrêté de police ordonnant une mesure d'expulsion. Il s'inquiète de connaître leur situation et comprend, sous réserve de vérification, que ce sont des personnes qui espèrent une régularisation mais ne sont pas demanderesses d'asile politique.
- Il veille très rapidement (dès le lundi) à rencontrer le propriétaire de l'immeuble, assisté de différents services communaux. Il demande au

propriétaire s'il accepterait de trouver un accord pour l'hébergement dans son hôtel comme pour l'hébergement de personnes venant d'Ukraine sachant que dans ce cas-ci, le financement par la Région est différent. Il souhaite éviter dans toute la mesure du possible que des personnes ne se retrouvent en hiver sans la protection d'un toit mais il ne dispose pas de tous les moyens nécessaires. Dans un autre cas, il avait obtenu du propriétaire que l'hiver se passe avant de mettre en œuvre une décision de justice mais dans ce cas-ci, il a bien compris que le propriétaire n'était pas disposé à accepter un accord avec la Région. Le propriétaire a obtenu le même jour une décision en référé (procédure unilatérale). Ce dernier est allé en extrême urgence devant le Tribunal de première instance et le président du Tribunal de première instance a estimé que les conditions étaient réunies pour exiger l'expulsion.

- Le mercredi 24 janvier, il organise une réunion avec la Région (cabinet Maron) pour envisager une possibilité de relogement. La Région favorise l'occupation autogérée négociée, c'est-à-dire avec paiement des frais fixes mais pas d'un loyer, ce que le propriétaire refuse.
- L'huissier de justice fixe lui-même la date à laquelle il veut intervenir. Il a droit à une assistance que la police ne peut pas lui refuser. Le jeudi 25 janvier, il contacte la police et celle-ci décide de détacher 5 policiers pour lui porter assistance. Le vendredi 26 janvier, il confirme son intervention pour le 5 février. Le bourgmestre doit juste apprécier si au moment de l'intervention de l'huissier, les conditions de sécurité publique sont réunies pour exécuter l'expulsion. On était en pleine heure de pointe et il y avait 150 personnes devant l'immeuble. Il a considéré qu'à ce moment-là, il ne pouvait y avoir une expulsion contrainte. C'est le bourgmestre qui veille à la sécurité sur son territoire.
- Le président du Tribunal de première instance estimait qu'il y avait un risque majeur du fait de l'occupation. Pour rappel, il s'agissait d'une procédure unilatérale. C'est pourquoi, le jeudi 8 février, le bourgmestre charge un fonctionnaire asservi de se rendre sur place pour vérifier s'il y a réellement un risque majeur et celui-ci conclut qu'il n'y a pas de risque majeur. Il fait transmettre le rapport du fonctionnaire asservi aux avocats de chacune des parties.
- Il est informé qu'une audience de tierce-opposition est fixée le 9 février. Il s'agit d'une sorte d'appel dans ce type de procédure où il n'y a pas eu de débat contradictoire. Le juge saisi sous tierce-opposition a considéré que la procédure d'extrême urgence n'était pas justifiée et a mis à néant le jugement car il n'y avait pas de risque majeur. Il n'y a plus de jugement et donc plus d'expulsion. Cette décision est intervenue le 14 février.
- Actuellement, la commune poursuit les contacts avec la Région pour reloger ces personnes. Il ne connaît pas les intentions du propriétaire qui n'est pas revenu vers lui.

Il rappelle que nous sommes dans un état de droit où la propriété est protégée. Il précise que dans ce cas-ci, ce ne sont pas des gens qui revendiquent le droit d'occuper le bien d'autrui mais des personnes qui cherchent simplement à se loger.

Mme BORDES CASTELLS fait remarquer que ces personnes cherchent un endroit où elles pourraient rester suffisamment longtemps pour avoir des papiers. Elle ajoute que sans adresse, il n'y a pas de carte médicale.

M. MAINGAIN répond qu'il ne sait pas ce que la Région va proposer ni quelles sont les intentions définitives du propriétaire. Il confirme que sans adresse, il n'y a pas de possibilité de défendre ses droits auprès des instances compétentes. Il n'a pas reçu de

l'Office des Etrangers d'information selon laquelle un ordre de quitter le territoire aurait été notifié à ces personnes. Il affirme que l'aide médicale urgente est toujours assurée en Belgique.

Dreiging van uitzetting van een groep vrouwen met kinderen in onze gemeente. (Mw. BORDES)

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College asl volgt over de dreigende uitzetting van een groep vrouwen met kinderen in de gemeente:

"Velen van ons vinden de dreigementen om de groep vrouwen die momenteel het Monty hotel bezet uit te zetten onaanvaardbaar. U heeft zich zo tegen ons uitgesproken, mijnheer de burgemeester, en ik hoop dat u dit gevoel nog steeds deelt. In hartje winter kunnen we geen mensen uitzetten en op straat zetten, wetende bovendien aan welke extra risico's vrouwen en hun kinderen worden blootgesteld. Terwijl ik deze regels schrijf, ben ik u dankbaar voor het uitstellen van deze uitzetting, en velen van ons voelen hetzelfde. Waarom is dit onaanvaardbaar? Deze mensen zijn hun land ontvlucht omdat ze in gevaar waren door oorlog of chronische onveiligheid. In hun situatie hadden ze geen keus, en het gebrek aan papieren en rechten waarop ze aanspraak konden maken, was niet hun zorg. Deze vrouwen hebben geleden onder geweld in hun land van herkomst en tijdens de reis die hen naar ons heeft gebracht. We kunnen niet de andere kant opkijken, ze zijn hier aangekomen en we moeten ze op een zo waardig mogelijke manier verwelkomen! Vorige maand vertelde u ons over een overeenkomst waarover werd onderhandeld tussen de verenigingen en de eigenaar van het hotel, maar voor zover ik heb kunnen nagaan, is het op niets uitgelopen. De verenigingen probeerden een oplossing te vinden via een overeenkomst, terwijl de eigenaar van zijn kant blijkbaar vond dat hij hen niet kon vertrouwen of dat er onmogelijk aan zijn voorwaarden kon worden voldaan. In de praktijk weten we dat Fedasil zijn verantwoordelijkheid niet neemt, dat is niets nieuws en in een noodsituatie moet de lokale overheid optreden. We weten dat u de regio om hulp hebt gevraagd, maar de reactie is traag. Toch heeft dit hotel al vluchtelingen gehuisvest. Kunt u zelf niet optreden als sociaal en humanitair bemiddelaar tussen de verenigingen en de eigenaar? Het lijkt ons dat de gemeente een dergelijke aanpak geloofwaardig en verantwoordelijk kan maken en tegelijkertijd kan onderhandelen en een financiële bijdrage van de regio kan krijgen. Helaas is dit geen op zichzelf staand geval. Andere lokale overheden zijn al geconfronteerd met soortgelijke situaties en wat hebben ze gedaan? Ze hebben hun voorraad beschikbare gemeentelijke eigendommen doorzocht en, als dat niet lukte, hebben ze geprobeerd te onderhandelen met particuliere eigenaren van grote leegstaande ruimtes. Het is niet gemakkelijk, maar we hebben echt geen keus als we een "gastvrije gemeente" willen blijven.

Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

- Hebt u gedacht aan de sociale en humanitaire hulp waar ik het over had?
- Ziet u nog mogelijkheden voor onze gemeente om met de eigenaar te onderhandelen?
- Dit hotel bood ooit onderdak aan Oekraïense vluchtelingen. Wat moet er gebeuren om dit mogelijk te maken voor deze vrouwen in nood?
- Tijdens de Covid-crisis zijn er huisvestingsinitiatieven bedacht. Kunnen dezelfde oplossingen worden overwogen?
- Wat zijn de mogelijkheden in de gebouwen Arianelaan 14, waar vroeger zigeuners woonden? Is dit haalbaar?
- Kent u andere openbare of particuliere gebouwen die beschikbaar zijn voor noodopvang?"

Dhr. MAINGAIN dankt mw. BORDES CASTELLS voor haar vraag, die hem in staat stelt deze feiten, die soms onjuist worden weergegeven, te verduidelijken. Hij geeft de chronologie van de gebeurtenissen weer:

- Op 20 januari, informeert een officier van dienst van de politiezone Montgomery hem dat er zich een dertigtal personen in het gebouw bevonden en vraagt hem of er actie moet worden ondernomen.
- Hij bezoekt de locatie persoonlijk op zondag 21 januari en heeft een ontmoeting met een groep vrouwen met jonge kinderen (30 vrouwen en 6 kinderen). Hij gaat na of de openbare veiligheid gewaarborgd is en vindt geen reden tot bezorgdheid. Hij laat de bewoners dan ook weten dat hij geen politiebevel tot ontruiming hoeft uit te vaardigen. Hij is geïnteresseerd in hun situatie en begrijpt, onder voorbehoud van verificatie, dat het gaat om mensen die hopen te worden geregulariseerd, maar geen politiek asiel zoeken.
- Hij regelt heel snel (op maandag) een ontmoeting met de eigenaar van het gebouw, bijgestaan door verschillende gemeentelijke diensten. Hij vraagt de eigenaar of hij bereid is om een overeenkomst te sluiten voor onderdak in zijn hotel, op dezelfde manier als voor onderdak voor mensen die uit Oekraïne komen, rekening houdend met het feit dat de financiering door het Gewest in dit geval anders is. In de mate van het mogelijke wil hij vermijden dat mensen in de winter geen dak boven hun hoofd hebben, maar hij beschikt niet over alle nodige middelen. In een ander geval had hij van de eigenaar verkregen dat de winter voorbij moest zijn voordat hij een gerechtelijke beslissing zou uitvoeren, maar in dit geval begreep hij duidelijk dat de eigenaar niet bereid was om een overeenkomst met het Gewest te accepteren. Op dezelfde dag verkreeg de eigenaar een kort geding (eenzijdige procedure). Deze stapte met uiterste spoed naar de rechtbank van eerste aanleg en de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg oordeelde dat aan de voorwaarden was voldaan om uitzetting te eisen.
- Op woensdag 24 januari organiseert hij een vergadering met het Gewest (kabinet Maron) om de mogelijkheid van herhuisvesting te onderzoeken. Het Gewest is voorstander van een onderhandelde bewoning in eigen beheer, d.w.z. betaling van vaste kosten maar geen huur, wat de huisbaas weigert.
- De deurwaarder bepaalt zelf de datum waarop hij wil ingrijpen. Hij heeft recht op bijstand die de politie niet kan weigeren. Op donderdag 25 januari neemt hij contact op met de politie die beslist 5 agenten te detacheren om hem bij te staan. Op vrijdag 26 januari bevestigt hij zijn interventie voor 5 februari. De burgemeester hoeft alleen maar te beoordelen of op het moment van de interventie van de deurwaarder de openbare veiligheidsvoorraad aanwezig zijn om de ontruiming uit te voeren. Het was spitsuur en er stonden 150 mensen voor het gebouw. Hij was van mening dat er op dat moment geen sprake kon zijn van een gedwongen ontruiming. Het is de burgemeester die verantwoordelijk is voor de veiligheid op zijn grondgebied.
- De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg was van mening dat er een groot risico bestond door de bezetting. Ter herinnering: dit was een eenzijdige procedure. Daarom geeft de burgemeester op donderdag 8 februari een beëdigd ambtenaar de opdracht om ter plaatse na te gaan of er werkelijk sprake is van een groot risico, en deze ambtenaar concludeert dat er geen sprake is van een groot risico. Hij maakt het verslag van de beëdigde ambtenaar over aan de advocaten van elk van de partijen.
- Hij krijgt te horen dat er op 9 februari een hoorzitting over het derdenverzet zou plaatsvinden. Dit is een soort beroep in dit type procedure waarbij er geen hoor en wederhoor heeft plaatsgevonden. De rechter die het derdenverzet behandelt,

was van mening dat de spoedprocedure niet gerechtvaardig was en vernietigde het vonnis omdat er geen groot risico was. Er is geen vonnis meer en dus ook geen uitzetting. Deze uitspraak is op 14 februari gedaan.

- De gemeente is momenteel in contact met het Gewest om deze mensen te herhuisvesten. Hij weet niet wat de bedoelingen zijn van de eigenaar, die niet naar hem is teruggekeerd.

Hij wijst erop dat we in een rechtsstaat leven, waar eigendom wordt beschermd. Hij voegt eraan toe dat het in dit geval niet gaat om mensen die het recht opeisen om andermans eigendom te bezetten, maar om mensen die gewoon een woning zoeken.

Mw. BORDES CASTELLS wijst erop dat deze mensen op zoek zijn naar een plek waar ze lang genoeg kunnen blijven om papieren te krijgen. Ze voegt eraan toe dat er zonder adres geen medische kaart is.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat hij niet weet wat het Gewest gaat voorstellen of wat de uiteindelijke bedoelingen van de eigenaar zijn. Hij bevestigt dat het zonder adres niet mogelijk is zijn rechten te verdedigen bij de bevoegde autoriteiten. Hij heeft geen enkele informatie ontvangen van de Dienst Vreemdelingenzaken dat deze mensen een bevel hebben gekregen om het land te verlaten. Hij verklaart dat dringende medische hulp altijd verzekerd is in België.

Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.

19.02.2024/A/0018 **Trottinettes partagées à Woluwe-Saint-Lambert. (M. LORIAUX)**

Ce point est traité conjointement avec le point 22.

M. LORIAUX interpelle le Collège comme suit au sujet des trottinettes partagées à Woluwe-Saint-Lambert :

« Il y a quelques jours, le Tribunal de première instance de Bruxelles a rendu son jugement autorisant les opérateurs LIME et VOI à poursuivre leurs activités de mise à disposition de trottinettes en libre partage en Région bruxelloise. A la suite de cette décision, il sera donc impossible de limiter les licences pour les opérateurs actifs et in fine le nombre de trottinettes dans l'espace public avec les nombreuses conséquences que cela engendre. On comprend donc aisément qu'il est impératif pour la Région de faire appel de la décision du tribunal. Ce qui m'amène à ma première question :

- Le Collège a-t-il eu des contacts avec les autorités régionales en ce qui concerne un éventuel appel de ce jugement ?

En ce qui concerne l'usage des trottinettes partagées, il ne peut être nié qu'il constitue une mode alternatif de mobilité douce pour de nombreux usagers. Toutefois, il est primordial que les usagers respectent les règles strictes du Code de la route, mais aussi et surtout respectent les autres usagers. Les trottinettes partagées ne doivent pas être abandonnées n'importe où dans l'espace public. Elles peuvent, dans de très nombreux cas, occasionner une gêne pour les piétons et personnes à mobilité réduite. La création de zones de dépôt constitue une solution indéniable. A cet égard, il appert que de nouvelles zones de dépôt ont été installées sur le territoire de la commune.

J'aurais aimé savoir :

- Quel est le nombre de zones déployées ? Quel est le coût pour le placement des zones ?

- Comment la commune incite-t-elle et informe-t-elle les utilisateurs à stationner les trottinettes partagées à ces endroits précis ?
- En cas de non-respect par l'utilisateur, est-ce qu'une sanction est prévue en dehors du fait que la commune confisque ces trottinettes et les stocke quelque part ?
- Quelles sont les démarches éventuelles pour les habitants qui constatent un stationnement gênant ? »

Mme PANS interpelle le Collège comme suit au sujet des *dropzones* pour trottinettes en libre-service :

« Cela fait depuis 2019 que notre groupe MR+ plaidait pour la délimitation de *dropzones* (ou zones de délestage) pour les trottinettes en libre-service dans notre commune. Il va sans dire que nous sommes satisfaits de voir la création des premières d'entre elles en ce début d'année 2024. Une bonne nouvelle, même tardive, reste une bonne nouvelle. Il est évident que ces zones ne résoudront pas à elles seules toutes les nuisances associées à ces engins mais on peut espérer que la combinaison de plusieurs mesures, dont leur saisie par les agents communaux, contribueront à instaurer l'ordre dans l'espace public. Ces trottinettes restent, malgré tout, une opportunité intéressante de mobilité alternative et il serait très regrettable que le comportement irresponsable de certains utilisateurs - car le problème réside souvent à ce niveau-là, osons le dire - ne fasse pencher la balance vers les inconvénients plutôt que les avantages.

Mes questions sont les suivantes :

- Combien de *dropzones* ont été délimitées, à ce stade, sur la commune ? Combien, au total, devraient voir le jour en 2024 ? La priorité a-t-elle été donnée à certains quartiers ? Si oui, pourquoi ? Avez-vous un objectif chiffré (exemple : X *dropzones* par quartier) ?
- Comment la zone qui accueille ou accueillera une *dropzone* a-t-elle été sélectionnée et sur la base de quels critères ? Comment veille-t-on à ce que ces *dropzones* ne gênent pas les usagers faibles, en particulier les personnes porteuses d'un handicap ? Certaines *dropzones* remplacent-elles des places de stationnement ? Est-ce que seules les trottinettes peuvent y être déposées ?
- Les *dropzones* à Woluwe-Saint-Lambert sont-elles bien obligatoires ? Si oui, comment cette obligation va-t-elle être concrétisée dans les faits ?
- Le civisme des usagers étant crucial pour le bon fonctionnement du système, comment comptez-vous les sensibiliser à l'utilisation effective des *dropzones* ? Que faire face au flagrant délit ? Les gardiens de la paix vont-ils jouer un rôle ?
- Dans certains quartiers, les *dropzones* commencent à déborder. Y a-t-il quelque chose de prévu par rapport à cela ?
- Suite à votre intervention sur BX1, Monsieur le bourgmestre, j'aimerais savoir concrètement quelle est la position du Collège sur une éventuelle interdiction pure et simple des trottinettes en libre-service comme à Paris ? Est-ce réellement en réflexion ? Auquel cas, opteriez-vous pour une interdiction que vous feriez appliquer exclusivement sur le territoire de la commune ou plutôt un plaidoyer pour une interdiction générale au niveau de la Région ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« Oui, le Collège des bourgmestre et échevins de Woluwe-Saint-Lambert a bien pris connaissance de la décision du Tribunal de première instance de Bruxelles qui autorise deux opérateurs pourtant non retenus par les autorités régionales à poursuivre leurs activités de mise à disposition de trottinettes en libre partage sur le territoire de la Région bruxelloise jusqu'à l'expiration de leurs précédentes licences dont la validité a été confirmée par le tribunal. Cette décision a pour conséquence que la

limitation du nombre d'opérateurs proposant des trottinettes en libre partage et la limitation du nombre de trottinettes dans l'espace public prévues par la nouvelle réglementation régionale ne pourront être respectées tant que ces deux « anciennes » licences resteront valables (pour l'une d'entre elles, c'est le 23 août 2024 et pour l'autre, c'est le 3 juillet 2025). En outre, ces deux opérateurs ont introduit un recours contre la décision des autorités régionales d'attribuer les nouvelles licences à des opérateurs concurrents. Ils considèrent, et le juge leur a donné raison, que tant que la ministre n'a pas statué sur leur recours, il n'est pas possible d'appliquer la nouvelle réglementation limitant l'exploitation des trottinettes à deux opérateurs.

Avez-vous eu des contacts avec les autorités régionales en ce qui concerne un éventuel appel de la décision ?

On leur a écrit un courrier du 14/02/2024 pour leur demander :

- d'examiner l'ensemble des moyens juridiques existants afin de contester la décision du Tribunal de première instance en raison du préjudice subi par la commune lié à la présence massive de trottinettes des opérateurs concernés sur son territoire ;
- de vérifier le respect des conditions de la licence délivrée aux opérateurs avant l'entrée en vigueur de l'arrêté de 2023 et d'en exiger la suspension ou le retrait en cas de violation ;
- de renforcer les moyens de contrôle du respect des règles de stationnement.

Si la Région n'est pas en mesure de répondre à nos attentes et celles des habitants, la commune de Woluwe-Saint-Lambert intensifiera alors les opérations d'enlèvement des trottinettes mal stationnées dans l'espace public conformément à la réglementation. Il serait néanmoins regrettable que la commune supplée une nouvelle fois les carences des autorités régionales, plus particulièrement de la ministre, dans la gestion de ce dossier. Cela fait pourtant depuis plus de 5 ans que nous demandons un renforcement du cadre réglementaire. Nous avions, par exemple, proposé en son temps que le stationnement dans les voiries où les trottoirs font moins de 1 m 50 soit interdit. L'arrêté du gouvernement régional est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Le retard n'est certainement pas à imputer à la commune. Dans un premier temps, il est néanmoins important d'attendre que l'ensemble des zones soient réalisées afin de voir leurs effets concrets que nous espérons positifs. Nous constatons surtout des problèmes dans certains quartiers où les zones ne sont pas encore marquées et principalement dans les quartiers situés en bordure d'axes régionaux où les zones doivent encore être aménagées. En revanche, là où les zones sont aménagées, nous constatons une amélioration. Par exemple, entre le square de Meudon et la chaussée de Roodebeek, les zones de dépôt sont respectées et ne sont pas à saturation. Si malgré ce nouveau système, les problèmes devaient persister, notamment en raison de l'impossibilité de limiter le nombre de trottinettes en raison de la décision de justice, nous nous réservons, comme l'a expliqué le bourgmestre sur BX1, le droit de demander au Gouvernement régional bruxellois de faire application de l'article 6 de l'ordonnance du 29 novembre 2018 (confirmé par l'arrêté de 2023) afin d'interdire, temporairement ou de manière permanente, l'entreposage des véhicules de cyclopartage sur le territoire de la commune.

Concernant le nombre, le choix des lieux, le type d'aménagement et le contrôle de ces zones de dépôt :

Quel est le nombre de zones déployées ?

La commune de Woluwe-Saint-Lambert s'est engagée, en concertation avec Bruxelles Mobilité, à aménager au moins 85 zones de dépôt pour trottinettes et vélos en cyclopartage, dont plus de 2/3 en voiries communales. Le nombre de ces zones résulte des données statistiques des opérateurs concernant la concentration des départs et des arrivées. Chaque zone a été examinée individuellement pour évaluer son potentiel d'accueil des engins en libre-service tout en assurant le passage libre des autres

usagers de l'espace public. Les zones sont disposées de manière à ne pas entraver le cheminement des piétons : de manière prioritaire, elles sont situées sur des oreilles de trottoir ; à défaut, on envisage de les placer à la place d'un emplacement de stationnement pour voiture, en amont des traversées piétonnes ou dans la continuité d'un arrêt de bus. De manière générale, la commune préconise de laisser le libre accès aux arceaux prévus pour la sécurisation du stationnement des vélos privés et donc de ne pas y autoriser le stationnement des trottinettes et vélos en libre-service. La zone dédiée à celles-ci est aménagée de manière visible afin d'orienter le parking des trottinettes et des vélos partagés dans la continuité des arceaux lorsque l'espace le permet. Chaque zone est délimitée par un marquage blanc, assurant ainsi un contraste suffisant pour la rendre visible. Certaines communes n'ont pas respecté cette obligation et ont utilisé des couleurs non réglementaires. Si des engins débordent de ces zones, rendant le passage dangereux, la réglementation sur le déplacement et l'enlèvement des engins pourra être appliquée car ces zones sont désormais obligatoires, et ce sur tout le territoire de la commune. Dans certains cas limités, faute d'alternative, la zone de dépôt est aménagée en voirie lorsque cela se justifie au regard du Code de la route. Elles sont réalisées alors en amont des passages pour piétons, permettant ainsi d'éliminer le masque de visibilité causé par une voiture garée juste avant, ou en deçà d'un feu de signalisation. La décision de justice met cela dit à mal l'équilibre entre la taille et le nombre des zones de dépôt prévu pour entreposer 8.000 trottinettes pour l'ensemble de la Région par la nouvelle réglementation régionale, contre 20.000 avant son entrée en vigueur. A l'heure actuelle, les services communaux doivent encore procéder au marquage de près de 20 zones de dépôt en voiries communales. L'avancement dépend des conditions météorologiques. En voiries régionales, la tâche incombe à Bruxelles Mobilité. La mise en œuvre de ces zones est également toujours en cours. Si le nombre et la taille des zones de dépôt sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins mais aussi des problèmes rencontrés, il convient d'attendre que nous ayons un certain recul pour procéder aux ajustements nécessaires et de procéder dans un second temps à une éventuelle densification du maillage actuel.

Quel est le coût pour le placement des zones ?

Les communes doivent assumer le coût conséquent lié à l'aménagement des zones de dépôt sauf à accepter l'exigence disproportionnée de la Région visant à conditionner leur financement par la suppression obligatoire d'une place de stationnement en voirie. D'autant plus que, contrairement à la Région, elles ne perçoivent pas les montants liés à l'octroi des licences. En moyenne, la mise en œuvre d'une zone de dépôt « type » coûte 1.700 EUR TVAC et comprend les marquages en peinture blanche, la fourniture et pose de mobilier de sécurisation selon les cas.

Comment la commune incite-t-elle et informe-t-elle les utilisateurs à stationner les trottinettes partagées à ces endroits précis ?

Un article a été publié à la une du site communal informant les habitants de l'application du système de zones de dépôt sur tout le territoire. Il intègre une carte affichant toutes les zones déployées sur la commune et rappelle la procédure de signalement des engins gênants/dangereux sur la voie publique via la plateforme « Fix My Street ». En outre, par leur présence quotidienne en rue, les gardiens de la paix restent effectivement des observateurs et des intervenants directs pour ce type de situation. Dans la continuité des actions menées ces dernières années, les gardiens de la paix ne manqueront pas de sensibiliser les utilisateurs et, le cas échéant, d'encoder tout signalement via « Fix My Street », de déplacer et/ou de participer aux opérations d'enlèvement des engins qui ne seraient pas rangés dans les zones de dépôt et/ou dont le stationnement serait gênant ou dangereux. Précisons que les opérateurs adaptent leurs applications tenant compte des nouvelles zones de dépôt aménagées pour faire en sorte que les utilisateurs ne puissent mettre fin à leur course s'ils ne garent pas leur trottinette ou leur vélo dans celles-ci.

En cas de non-respect par l'utilisateur, quelles sont les sanctions prévues ?

Globalement, c'est l'opérateur qui sera redevable en cas de non-respect par l'utilisateur. Pour rappel, le règlement communal, qu'on a voté au Conseil du 21 mars 2022, sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers qui entravent la commodité de passage, modifié le 17 octobre 2022, prévoyait une redevance de 75 EUR pour l'enlèvement et de 5 EUR par jour d'entreposage pour le véhicule ou objet mobilier qui entrave la commodité de passage. La redevance est désormais de 100 EUR dans l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 13 juillet 2023. Il permet aux agents désignés pour ces tâches par la commune de procéder au déplacement des trottinettes qui sont stationnées de manière irrégulière (c'est-à-dire couchées ou en dehors d'une zone de dépôt) après un délai de 12 heures donné à l'opérateur pour régulariser. Si le stationnement est gênant ou dangereux, l'agent peut immédiatement déplacer la trottinette. »

Mme PANS rappelle sa question par rapport à l'interview sur BX1. Elle demande également si :

- étant donné que la Région prend en charge les coûts si on installe la zone de dépôt à la place d'une zone de stationnement, on a une idée du nombre de places de stationnement que l'on va enlever ;
- la Région a donné un calendrier d'aménagement de ces zones sur voiries régionales.

M. MATGEN répond que si en dernier recours, le système ne donnait pas satisfaction, on aurait la possibilité de suspendre l'utilisation sur le territoire communal, voire la Région pourrait prévoir une interdiction totale, mais ce n'est pas l'option que le Collège priviliege actuellement. Il précise que les subsides sont accordés uniquement si l'ensemble des zones sont installées sur des places de stationnement et, la commune ayant fait le choix d'un système hybride, elle ne bénéficie pas de ces subsides. Il donne comme exemple la sortie du métro Tomberg où on va aménager une zone de dépôt à la place d'une place de stationnement pour améliorer la visibilité sur le passage piéton.

M. DETRY fait remarquer que, vu l'âge des utilisateurs, l'information sur le site internet est peut-être un peu faible.

M. MAINGAIN répond que c'est aux opérateurs à faire leur travail. Il ajoute que tout le monde considérait que l'on avait une offre surabondante, que certaines trottinettes restaient abandonnées pendant des semaines et que même les trottinettes retirées et stockées par la commune n'étaient pas toujours réclamées par les opérateurs. Il affirme que la discipline s'impose aux opérateurs. Il attire l'attention sur le fait que si la ministre ne sait pas dire dans un délai raisonnable comment on va gérer un parc de 20.000 engins alors qu'on ne demande de prévoir des zones de dépôt que pour 8.000, il va y avoir un problème. Il fait remarquer que la commune doit :

- aménager des zones de dépôt sans subsides ;
- établir les constats. Pendant que les gardiens de la paix font ça, ils ne font pas autre chose comme, par exemple, de l'accompagnement de rangs scolaires ;
- prévoir des véhicules pour transporter ces trottinettes.

Il estime que la commune fait déjà beaucoup de choses et que c'est aussi le rôle des parents de responsabiliser leurs enfants.

M. DETRY précise qu'il ne demande pas d'organiser des sensibilisations tous les jours

dans les écoles mais de mettre de temps en temps un message dans l'espace public, par exemple sur les bâches.

Deelsteps in Sint-Lambrechts-Woluwe. (Dhr. LORIAUX)

Dit punt wordt samen met punt 22 behandeld.

Dhr. LORIAUX interpelleert het College als volgt over de deelsteps in Sint-Lambrechts-Woluwe:

"Enkele dagen geleden heeft de Brusselse rechbank van eerste aanleg een beslissing uitgevaardigd die de operatoren LIME en VOI toelaat om hun activiteiten van het ter beschikking stellen van deelsteps in het Brussels Gewest voort te zetten. Als gevolg van deze beslissing zal het onmogelijk zijn om het aantal vergunningen voor actieve exploitanten, en uiteindelijk het aantal steps in de openbare ruimte, te beperken, met alle gevollen van dien. Het is dus duidelijk waarom het Gewest absoluut in beroep moet gaan tegen de beslissing van de rechbank. Dat brengt me bij mijn eerste vraag:

- Heeft het College contact gehad met de gewestelijke autoriteiten over een mogelijk beroep tegen deze uitspraak?

Het valt niet te ontkennen dat deelsteps voor veel gebruikers een alternatieve vorm van zachte mobiliteit zijn. Het is echter van vitaal belang dat gebruikers zich houden aan de strikte regels van de Wegcode en bovenal andere gebruikers respecteren. Deelsteps mogen niet zomaar ergens in de openbare ruimte worden achtergelaten. In veel gevallen kunnen ze problemen veroorzaken voor voetgangers en mensen met beperkte mobiliteit. Het creëren van dropzones is een onmiskenbare oplossing. Het lijkt erop dat er nieuwe dropzones zijn opgezet in de gemeente.

Ik had graag het volgende geweten:

- Hoeveel zones zijn er ingericht? Hoeveel kost het om de zones in te richten?
- Hoe stimuleert en informeert de gemeente gebruikers om steps in deze specifieke zones te parkeren?
- Als gebruikers zich niet aan de regels houden, is er dan een andere sanctie dan dat de gemeente de steps in beslag neemt en ergens opslaat?
- Welke stappen kunnen bewoners ondernemen als ze merken dat ze op de verkeerde plaats parkeren?"

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over dropzones voor deelsteps:

"Sinds 2019 pleit onze MR+ fractie voor het afbakenen van dropzones voor deelsteps in onze gemeente. Het spreekt voor zich dat we verheugd zijn over de aanleg van de eerst van deze zones begin 2024. Goed nieuws, zelfs laat nieuws, blijft goed nieuws. Het is duidelijk dat deze zones alleen niet alle overlast van deze apparaten zullen oplossen, maar we kunnen hopen dat een combinatie van maatregelen, waaronder de inbeslagname ervan door gemeenteambtenaren, zal helpen om orde te scheppen in de openbare ruimte. Ondanks alles blijven deze steps een interessante mogelijkheid voor alternatieve mobiliteit, en het zou erg jammer zijn als het onverantwoordelijke gedrag van sommige gebruikers - want daar ligt vaak het probleem, durven we het te zeggen - de balans zou doen doorslaan naar de nadelen in plaats van de voordelen.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Hoeveel dropzones zijn er op dit moment gedefinieerd in de gemeente? Hoeveel in totaal zullen er naar verwachting gecreëerd zijn tegen 2024? Is er prioriteit gegeven aan bepaalde wijken? Zo ja, waarom? Hebt u een streefcijfer

(bv. X dropzones per wijk)?

- Hoe en op basis van welke criteria is het gebied geselecteerd waar een dropzone zal komen? Hoe wordt ervoor gezorgd dat deze dropzones geen overlast bezorgen aan zwakkere gebruikers, in het bijzonder mensen met een handicap? Vervangen sommige dropzones parkeerplaatsen? Kunnen er alleen steps geparkeerd worden?
- Zijn dropzones in Sint-Lambrechts-Woluwe verplicht? Zo ja, hoe wordt deze verplichting in de praktijk gebracht?
- Aangezien de burgerzin van de gebruikers cruciaal is voor de goede werking van het systeem, hoe denkt u de gebruikers te sensibiliseren om de dropzones daadwerkelijk te gebruiken? Wat moet er gebeuren als iemand op heterdaad wordt betrapt? Zullen de gemeenschapwachten een rol spelen?
- In sommige buurten beginnen de dropzones overvol te raken. Zijn er plannen om dit aan te pakken?
- In aansluiting op wat u zei over BX1, mijnheer de burgemeester, zou ik graag specifiek willen weten wat het standpunt van het College is over een mogelijk algeheel verbod op deelsteps, zoals in Parijs? Wordt dit echt overwogen? Zo ja, kiest u dan voor een verbod dat u uitsluitend binnen de gemeente handhaaft, of pleit u voor een algemeen verbod op gewestelijk niveau?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:

"Ja, het College van burgemeester en schepenen van Sint-Lambrechts-Woluwe is op de hoogte van de beslissing van de Brusselse rechbank van eerste aanleg, die twee operatoren die niet geselecteerd werden door de gewestelijke autoriteiten toelaat om hun activiteiten in het aanbieden van deelsteps in het Brussels Gewest voort te zetten tot het verstrijken van hun vorige vergunningen, waarvan de geldigheid bevestigd werd door de rechbank. Als gevolg van deze beslissing kunnen de beperking van het aantal operatoren die deelsteps aanbieden en de beperking van het aantal steps in de openbare ruimte waarin de nieuwe gewestelijke reglementering voorziet, niet worden nageleefd zolang deze twee "oude" vergunningen geldig blijven (voor de ene betekent dit 23 augustus 2024 en voor de andere 3 juli 2025). Bovendien hebben deze twee operatoren beroep aangetekend tegen de beslissing van de gewestelijke autoriteiten om de nieuwe vergunningen toe te kennen aan concurrerende operatoren. Zij zijn van mening, en de rechter heeft hen in het gelijk gesteld, dat zolang de minister geen uitspraak heeft gedaan over hun beroep, het niet mogelijk is om de nieuwe regelgeving die de exploitatie van steps beperkt tot twee exploitanten toe te passen.

Hebt u contact gehad met de gewestelijke autoriteiten over een mogelijk beroep tegen de beslissing?

We schreven hen op 14/02/2024 met het verzoek om:

- alle bestaande juridische middelen te onderzoeken om de beslissing van de rechbank van eerste aanleg aan te vechten op grond van de schade die de gemeente lijdt als gevolg van de massale aanwezigheid van steps van de betrokken exploitanten op haar grondgebied;
- de naleving te controleren van de voorwaarden van de vergunning die vóór de inwerkingtreding van het besluit van 2023 aan de exploitanten is verleend, en de schorsing of intrekking ervan te eisen als deze wordt geschonden;
- de middelen voor de controle op de naleving van de parkeerregels te versterken.

Als het Gewest onze verwachtingen en die van de buurtbewoners niet kan inlossen, zal de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe haar inspanningen opdrijven om de steps die verkeerd geparkeerd staan op de openbare weg te verwijderen, in overeenstemming met de reglementering. Het zou echter jammer zijn als de gemeente opnieuw de tekortkomingen van de gewestelijke overheden, in het bijzonder de

minister, zou goedmaken bij het beheer van deze kwestie. Al meer dan 5 jaar vragen we om een versterking van de regelgeving. We hebben toen bijvoorbeeld voorgesteld om parkeren op wegen met trottoirs van minder dan 1,50 m te verbieden. Het besluit van de gewestelijke regering trad in werking op 1 januari 2024. De vertraging is zeker niet de schuld van de gemeente. In eerste instantie is het echter belangrijk om te wachten tot alle zones klaar zijn om de concrete effecten te zien, die hopelijk positief zullen zijn. We zien vooral problemen in bepaalde gebieden waar de zones nog niet gemarkerd zijn, en vooral in gebieden die grenzen aan gewestelijke wegen waar de zones nog moeten worden ontwikkeld. Aan de andere kant zien we een verbetering daar waar de zones wel zijn aangelegd. Bijvoorbeeld tussen de Meudonsquare en de Roodebeeksteenweg worden de dropzones gerespecteerd en zijn ze niet verzadigd. Mochten er ondanks dit nieuwe systeem problemen blijven bestaan, met name door de onmogelijkheid om het aantal steps te beperken vanwege de gerechtelijke uitspraak, dan behouden we ons het recht voor, zoals de burgemeester op BX1 heeft uitgelegd, om de Brusselse Gewestregering te vragen om artikel 6 van de ordonnantie van 29 november 2018 (bevestigd door het besluit van 2023) toe te passen om de stalling van deelvoertuigen op het grondgebied van de gemeente tijdelijk of definitief te verbieden.

Wat betreft het aantal, de keuze van de locaties, het soort inrichting en de controle van deze dropzones:

Hoeveel zones zijn er ingericht?

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft zich ertoe verbonden om, in overleg met Brussel Mobiliteit, minstens 85 dropzones voor deelsteps en deelfietsen in te richten, waarvan meer dan 2/3 op de gemeentelijke wegen. Het aantal zones is gebaseerd op statistische gegevens van de exploitanten over de concentratie van vertrekken en aankomsten. Elke zone is afzonderlijk onderzocht om te beoordelen of er plaats is voor deelvoertuigen en of er tegelijkertijd vrije doorgang is voor andere gebruikers van de openbare ruimte. De zones zijn zo gepositioneerd dat ze voetgangers niet hinderen: ze liggen bij voorkeur op voetpadverbredingen, anders op de plaats van een parkeerplaats, vóór voetgangersoversteekplaatsen of in het verlengde van een bushalte. In het algemeen raadt de gemeente aan om de parkeervakken voor privéfietsen vrij toegankelijk te houden en dus geen steps en deelfietsen toe te laten. De zone die hiervoor bestemd is, is zichtbaar ingericht om steps en deelfietsen in het verlengde van de beugels te laten parkeren als de ruimte het toelaat. Elke zone is wit gemarkerd, met voldoende contrast om hem zichtbaar te maken. Sommige gemeenten voldoen niet aan deze eis en gebruiken kleuren die niet voldoen aan de voorschriften. Als voertuigen deze zones doorkruisen, waardoor de doorgang gevvaarlijk wordt, kunnen de regels voor het verplaatsen en verwijderen van voertuigen worden toegepast, aangezien deze zones nu verplicht zijn in de hele gemeente. In bepaalde beperkte gevallen, wanneer er geen alternatief is, wordt de dropzone op de weg ingericht, wanneer dit gerechtvaardigd is met betrekking tot de Wegcode. In dergelijke gevallen worden ze stroomopwaarts van voetgangersoversteekplaatsen ingericht, zodat het zicht niet wordt belemmerd door een auto die vlak ervoor geparkeerd staat, of onder een verkeerslicht. De beslissing van de rechtkant verstoort echter het evenwicht tussen de grootte en het aantal dropzones die volgens de nieuwe gewestelijke regelgeving bestemd zijn voor de opslag van 8.000 steps voor het hele Gewest, tegenover 20.000 voor de inwerkingtreding ervan. Op dit moment moeten de gemeentelijke diensten nog bijna 20 dropzones op gemeentelijke wegen markeren. De voortgang hangt af van de weersomstandigheden. Op gewestwegen ligt de taak bij Brussel Mobiliteit. De invoering van deze zones is ook nog in volle gang. Hoewel het aantal en de grootte van de dropzones waarschijnlijk zullen evolueren in functie van de behoeften en de ondervonden problemen, is het raadzaam om te wachten tot we over een zekere terugblik beschikken alvorens de nodige aanpassingen te doen en vervolgens over te gaan tot een eventuele verdichting van het huidige netwerk.

Hoeveel kost het om de zones in te richten?

De gemeenten zullen de aanzienlijke kosten voor de aanleg van de dropzones moeten dragen, tenzij ze akkoord gaan met de onevenredige eis van het Gewest om hun financiering te laten afhangen van de verplichte opheffing van één parkeerplaats op straat. Temeer daar zij, in tegenstelling tot het Gewest, geen bedragen ontvangen die gekoppeld zijn aan de toekenning van vergunningen. Gemiddeld kost het inrichten van een "typische" dropzone 1.700 EUR incl. btw, inclusief witte verfmarkering en de levering en installatie van veiligheidsmeubilair, afhankelijk van het geval.

Hoe stimuleert en informeert de gemeente gebruikers om steps in deze specifieke zones te parkeren?

Op de voorpagina van de gemeentelijke website is een artikel gepubliceerd waarin de bewoners worden geïnformeerd over de toepassing van het systeem van dropzones in de hele gemeente. Het bevat een kaart met alle zones in de gemeente en een herinnering aan de procedure voor het melden van storende/gevaarlijke voorwerpen op de openbare weg via het platform "Fix My Street". Bovendien blijven de gemeenschapswachten door hun dagelijkse aanwezigheid op straat waarnemers en directe aanspreekpunten voor dit soort situaties. In lijn met de acties van de afgelopen jaren zullen de gemeenschapswachten niet nalaten om de gebruikers te sensibiliseren en, indien nodig, eventuele meldingen via "Fix My Street" in te voeren, voertuigen die niet in de dropzones staan en/of die storend of gevaarlijk geparkeerd staan, te verplaatsen en/of deel te nemen aan operaties om deze voertuigen te verwijderen. Opgemerkt moet worden dat exploitanten hun toepassingen aanpassen om rekening te houden met de nieuwe dropzones, om ervoor te zorgen dat gebruikers hun reis niet kunnen beëindigen als ze hun step of fiets daar niet parkeren.

Wat zijn de sancties bij niet-naleving?

In het algemeen is het de exploitant die aansprakelijk is in geval van niet-naleving door de gebruiker. Ter herinnering: het gemeentereglement betreffende de verwijdering en de opslag van voertuigen en roerende voorwerpen die de doorgang belemmeren, goedgekeurd door de Raad in zitting van 21 maart 2022 en gewijzigd op 17 oktober 2022, voorzag in een vergoeding van 75 EUR voor de verwijdering en 5 EUR per dag opslag van het voertuig of het roerende voorwerp dat de doorgang belemmert. De vergoeding bedraagt nu 100 EUR krachtens het besluit van de Brusselse Regering van 13 juli 2023. Het laat agenten die daartoe door de gemeente zijn aangesteld toe om steps die onregelmatig geparkeerd zijn (d.w.z. liggend of buiten een dropzone) te verplaatsen na een termijn van 12 uur die aan de operator wordt gegeven om de situatie te regulariseren. Als het parkeren storend of gevaarlijk is, kan de ambtenaar de step onmiddellijk verplaatsen."

Mw. PANS herhaalt haar vraag over het interview op BX1. Ze vraagt ook:

- of, aangezien het Gewest de kosten op zich neemt voor de aanleg van de dropzone in plaats van een parkeerzone, we enig idee hebben hoeveel parkeerplaatsen er zullen verdwijnen;
- of het Gewest een tijdschema gegeven heeft voor de aanleg van deze zones op gewestwegen.

Dhr. MATGEN antwoordt dat als het systeem in laatste instantie niet voldoet, het gebruik ervan in de gemeente kan worden opgeschort of dat het Gewest een totaalverbod kan instellen, maar dat is niet de optie waar het College momenteel de voorkeur aan geeft. Hij wijst erop dat subsidies alleen worden toegekend als alle zones op parkeerplaatsen zijn geïnstalleerd, en aangezien de gemeente voor een hybride systeem heeft gekozen, profiteert ze niet van deze subsidies. Hij geeft het voorbeeld van de metro-uitgang Tomberg, waar een dropzone zal worden geïnstalleerd in plaats van een parkeerplaats om de zichtbaarheid op de voetgangersoversteekplaats te verbeteren.

Dhr. DETRY wijst erop dat, gezien de leeftijd van de gebruikers, de informatie op de website misschien wat zwak is.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het aan de exploitanten is om hun werk te doen. Hij voegt eraan toe dat iedereen het gevoel heeft dat er een overvloed aan aanbod is, dat sommige steps wekenlang achtergelaten worden en dat zelfs door de gemeente verwijderde en opgeslagen steps niet altijd door de exploitanten worden opgeëist. Hij stelt dat exploitanten gedisciplineerd moeten worden. Hij vestigt de aandacht op het feit dat als de minister niet in staat is om binnen een redelijke termijn te zeggen hoe een vloot van 20.000 deelvoertuigen moet worden beheerd, terwijl er in dropzones voor slechts 8.000 voertuigen moet worden voorzien, er een probleem zal zijn. Hij wijst erop dat de gemeente:

- dropzones moet inrichten zonder subsidies;
- processen-verbaal moet opstellen. Terwijl de gemeenschapswachten dit doen, doen ze niets anders, zoals bijvoorbeeld schoolrijen begeleiden;
- moet zorgen voor voertuigen om deze steps te transporteren.

Hij is van mening dat de gemeente al veel doet en dat het ook de taak van de ouders is om hun kinderen op hun verantwoordelijkheden te wijzen.

Dhr. DETRY wijst erop dat hij niet vraagt om elke dag sensibiliseringscampagnes op scholen te organiseren, maar om van tijd tot tijd een boodschap in de openbare ruimte uit te dragen, bijvoorbeeld op spandoeken.

Jean-François Thayer entre en séance / treedt in zitting.

Eric Bott quitte la séance / verlaat de zitting.

Amélie Pans quitte la séance / verlaat de zitting.

Michaël Loriaux quitte la séance / verlaat de zitting.

19.02.2024/A/0019 **Intempéries et fermeture des espaces verts : pas d'alternative aux rubans rouge et blanc ? (M. DETRY)**

M. DETRY interpelle le Collège comme suit au sujet des intempéries et de la fermeture des espaces verts par des rubans rouge et blanc :

« Depuis cet été, nous avons été confrontés à plusieurs reprises à des intempéries relevant le niveau d'alerte sur la Région bruxelloise et obligeant ainsi la fermeture des espaces verts et des parcs dans notre commune. De ce que j'ai pu observer, cette fermeture est généralement faite dans les temps, ce qui est positif. Par contre, le procédé - s'il permet sûrement d'être très réactif - reste relativement rudimentaire dans le sens où il s'agit souvent d'un ruban de chantier rouge et blanc tendu entre deux arbres ou deux poteaux. En octobre dernier, alors que les espaces verts devaient être fermés pendant plusieurs jours, j'ai constaté qu'après 24 heures seulement, le ruban du Val d'Or avait été déchiré - je suppose, volontairement - laissant penser, dès lors, que l'accès était disponible. Dans d'autres cas, j'ai remarqué que les rubans avaient été laissés sur place à l'abandon (comme, par exemple, au Neerveld) encore plusieurs semaines après les intempéries, flottant au vent, des morceaux du ruban épargnés dans la végétation. Alors que la commune lutte inexorablement contre la malpropreté, le fait que cela participe, même involontairement, à l'insalubrité de l'espace public paraît quand même inconcevable. Surtout que, sauf erreur de ma part, cela reste des déchets plastiques. A l'heure

d'écrire ces lignes, il y avait toujours un ruban abandonné sur le chemin qui relie l'avenue Marcel Thiry à l'avenue des Briqueteries. Autre exemple : entre la rue de Bretagne et le chemin des Deux Maisons, des rubans sont dans les arbres et volent au vent. Nous avons fait l'acquisition récemment de nouvelles barrières Nadar. Etant conscient qu'il est impossible de tout fermer avec ces moyens-là, comment leur utilisation est-elle priorisée ? Sont-elles utilisées pour ce type de fermetures ? Quel pourcentage du stock est mobilisé dans ces cas de figure ? Un autre avantage des barrières Nadar est qu'elles peuvent servir aussi de support pour mieux informer les riverains, faire de la pédagogie mais aussi donner les informations claires sur la fermeture, surtout si cela s'étend sur plusieurs jours. Parfois, ce n'est pas clair pendant combien de temps le niveau d'alerte est relevé. De manière générale, comment peut-on améliorer la communication envers les citoyens ? Enfin, j'aimerais savoir quel est le protocole défini à destination des services dans ces cas de figure et quelles ont été les instructions données concernant le retrait des rubans. »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Merci pour votre question qui va me permettre de faire un point sur la procédure de fermeture des espaces verts, parcs, aires de jeux et cimetières de notre commune en cas d'alerte aux vents violents. Concrètement, c'est l'Institut royal météorologique de Belgique qui émet une alerte aux vents violents pour un territoire déterminé (souvent une ou plusieurs régions ou provinces). A Bruxelles, il existe une coordination entre l'instance régionale de Bruxelles Environnement et les services communaux. Il est un fait certain que les vents violents ne s'arrêtent pas aux frontières d'une commune, d'une voirie ou d'un parc régional. En cas d'alerte aux vents violents, Bruxelles Environnement analyse celle-ci et prend la décision de fermer les parcs et les espaces verts régionaux sur la base d'une grille d'analyse. Par souci de cohérence, elle nous transmet son alerte et nous nous alignons sur cette fermeture et procédon à la fermeture des parcs, espaces verts, de la partie boisée du stade communal, des plaines de jeux et des cimetières de la commune. La communication se fait simultanément dans la presse écrite et audiovisuelle. Si l'alerte a lieu en semaine, ce sont les ouvriers du service des espaces verts et du stade communal qui sont chargés de procéder à la fermeture de ces espaces. Si l'alerte arrive le week-end ou après les heures de travail des ouvriers, ce sont les concierges du dépôt communal qui doivent œuvrer. Au besoin, du personnel peut être rappelé. A la fin de l'épisode, les services ont pour mission de retirer les rubalises. Il se peut néanmoins qu'une rubalise ait échappé à leur vigilance. Je tiens à préciser que la rubalise au Val d'Or dont il est fait mention dans votre question a été placée par Bruxelles Environnement au niveau de la promenade verte qui est de compétence régionale. Aux Briqueteries, c'est un domaine privé actuellement. Nous essayons de l'intégrer dans l'espace public, ce qui permettra de mieux gérer la communication par rapport à cet espace. Parallèlement à cette fermeture physique, nous annonçons sur le site internet communal et sur les réseaux sociaux la fermeture de nos parcs et espaces verts. Il est précisé la durée de cette fermeture ainsi que les modalités de réouverture, notamment après vérification de l'absence de dégâts. S'il devait y en avoir, l'espace ne sera à nouveau ouvert qu'après sécurisation de celui-ci. Ainsi, lors du dernier épisode venteux, nous avons constaté la chute de deux arbres allée Pierre Levie, ce qui a occasionné un jour de fermeture supplémentaire. Quant aux types de fermeture des espaces verts, il convient de distinguer plusieurs situations différentes qui tiennent principalement à la configuration des lieux :

- les plaines de jeux sont clôturées et peuvent donc être facilement fermées en cas de vents violents ;
- la partie boisée du stade communal (ce que l'on appelle communément la piste Vita) peut être facilement sécurisée par les barrières présentes dans le stade

- communal qui sont fermées par les ouvriers de permanence ;
- les cimetières (celui du Dernier Repos mais aussi celui de Wezembeek-Oppem) sont totalement clôturés et peuvent facilement être fermés ;
 - certains petits squares communaux (ex. : square Joséphine-Charlotte ou Fleur de Blé) : ce sont des petits espaces où des barrières ont été installées et peuvent être déployées en cas de vents violents ;
 - le parc des Sources et le parc de Roodebeek : le service a mis en place un dispositif qui interdit l'accès via les chemins principaux à ces parcs en cas d'épisode tempétueux. Il s'agit de barrières en bois, type forestier, avec panneau mentionnant l'interdiction d'accès. Dans le parc de Roodebeek, la concierge veille également à la fermeture à rue de celui-ci par des barrières, notamment aux entrées de la chaussée de Roodebeek ;
 - pour les espaces verts situés le long de la vallée de la Woluwe ainsi que certains parcs et squares communaux, la situation est beaucoup plus complexe. Si je prends le cas de l'espace vert du parc Malou, si de notre côté, nous avons sécurisé l'accès au parc Malou par la chaussée de Stockel avec une barrière en bois au niveau du chemin principal, il n'en demeure pas moins que tous ces espaces verts communaux ou régionaux ne sont pas clôturés, avec pour conséquence qu'il est toujours possible d'une manière ou d'une autre de franchir le balisage (il suffit parfois de passer entre deux arbres proches du chemin pour le franchir). Dans le cas d'espèce, il est impossible de fermer par des barrières tous les chemins d'accès au parc Malou via l'allée du Stade, l'allée Pierre Levie, etc. Il est impossible de procéder à une fermeture hermétique de ces espaces. C'est pourquoi, pour certains parcs et squares communaux ou régionaux (promenade verte, chemin du Vellemonen et autres), certains accès, plus difficiles à fermer, sont barrés par de la rubalise rouge et blanche par les services communaux, mais également par les services régionaux le long de la Woluwe par exemple. Cette solution permet certes une fermeture rapide et visuelle. Combinée à l'information relayée par voie de presse, sur les médias sociaux et le site internet communal, les piétons sont appelés à respecter les interdictions faites. Il est néanmoins illusoire de croire que l'interdiction sera respectée par tous. C'est pourquoi il n'est pas rare, même en plein épisode venteux, de constater que les rubalisées placées pour sécuriser ces espaces sont déchirées non pas par le vent mais par certains piétons indélicats.

Il en va aussi du bon sens des promeneurs et du respect des messages de prévention et d'interdiction d'accès à certains espaces. Fort heureusement, jusqu'à présent, aucun incident impliquant un piéton n'est à déplorer malgré, parfois, la chute d'arbres lors d'épisodes tempétueux. Il convient également d'ajouter que les patrouilles de police sont particulièrement attentives à faire respecter les interdictions d'accès aux parcs, espaces verts et aires de jeux en cas d'épisode tempétueux. Quant à votre proposition d'utiliser les barrières Nadar pour sécuriser les espaces verts, elle a le mérite au moins d'alimenter notre réflexion. Elle pose cependant un certain nombre de difficultés logistiques liées au transport, à la main d'œuvre à devoir mobiliser, surtout que les alertes que nous recevons de Bruxelles Environnement (et cela tient principalement au fait que les prévisions de vents sont faites au plus proche de l'épisode venteux) sont généralement transmises tardivement et nous imposent de réagir immédiatement sans avoir l'occasion de prévoir les équipes en conséquence. Par ailleurs, eu égard à la typologie de certains de nos espaces verts, je ne suis pas certain que l'utilisation de ces barrières rencontrerait l'effet dissuasif recherché. En effet, comme indiqué, si la barrière bloque l'accès au chemin, il peut être aisément de la contourner en passant par la végétation du bois ou du parc, sans quoi ce seraient des kilomètres de barrières que nous devrions placer autour de nos espaces verts, ce qui a un coût que les communes ne peuvent pas assumer. »

M. DETRY dit comprendre qu'on utilise encore des rubans rouge et blanc quand on ne sait pas faire autrement mais pas que ces rubans restent flotter au vent pendant des semaines.

Slecht weer en sluiting van groene ruimten: geen alternatief voor rood-witte linten? (Dhr. DETRY)

Dhr. DETRY interpelleert het College als volgt over het slechte weer en de sluiting van groene ruimten met rood-witte linten:

"Sinds deze zomer hebben we meermaals te maken gehad met slecht weer, waardoor het alarmniveau in het Brussels Gewest werd verhoogd en we genoodzaakt waren groene ruimten en parken in onze gemeente te sluiten. Voor zover ik heb kunnen vaststellen, worden deze sluitingen meestal op tijd uitgevoerd, wat positief is. Aan de andere kant blijft het proces - hoewel het ons zeker in staat stelt om zeer reactief te zijn - relatief rudimentair in de zin dat het vaak gaat om een rood-wit bouwlint dat tussen twee bomen of twee palen wordt gespannen. Afgelopen oktober, toen de groene ruimten voor meerdere dagen gesloten moesten worden, zag ik dat het lint van Gouddal al na 24 uur was gescheurd - ik neem aan met opzet - wat suggereerde dat er nu toegang was. In andere gevallen zag ik dat de linten enkele weken na het slechte weer waren achtergelaten (zoals bijvoorbeeld op Neerveld), zwevend in de wind, met stukken lint verspreid in de vegetatie. Terwijl de gemeente onverbiddelijk strijd tegen onreinheid, lijkt het nog steeds onvoorstelbaar dat dit, zelfs ongewild, bijdraagt aan de vervuiling van de openbare ruimte. Vooral omdat het, tenzij ik me vergis, nog steeds plastic afval is. Op het moment van schrijven lag er nog steeds een verlaten lint op het pad tussen de Marcel Thirylaan en de Steenbakkerijenlaan. Nog een voorbeeld: tussen de Bretagnestraat en de Tweehuizenweg hangen linten in de bomen en wapperen ze in de wind. We hebben onlangs nieuwe Nadar-hekkens gekocht. Hoe wordt het gebruik van deze hekkens geprioriteerd, aangezien het onmogelijk is om alles met deze hekkens te beveiligen? Worden ze gebruikt voor dit soort sluitingen? Welk percentage van de voorraad wordt in deze gevallen ingezet? Een ander voordeel van de Nadar-hekkens is dat ze ook kunnen worden gebruikt om de omwonenden beter te informeren, om hen voor te lichten maar ook om duidelijke informatie te geven over de afsluiting, vooral als die zich over meerdere dagen uitstrekken. Soms is het niet duidelijk hoe lang het waarschuwingsniveau hoger zal liggen. Hoe kan de communicatie met het publiek in het algemeen worden verbeterd? Tot slot zou ik graag willen weten welk protocol er in deze gevallen voor de diensten is vastgesteld en welke instructies er zijn gegeven met betrekking tot het verwijderen van de linten."

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Bedankt voor uw vraag, die me toelaat een update te geven over de procedure voor het sluiten van groene ruimten, parken, speelpleinen en begraafplaatsen in onze gemeente in geval van een waarschuwing voor harde wind. Praktisch gezien geeft het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België een hoog windalarm uit voor een bepaald gebied (vaak één of meerdere regio's of provincies). In Brussel is er coördinatie tussen de gewestelijke overheid Leefmilieu Brussel en de gemeentelijke diensten. Het is een feit dat harde wind niet stopt aan de grenzen van een gemeente, een weg of een gewestelijk park. Bij een stormwaarschuwing analyseert Leefmilieu Brussel de waarschuwing en neemt het de beslissing om gewestparken en groene ruimten te sluiten op basis van een analyserooster. Om coherent te zijn, stuurt ze ons haar waarschuwing en wij volgen die en sluiten de parken, groene ruimten, de beboste zone van het gemeentelijk stadion, de speelpleinen en begraafplaatsen in de gemeente. Tegelijkertijd wordt informatie gepubliceerd in de geschreven en audiovisuele pers.

Als de waarschuwing tijdens de week valt, zijn de medewerkers van de dienst Groene ruimtes en het gemeentelijk stadion verantwoordelijk voor het sluiten van deze zones. Als het alarm in het weekend of na werktijd van de werknemers binnenkomt, moeten de conciérages van het gemeentelijk depot in actie komen. Indien nodig kan het personeel worden opgeroepen. Aan het einde van de episode zijn de diensten verantwoordelijk voor het verwijderen van de linten. Het is echter mogelijk dat een stukje lint aan hun aandacht is ontsnapt. Ik zou willen verduidelijken dat de Gouddal-markering waarnaar in uw vraag wordt verwezen, door Leefmilieu Brussel werd geplaatst op de groene wandeling, die onder de gewestelijke bevoegdheid valt. Op de Steenbakkerijenlaan is het momenteel een privédomein. We proberen het te integreren in de openbare ruimte, waardoor we de communicatie over dit gebied beter kunnen beheren. Tegelijk met deze fysieke sluiting kondigen we de sluiting van onze parken en groenzones aan op de gemeentelijke website en op sociale netwerken. De duur van de sluiting is vastgelegd, net als de procedures voor heropening, met name na controle of er geen schade is. Als er schade is, wordt het gebied pas heropend nadat het veilig is gemaakt. Tijdens de laatste winderige periode zijn er bijvoorbeeld twee bomen omgevallen in de Pierre Leviedreef, waardoor het gebied een dag langer gesloten was. Als het gaat om het afsluiten van groene ruimten, zijn er verschillende situaties, voornamelijk afhankelijk van de indeling van het terrein:

- speeltuinen zijn omheind en kunnen dus gemakkelijk worden afgesloten in geval van sterke wind;
- het beboste deel van het gemeentelijk stadion (beter bekend als het Vita-pad) kan gemakkelijk worden beveiligd door de slagbomen binnen het gemeentelijk stadion, die worden gesloten door de dienstdoende arbeiders;
- de begraafplaatsen (Laatste Rust en Wezembeek-Oppem) zijn volledig omheind en kunnen gemakkelijk worden afgesloten;
- bepaalde kleine gemeentelijke pleinen (bijvoorbeeld de Josephine-Charlettesquare of Korenbloem): dit zijn kleine ruimtes waar slagbomen zijn geïnstalleerd en die kunnen worden ingezet in geval van harde wind;
- Bronnenpark en Roodebeekpark: de dienst heeft een systeem opgezet om de toegang tot deze parken via de hoofdwegen te verhinderen in geval van stormweer. Het gaat om houten barrières, bostype, met een bord waarop staat dat de toegang verboden is. In het Roodebeekpark zorgt de conciérge er ook voor dat het park van de straat wordt afgesloten met slagbomen, vooral aan de ingangen van de Roodebeeksteenweg;
- voor de groene ruimtes langs de Woluwevallei en voor bepaalde gemeentelijke parken en pleinen is de situatie veel complexer. In het geval van de groene ruimte het Maloupark hebben we weliswaar de toegang tot het Maloupark via de Stokkelsesteenweg beveiligd met een houten barrière ter hoogte van het hoofdpad, maar het blijft een feit dat al deze gemeentelijke of gewestelijke groenzones niet omheind zijn, zodat het altijd mogelijk is om op een of andere manier de markeringen te overschrijden (soms volstaat het om tussen twee bomen in de buurt van het pad door te gaan om het over te steken). In dit geval is het onmogelijk om alle toegangswegen naar het Maloupark via de Stokkelsesteenweg, de Pierre Leviedreef, enz. af te sluiten met hekkens. Deze zones kunnen niet hermetisch worden afgesloten. Daarom worden voor bepaalde gemeentelijke of gewestelijke parken en pleinen (groene wandeling, Vellemolenweg, enz.) bepaalde toegangen, die moeilijker af te sluiten zijn, door de gemeentelijke diensten, maar bijvoorbeeld ook door de gewestelijke diensten langs de Woluwe, afgezet met rood-wit lint. Deze oplossing zorgt zeker voor een snelle en visuele afsluiting. In combinatie met de informatie in de pers, op sociale media en op de gemeentelijke website, worden voetgangers aangespoord om de verboden te respecteren. Het is echter niet realistisch om te

verwachten dat iedereen het verbod respecteert. Daarom is het niet ongewoon, zelfs op het hoogtepunt van een winderige periode, om vast te stellen dat de linten die zijn opgehangen om deze zones veilig te maken, niet door de wind maar door enkele onvoorzichtige voetgangers worden verscheurd.

Het is ook een kwestie van gezond verstand van de wandelaars en van het respecteren van preventieberichten en verboden om bepaalde gebieden te betreden. Gelukkig zijn er tot nu toe geen incidenten geweest waarbij voetgangers betrokken waren, ondanks het feit dat er af en toe een boom omviel tijdens stormachtig weer. Er moet ook aan worden toegevoegd dat politiepatrouilles bijzonder waakzaam zijn bij het handhaven van de toegangsverboden tot parken, groene ruimten en speelterreinen tijdens stormachtig weer. Wat betreft uw voorstel om Nadar-hekkens te gebruiken om groene ruimten veiliger te maken, dat heeft op zijn minst de verdienste dat het ons stof tot nadenken geeft. Het brengt echter wel een aantal logistieke problemen met zich mee op het gebied van transport en de benodigde mankracht, vooral omdat de waarschuwingen die we van Leefmilieu Brussel krijgen (vooral omdat de windvoorspellingen zo dicht mogelijk bij de windsepisode worden gedaan) over het algemeen laat worden doorgegeven en we onmiddellijk moeten reageren zonder de gelegenheid te hebben om de teams dienovereenkomstig te plannen. Bovendien ben ik er, gezien de aard van sommige van onze groene ruimten, niet zeker van dat het gebruik van deze hekkens het gewenste afschrikende effect zou hebben. Sterker nog, zoals gezegd, als de hekkens de toegang tot het pad blokkeert, kan het gemakkelijk zijn om de hekkens te omzeilen door de begroeiing van het bos of het park te gaan, anders zouden we kilometers aan barrières rond onze groene ruimten moeten plaatsen, wat een kostenpost is die de gemeenten zich niet kunnen veroorloven."

Dhr. DETRY zegt dat hij begrijpt dat rood-witte linten nog steeds worden gebruikt als het echt niet anders kan, maar hij begrijpt niet dat deze linten wekenlang in de wind moeten blijven zweven.

Eric Bott entre en séance / treedt in zitting.

Amélie Pans entre en séance / treedt in zitting.

Michaël Loriaux entre en séance / treedt in zitting.

Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.

Charles Six quitte la séance / verlaat de zitting.

Adélaïde de Patoul quitte la séance / verlaat de zitting.

19.02.2024/A/0020 **Violence et insécurité croissantes dans les logements sociaux. (M. DETRY)**

M. DETRY interpelle le Collège comme suit concernant la violence et l'insécurité croissantes dans les logements sociaux :

« L'interpellation récente du ministre-président par les Sociétés Immobilières de Service Public en Région bruxelloise, dont fait partie l'Habitation Moderne, est très inquiétante. Elle met la lumière sur un quotidien empreint de dégradations, de menaces, d'insécurité et parfois même de violence pour les locataires et les travailleurs des logements sociaux dont elles s'occupent. Les SISP se sentent démunies face à une situation qui les dépasse et elles le font savoir. Bien évidemment, toutes les communes ne sont pas logées à la même enseigne et on peut espérer que Woluwe-Saint-Lambert soit relativement épargnée par rapport à d'autres localités en Région bruxelloise. Il n'empêche qu'on ne peut pas dire non plus que ces phénomènes sont totalement inexistant sur notre territoire. Quand vous parlez à des riverains qui vivent dans les logements sociaux de notre commune, les faits rapportés ne manquent pas.

Dans certains quartiers, les plus chanceux ne subissent « que » la malpropreté et des nuisances mineurs quotidiennes, ce qui est déjà très problématique. Pendant tout un temps, d'ailleurs, le Mont Saint-Lambert était un point noir sur cette question. Mes questions sont les suivantes :

- Comment analysez-vous la situation sur ce plan sur les sites gérés par l'Habitation Moderne ? Partagez-vous l'inquiétude relayée par les Sociétés Immobilières ? Quels sont vos indicateurs de référence pour juger de la situation générale (plaintes, interventions de la police, autres) ? Quels sont les phénomènes principaux constatés ? Existe-t-il des lieux plus problématiques que d'autres ? Si oui, lesquels ?
- Quelles sont les mesures de prévention des phénomènes d'insécurité et de violence mises en place ? Comment réagit-on si la prévention a échoué ? »

M. MAINGAIN répond que par rapport à ce qui se passe à Bruxelles, à Anvers et ailleurs en rapport avec le trafic de drogues, les mafias, etc., les autorités locales interpellent régulièrement les ministres de la Justice et de l'Intérieur pour attirer leur attention sur l'augmentation de la criminalité et les prévenir qu'un jour, il pourrait y avoir des faits graves. Il signale que seul un conteneur sur mille est contrôlé au port d'Anvers. Il ajoute qu'avec une diminution drastique des effectifs de la police fédérale et un manque de magistrats au Parquet de Bruxelles, nous sommes dépassés par ces réseaux mafieux internationaux. Il attire également l'attention sur le fait que l'on a demandé le détachement d'officiers spécialisés vers la police fédérale, ce qui a déforcé la police locale. Par rapport aux faits qui se sont déroulés à Anvers, il signale qu'il y a eu un renfort de la police fédérale et bruxelloise. Il fait remarquer que Bruxelles ploie sous le travail mais n'a toujours pas de procureur du Roi à titre définitif car il est impensable pour les Flamands que l'on ait un procureur du Roi francophone alors qu'on a déjà un procureur général francophone. Il pointe du doigt un bashing anti-Bruxelles. Il affirme qu'au niveau local, les bourgmestres assument, qu'ils ne maîtrisent pas tout mais obtiennent quand même des résultats. Il explique que l'on organise des réunions de coordination de sécurité une fois par mois avec divers intervenants (service Prévention, police, Habitation Moderne...) sur la base d'indicateurs qui viennent de la zone de police mais aussi de témoignages des habitants et de constats réalisés par le service Prévention et l'Habitation Moderne. Il précise que ces réunions sont très systématiques et très efficaces et que cela permet à la police d'avoir une connaissance fine d'un certain nombre de faits. Il se réjouit de la bonne collaboration entre le service Prévention et les services de police qui échangent des données et des bonnes pratiques concernant tant l'Habitation Moderne que le site de l'UCL. Il signale que l'on a imposé que l'on sécurise de manière passive certains bâtiments de l'Habitation Moderne mais que régulièrement, il y a des dégradations qui sont commises, ce qui impose des remises en état permanentes. Il ajoute que les services de police visitent régulièrement les sites de l'Habitation Moderne et adressent des recommandations. Il demande aux services de police de ne pas céder au laxisme et de faire preuve de réactivité dès que de petits faits sont constatés. Il évoque une très bonne opération policière menée fin 2022 par rapport à des faits de drogue sur le site Galaxie-Andromède. Il affirme qu'il s'agit d'un travail permanent d'observation qui est très utile. Il mentionne également les caméras de surveillance qui sont très utiles à la police. Il précise qu'il est quasiment impossible d'entrer ou de sortir du territoire communal sans être pris un moment dans le champ d'une caméra de surveillance et que l'on renouvelle le parc avec une technologie qui fait que même de nuit, c'est net comme si on était en plein jour et il n'y a plus d'angle mort. Il rappelle qu'il y a eu peu d'incidents pendant la nuit de Saint-Sylvestre mais que la police exploite les images des caméras pour identifier les auteurs de petits délits (poubelles mises à feu...). Il

explique qu'il n'y a pas de reconnaissance faciale mais que par exemple en cas de vol avec violence, la victime donne un descriptif de l'auteur des faits et toutes les caméras du quartier peuvent donner dans un très bref délai les images qui correspondent aux indices donnés par la victime. Il annonce que la zone de police Montgomery a quasiment un cadre opérationnel complet et aura bientôt un cadre complet. Il en conclut que l'on a des moyens, que l'on est vigilant mais que cela ne veut pas dire que l'on ne connaîtra jamais un évènement grave. Il évoque également tout le travail de prévention, notamment à l'antenne à Andromède où un excellent travail, mené en collaboration avec le service de la Jeunesse, vise les jeunes dans la tranche d'âge de 16 à 30 ans qui ne fréquentent plus les maisons de jeunes et risquent de basculer vers la délinquance suite à un décrochage scolaire ou professionnel. Il affirme que tout ce travail de terrain de proximité (éducateurs de rue, pôle insertion) permet de ramener vers la vie civile responsable un certain nombre de jeunes exposés aux tentations. Il espère pouvoir créer d'autres antennes, dans d'autres quartiers, au cours de la prochaine mandature. Il ajoute qu'il y a un plan coordonné d'action Habitation Moderne / police / Prévention pour le site Andromède-Galaxie. Il relève une bonne maîtrise de la situation au niveau des logements sociaux à Woluwe-Saint-Lambert et constate que l'on n'y est pas confronté à des groupes mafieux.

M. DETRY se dit d'accord avec le fait que le risque zéro n'existe pas.

Toenemende geweld en onveiligheid in sociale woningen. (Dhr. DETRY)

Dhr. DETRY interpelleert het College als volgt over toenemende geweld en onveiligheid in sociale woningen:

"De recente interpellatie van de minister-president door de OVM'S van het Brussels Gewest, waartoe ook de Moderne Woning behoort, is zeer verontrustend. Ze werpt een licht op een dagelijks leven dat gekenmerkt wordt door schade, bedreigingen, onveiligheid en soms zelfs geweld voor de huurders en arbeiders van de sociale woningen die ze beheren. De OVM's voelen zich machteloos tegenover een situatie die hen boven het hoofd hangt, en dat laten ze weten ook. Natuurlijk zitten niet alle gemeenten in hetzelfde schuitje en het is te hopen dat Sint-Lambrechts-Woluwe relatief ongedeerd is in vergelijking met andere gemeenten in het Brussels Gewest. Toch kunnen we ook niet zeggen dat deze fenomenen in onze gemeente niet voorkomen. Als men praat met de bewoners van de sociale woningen in onze gemeente, is er geen gebrek aan incidenten. In sommige buurten hebben diegenen die geluk hebben "slechts" te lijden onder de dagelijkse overlast van vuil en kleine ergernissen, wat al een groot probleem is. Sint-Lambertusberg was lange tijd een zwarte vlek in dit opzicht. Mijn vragen luiden als volgt:

- Wat is uw analyse van de situatie op de door de Moderne Woning beheerde locaties? Deelt u de bezorgdheid van de vastgoedmaatschappijen? Wat zijn uw maatstaven voor de beoordeling van de algemene situatie (klachten, politieoptreden, enz.)? Wat zijn de belangrijkste waargenomen verschijnselen? Zijn sommige locaties problematischer dan andere? Zo ja, welke?
- Welke maatregelen zijn er genomen om onveiligheid en geweld te voorkomen? Hoe reageren we als preventie heeft gefaald?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat met betrekking tot wat er gebeurt in Brussel, Antwerpen en elders in verband met drugshandel, maffia's, enz., de lokale autoriteiten regelmatig een beroep doen op de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken om hun aandacht te vestigen op de toename van de criminaliteit en hen te waarschuwen dat er zich op een dag ernstige incidenten zouden kunnen voordoen. Hij wijst erop dat

slechts één container op duizend wordt gecontroleerd in de haven van Antwerpen. Hij voegt eraan toe dat met een drastische vermindering van het aantal federale politieagenten en een tekort aan magistraten bij het Brussels parket, we overspoeld worden door deze internationale maffianetwerken. Ook vestigt hij de aandacht op het feit dat er een verzoek is ingediend om gespecialiseerde agenten te detacheren bij de federale politie, waardoor de lokale politie in een scheve situatie is komen te verkeren. Met betrekking tot de gebeurtenissen in Antwerpen wijst hij erop dat er versterking van de federale en Brusselse politie werd gestuurd. Hij wijst erop dat Brussel totaal overbelast is, maar nog steeds geen vaste procureur des Konings heeft, omdat het voor de Vlamingen ondenkbaar is om een Franstalige procureur des Konings te hebben als er al een Franstalige procureur-generaal is. Hij wijst met de vinger naar anti-Brussel bashing. Hij beweert dat op lokaal niveau de burgemeesters hun verantwoordelijkheid nemen, dat ze niet alles controleren maar toch resultaten boeken. Hij legt uit dat er één keer per maand veiligheidscoördinatievergaderingen worden georganiseerd met verschillende belanghebbenden (dienst Preventie, politie, Moderne Woning, enz.) op basis van indicatoren van de politiezone, maar ook van verhalen van de bewoners en observaties van de dienst Preventie en de Moderne Woning. Hij wijst erop dat deze bijeenkomsten zeer systematisch en zeer doeltreffend zijn en dat de politie hierdoor een gedetailleerde kennis heeft van een aantal feiten. Hij is tevreden over de goede samenwerking tussen de dienst Preventie en de politiediensten, die informatie en goede praktijken uitwisselen, zowel wat de Moderne Woning als de UCL-site betreft. Hij wijst erop dat voor bepaalde gebouwen van de Moderne Woning passieve beveiliging is opgelegd, maar dat er regelmatig schade wordt aangericht, zodat er voortdurend reparaties moeten worden uitgevoerd. Hij voegt eraan toe dat de politie regelmatig de Moderne Woning-locaties bezoekt en aanbevelingen doet. Hij vraagt de politie niet toe te geven aan laksheid en snel te reageren op kleine incidenten. Hij noemt een zeer goede politieactie die eind 2022 is uitgevoerd in verband met drugsgerelateerde incidenten op de locatie Galaxie-Andromeda. Hij stelt dat dit een permanente observatieoperatie is die zeer nuttig is. Hij noemt ook de bewakingscamera's, die zeer nuttig zijn voor de politie. Hij wijst erop dat het vrijwel onmogelijk is om het gemeentelijk grondgebied te betreden of te verlaten zonder even in het veld van een bewakingscamera te staan en dat het park wordt vernieuwd met technologie waardoor het zelfs 's nachts net zo duidelijk is als overdag en er geen dode hoeken zijn. Hij wijst erop dat er weinig incidenten waren tijdens oudejaarsavond, maar dat de politie de camerabeelden gebruikt om de daders van kleine criminaliteit te identificeren (vuilnisbakken in brand steken, enz.). Hij legt uit dat er geen gezichtsherkenning is, maar dat in het geval van bijvoorbeeld een gewelddadige overval, het slachtoffer een beschrijving van de dader geeft en dat alle camera's in het gebied heel snel beelden kunnen leveren die overeenkomen met de aanwijzingen van het slachtoffer. Hij kondigt aan dat de politiezone Montgomery bijna een volledig operationeel kader heeft en binnenkort een volledig kader zal hebben. Hij concludeert hieruit dat we de middelen hebben, dat we waakzaam zijn, maar dat dit niet betekent dat we nooit een ernstige gebeurtenis zullen meemaken. Hij noemt ook al het preventiewerk, met name in de antenne in Andromeda, waar uitstekend werk wordt verricht in samenwerking met de dienst Jeugd, gericht op jongeren in de leeftijd van 16 tot 30 jaar die niet meer naar jeugdcentra gaan en het risico lopen in de criminaliteit te belanden als gevolg van school- of werkuitval. Hij beweert dat al dit werk aan de basis (straathoekwerkers, integratiecentrum) helpt om een bepaald aantal jongeren die aan verleidings zijn blootgesteld terug te brengen naar een verantwoordelijk burgerleven. Hij hoopt tijdens de volgende ambtstermijn andere antennes in andere wijken te kunnen opzetten. Hij voegt eraan toe dat er een gecoördineerd actieplan Moderne Woning / politie / Preventie is voor de site Andromeda-Galaxie. Hij merkt op dat de sociale huisvestingssituatie in Sint-Lambrechts-Woluwe goed onder controle is en dat er geen maffiagroepen in de buurt

zijn.

Dhr. DETRY is het ermee eens dat een nulrisico niet bestaat.

Charles Six entre en séance / treedt in zitting.

Adelaïde de Patoul entre en séance / treedt in zitting.

19.02.2024/A/0021

**Pourquoi le petit bois des Floralies est-il fermé aux promeneurs du quartier ?
(M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant la fermeture du petit bois des Floralies aux promeneurs du quartier :

« Lors du Conseil communal du 19 décembre 2022, je suis déjà intervenu au sujet de ce projet en regrettant que les habitants à l'origine du projet aient été écartés de sa réalisation. Suite aux nouvelles interrogations qui m'ont été adressées par des riverains, je ne peux que répéter mon intervention d'il y a plus d'un an. Ma compréhension d'un budget participatif est que les porteurs de projet et le quartier devraient rester impliqués à chaque étape jusqu'à la réalisation ! Cela semble évident et ce devrait être une ligne de conduite à suivre. Le projet, voté par les habitants dans le cadre du budget participatif 2021, avait pour but de « *protéger et valoriser la faune et la flore urbaine du petit bois des Floralies, tout en l'intégrant harmonieusement à la vie du quartier* ». Un corridor écologique (environ 45 % de la surface du bois) était prévu pour protéger la nature, tout en gardant une grande partie des sentiers. Aujourd'hui, le bois est clôturé par des ganivelles de 1 m 50 ininterrompues. Une grille en métal (ouverte, il est vrai) donne accès au seul un chemin permettant de le traverser, sans plus. Résultat : plus de 80 % de la surface du bois est fermée et 2/3 des sentiers sont inaccessibles. Il y a un an, il avait été question d'un panneau didactique et celui-ci est toujours absent alors qu'il serait simple d'y afficher des informations et des explications à l'attention du public.

Je souhaite poser les questions suivantes au Collège :

1. Comment est gérée la communication vers les riverains alors que certains se sont donné la peine d'écrire au Collège mais n'ont jamais reçu de réponse ?
2. Quelles sont les raisons d'une fermeture quasi-complète alors que ce « petit bois » était un lieu précieux pour les habitants qui en prenaient soin, comme en témoignait l'absence ou la quasi-absence de dépôts clandestins ?
3. N'est-ce pas une erreur de tenir fermé un espace convivial qui devrait être placé sous la garde bienveillante de ses usagers présents et futurs ?
 - o S'il s'agit de favoriser la participation des habitants, il paraît absurde de faire cela sans explications et sans communication vers eux ;
 - o S'il s'agit de raisons liées à la protection de la nature, pourquoi ne pas l'aménager dans le respect de la biodiversité avec un partage de l'espace pensé pour que les enfants et les promeneurs de chiens puissent cohabiter harmonieusement, comme prévu initialement ?
 - o S'il s'agit de raisons de sécurité, fermer cet espace ne contribue pas à maintenir un contrôle social, alors que ce bois était fréquenté quotidiennement ;
4. Le projet initial était caractérisé par un aménagement respectueux du cadre naturel au bénéfice de tous. Le mérite de ce petit bois est d'avoir évolué spontanément et seule sa conservation respectueuse était demandée. Comment justifiez-vous l'inadéquation entre les aménagement réalisés et le projet porté par de nombreux riverains réunis dans une initiative de budget participatif ?

5. Une question m'intrigue personnellement : dans cet espace vert regénéré spontanément, pourquoi le service tient-il à planter 13 espèces d'arbustes et pire, y introduire une espèce exotique et invasive qui concurrence la flore indigène : le Mahonia à feuilles de houx (*Berberis aquifolium*), alors que le houx sauvage (*Ilex aquifolium*), une espèce indigène, y prospère spontanément, comme j'ai pu le constater ?
6. Le projet initial se basait sur un budget de 18.000 EUR. Les services techniques l'ont porté à 45.100 EUR. A combien se montent les coûts actuels et combien faudra-t-il pour terminer le chantier ?
7. Pour terminer, qui a ou aura la responsabilité de sa gestion et comment est-ce organisé ? Allez-vous proposer une convention aux habitants qui ont initié le projet ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Il est incorrect d'affirmer que les porteurs de projet n'ont pas été informés du suivi de leur projet. En effet, que cela soit par le service communal des espaces verts qui a géré ce dossier ou par le bourgmestre ou moi-même lors de rencontres sollicitées par les porteurs de projet, nous avons apporté les éléments à ceux-ci concernant ce dossier. Une rencontre est encore fixée très prochainement, suite à une interpellation que nous avons reçue de les recevoir quasi toutes affaires cessantes. De manière générale, sur le suivi des dossiers en lien avec le budget participatif, le Collège désigne le service qui est chargé du suivi de ceux-ci. Il appartient alors aux techniciens de prendre contact avec les porteurs de projet pour les informer de la mise en œuvre de leur projet et de la temporalité de réalisation de celui-ci. Ils indiquent également au porteur de projet les éventuelles adaptations nécessaires du projet, notamment pour des raisons techniques. En outre, il est incorrect de dire que le petit bois des Floralies est fermé aux promeneurs. En effet, le projet introduit visait d'une part à aménager le cheminement entre la rue des Floralies et l'avenue Charles de Thiennes et avait (je cite le contenu de la demande) « *pour but de protéger et valoriser la faune et flore urbaine du petit bois des Floralies, tout en l'intégrant harmonieusement à la vie du quartier. Le projet qui fait suite à l'« interpellation citoyenne » du 30 juin 2020, n'a pas pour but de créer un parc ; il s'agit d'aménager le petit bois pour l'agrément des habitants du quartier qui le fréquentent au quotidien, tout en lui gardant son caractère sauvage, en cohérence avec la gestion non-interventionniste recommandée par Natagora* ». Le cheminement entre les rues des Floralies et Charles de Thiennes a été réalisé par les services communaux, conformément au permis d'urbanisme que nous avons obtenu de la part de la Région et conformément aux souhaits des porteurs de projet. Il convient de souligner que l'aménagement réalisé va plus loin en matière d'accessibilité que ce que prévoyait initialement le projet. C'est tout à fait logique en ce que les porteurs de projet ne sont pas des techniciens spécialisés dans les aménagements publics. Ils proposent le principe de la rampe d'accès, les services communaux déposent un dossier qui rencontre les prescriptions applicables en la matière et procèdent à la réalisation des travaux. Sur les cheminements intérieurs initialement prévus par les riverains, il convient de rappeler également les points d'attention que les services techniques ont formulés dans le cadre de leur avis préalable à la décision du Conseil de la vie associative de déclarer le dossier recevable pour le vote des citoyens (je cite) : « *Le projet se situe dans la zone de l'éco-quartier Saint-Lambert (quartier écologique et en transit) souhaité par la commune dans sa déclaration de politique générale. Il est important que ce projet ne serve pas uniquement de zone de récréation mais renforce également le maillage vert à l'échelle du quartier. En application de l'arrêté du gouvernement bruxellois du 13/11/2008, dit « de minime importance » [qui, pour rappel, a été changé depuis lors], les travaux sont partiellement dispensés d'une*

demande Permis d'Urbanisme en vertu des dispositions reprises au Chapitre VII, articles 20 et 21. Le placement de panneaux didactiques pourrait être soumis à un Permis d'Urbanisme selon leurs emplacements et dimensions. La division Espaces verts attire l'attention sur la forte sous-estimation du budget à allouer (45.100 €, au lieu des 18.030 € avancés). Le projet doit encore faire l'objet d'une analyse juridique et urbanistique approfondie en ce qui concerne notamment la protection du droit de propriété de la commune. »

Ces points d'attention étaient connus de tous et publiés sur la plateforme du budget participatif de la commune. Comme indiqué par les porteurs de projet, il ne convient pas de faire de ce bois un parc. Or, force a été de constater que le bois était particulièrement fréquenté, j'oserais même dire surfréquenté, notamment par différents promeneurs et personnes qui utilisaient la zone comme espace pour chiens en liberté ou comme espace récréatif, engendrant des nuisances pour l'environnement. On constate un appauvrissement de cet espace vert. Par ailleurs, le souci des porteurs de projet, partagé par la commune, de préserver la biodiversité doit également être rencontré. Or, si vous vous êtes rendu sur place, il convient de constater que la zone se dégrade fortement, notamment en raison du piétinement et du fait que l'une ou l'autre personne, pensant bien faire, entretient de manière inappropriée ce petit bois, sans aucune demande de notre part, et surtout en inadéquation avec la gestion non interventionniste recommandée par Natagora, alors que c'était là le souhait des porteurs du projet. Des mesures de protection ont donc été mises en place afin de laisser la possibilité à la végétation spontanée de régénérer les espaces et permettre au petit bois de préserver et de regagner sa biodiversité. Pendant le temps de cette régénération qui pourra prendre plusieurs mois, au rythme de la nature, cette partie du bois est inaccessible. Ces mesures rencontrent d'une part l'objectif défendu par les porteurs de projet ainsi que les points d'attention soulevés par les services communaux dans le cadre de la procédure liée au budget participatif. Quant aux plantations dont vous faites état dans votre question, il convient de souligner qu'elles ont été validées par les services de la Région dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme. En effet, nous avions proposé diverses plantations, dont celle visée par votre question, qui ont été examinées et nous n'avons reçu aucun retour négatif de la Région quant à la présence d'une espèce soi-disant toxique ou invasive. Quant à votre question relative au montant des travaux, initialement prévu par les porteurs de projet à 18.000 EUR, le service des espaces verts, dans son avis initial, l'a réévalué à 45.000 EUR. La mise en œuvre de la rampe d'accès, du chemin ainsi que de la clôture de sécurisation a coûté 44.674 EUR TVAC. »

M. VAN der AUWERA demande si la barrière qui barre l'accès au bois a été placée après qu'il y ait eu du défrichage sauvage.

M. JAQUEMYNS répond que c'est le cas, qu'il y est encore allé ce week-end et que c'est devenu une zone morte. Il a constaté qu'au plus près des cheminements, il y a des endroits où il n'y a plus une once d'herbe.

M. VAN der AUWERA demande si c'est dû au fait qu'il y a eu un projet sur ce lieu qui a suscité des vocations.

M. JAQUEMYNS répond que c'est peut-être le cas, qu'il ne sait pas quelle est la cause mais qu'il faut laisser la nature reprendre ses droits. Il fait remarquer qu'il est léger d'affirmer qu'il n'y a eu aucune réponse de la part de la commune.

M. VAN der AUWERA confirme qu'une habitante qui n'est pas dans ces groupes n'a pas reçu de réponse.

M. JAQUEMYNS invite M. VAN der AUWERA à lui communiquer son nom après la séance.

M. VAN der AUWERA demande ce qu'il est prévu quant à la gestion du lieu à l'avenir.

M. JAQUEMYNS répond que pour l'instant, on laisse la nature reprendre ses droits et qu'ensuite, il faudra préciser cela avec les auteurs du projet, lors d'une prochaine réunion.

M. VAN der AUWERA demande si une gestion par les habitants est envisageable.

M. JAQUEMYNS répond que ce n'est pas exclu, sur certains aspects.

Waarom is het kleine bos van Floralieën gesloten voor lokale wandelaars? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de afsluiting van het kleine bos van Floralieën voor lokale wandelaars:

"In de Gemeenteraadsvergadering van 19 december 2022 heb ik al gesproken over dit project, waarbij ik heb aangegeven het te betreuren dat de bewoners die achter het project stonden, zijn uitgesloten van de uitvoering. In antwoord op verdere vragen van buurtbewoners kan ik alleen maar mijn opmerkingen van meer dan een jaar geleden herhalen. Mijn opvatting van een participatieve begroting is dat de projectdragers en de buurt betrokken moeten blijven bij elke fase tot aan de voltooiing! Dit lijkt voor de hand te liggen en zou een te volgen richtlijn moeten zijn. Het doel van het project, dat door de bewoners werd goedgekeurd als onderdeel van de participatieve begroting voor 2021, was om "*de fauna en flora van het bosje Floralieën te beschermen en te verbeteren door het harmonieus te integreren in het leven van de buurt*". Er werd een ecologische corridor gepland (die ongeveer 45% van de oppervlakte van het bos beslaat) om de natuur te beschermen en tegelijkertijd een groot deel van de wandelpaden te behouden. Vandaag wordt het bos omsloten door 1,50 m dikke ononderbroken ganivellen. Een metalen hek (open, dat is waar) geeft toegang tot het enige pad dat er doorheen loopt, maar meer ook niet. Als gevolg daarvan is meer dan 80% van het bos gesloten en is 2/3 van de paden ontoegankelijk. Een jaar geleden was er sprake van een educatief paneel, maar dat ontbreekt nog steeds, terwijl het een eenvoudige zaak zou zijn om informatie en uitleg voor het publiek op te hangen.

Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. Hoe verloopt de communicatie met de omwonenden, aangezien sommige mensen de moeite hebben genomen om het College aan te schrijven, maar nooit een antwoord hebben ontvangen?
2. Wat zijn de redenen voor de bijna volledige sluiting, terwijl dit "bosje" een waardevolle plek was voor de bewoners die er zorg voor droegen, zoals blijkt uit de afwezigheid of vrijwel afwezigheid van sluikstorten?
3. Zou het niet verkeerd zijn om een gezellige ruimte gesloten te houden die onder de welwillende zorg van de huidige en toekomstige gebruikers zou moeten vallen?
 - Als het de bedoeling is om de bewoners aan te moedigen zich in te zetten, lijkt het absurd om dit te doen zonder uit te leggen waarom en zonder met hen te communiceren;
 - Als het gaat om het beschermen van de natuur, waarom dan niet ontwikkelen op een manier die de biodiversiteit respecteert, met een

- indeling van de ruimte die zo is ontworpen dat kinderen en hondenuitlaters harmonieus samen kunnen leven, zoals oorspronkelijk gepland?
- Als het een kwestie van veiligheid is, draagt het afsluiten van dit gebied niet bij aan de sociale controle, ook al werd dit bos dagelijks gebruikt;
4. Het oorspronkelijke project werd gekenmerkt door een respectvolle ontwikkeling van de natuurlijke omgeving ten voordele van iedereen. De verdienste van dit bosje is dat het spontaan is ontstaan en het enige wat gevraagd werd, was het respectvolle behoud ervan. Hoe rechtvaardigt u de wanverhouding tussen de uitgevoerde landschapsarchitectuur en het project dat door een groot aantal buurtbewoners werd voorgesteld in het kader van een participatief begrotingsinitiatief?
 5. Een vraag die mij persoonlijk verbaast: waarom staat de dienst erop om in deze spontaan geregenereerde groene ruimte 13 soorten struiken te planten en, erger nog, een exotische en invasieve soort te introduceren die concurreert met de inheemse flora: de hulstbladige Mahonia (*Berberis aquifolium*), terwijl de wilde hulst (*Ilex aquifolium*), een inheemse soort, daar spontaan gedijt, zoals ik heb kunnen observeren?
 6. Het oorspronkelijke project was gebaseerd op een budget van 18.000 EUR. De technische diensten hebben dit verhoogd tot 45.100 EUR. Wat zijn de huidige kosten en hoeveel zal het kosten om het project te voltooien?
 7. Tot slot, wie is of wordt verantwoordelijk voor het beheer en hoe wordt het georganiseerd? Gaat u een overeenkomst voorstellen aan de bewoners die het project hebben geïnitieerd?"

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt als volgt:

"Het is onjuist om te stellen dat de projectdragers niet op de hoogte zijn gebracht van de follow-up van hun project. Of het nu via de gemeentelijke dienst Groene ruimtes was, die het project beheerde, of via de burgemeester of mijzelf tijdens bijeenkomsten die door de projectdragers waren aangevraagd, we hebben hen wel degelijk informatie gegeven over het project. Er is een nieuwe vergadering gepland voor de zeer nabije toekomst, na een verzoek dat we hebben ontvangen om hen bijna onmiddellijk te ontmoeten. Over het algemeen wijst het College de dienst aan die verantwoordelijk is voor de follow-up van de aanvragen met betrekking tot de participatieve begroting. Het is vervolgens aan de technici om contact op te nemen met de projectdragers om hen te informeren over de uitvoering van hun project en het tijdschema voor de voltooiing ervan. Ze informeren de projectdrager ook over eventuele aanpassingen van het project, vooral om technische redenen. Bovendien is het onjuist om te beweren dat het kleine bos van Floralieën gesloten is voor wandelaars. Het ingediende project had namelijk tot doel het pad tussen de Floraliënstraat en de Charles de Thienneslaan te ontwikkelen en had tot doel (ik citeer uit de aanvraag) "*de fauna en flora van het bosje Floraliën te beschermen en te verbeteren door het harmonieus te integreren in het leven van de buurt. Het project heeft niet tot doel een park aan te leggen. Het gaat erom het kleine bos te ontwikkelen voor het plezier van de inwoners van de wijk die er dagelijks gebruik van maken, met behoud van het wilde karakter ervan, overeenkomstig het door Natagora aanbevolen non-interventionistische beheer*". Het pad tussen de Floraliënstraat en de Charles de Thienneslaan is aangelegd door de gemeentelijke diensten, in overeenstemming met de bouwvergunning die we van het Gewest hebben gekregen en de wensen van de projectdragers. Het is vermeldenswaard dat de voltooide ontwikkeling op het vlak van toegankelijkheid verder gaat dan het project aanvankelijk voorzag. Dit is volkomen logisch aangezien de projectdragers geen technici zijn die gespecialiseerd zijn in openbare voorzieningen. Ze stellen het principe van de toegangshelling voor, de gemeentelijke

diensten dienen een dossier in dat voldoet aan de toepasselijke vereisten op dit gebied en voeren de werken uit. Met betrekking tot de interne paden die aanvankelijk door de buurtbewoners waren gepland, is het ook de moeite waard om te herinneren aan de aandachtspunten die de technische diensten hebben geformuleerd in het kader van hun advies voorafgaand aan de beslissing van de Raad voor het verenigingsleven om de aanvraag ontvankelijk te verklaren voor de stemming onder de burgers (en ik citeer): *"Het project is gelegen in het gebied van de ecowijk Sint-Lambertus (ecologische wijk en transitowijk), die de gemeente in haar algemene beleidsverklaring wenst te creëren. Het is belangrijk dat dit project niet alleen als recreatiegebied dient, maar ook het groene netwerk in de wijk versterkt. In toepassing van het besluit van de Brusselse regering van 13/11/2008, bekend als "werken van geringe omvang" [dat overigens ondertussen gewijzigd is], zijn de werken gedeeltelijk vrijgesteld van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning krachtens de bepalingen van hoofdstuk VII, artikelen 20 en 21. Voor de plaatsing van didactische panelen zou een stedenbouwkundige vergunning vereist kunnen zijn, afhankelijk van de plaats en de omvang ervan. De afdeling Groene Ruimten vestigt de aandacht op de aanzienlijke onderschatting van het toe te wijzen budget (45.100 euro, in plaats van de voorgestelde 18.030 euro). Het project moet nog aan een grondige juridische en stedenbouwkundige analyse worden onderworpen, met name wat de bescherming van de eigendomsrechten van de gemeente betreft."*

Deze aandachtspunten waren bij iedereen bekend en werden gepubliceerd op het platform van de participatieve begroting van de gemeente. Zoals aangegeven door de projectdragers zou het bos niet moeten worden omgevormd tot een park. Het is echter duidelijk geworden dat het bos bijzonder bezocht is, en ik zou zelfs zeggen overbezocht, met name door verschillende wandelaars en mensen die het gebied gebruiken als ruimte voor loslopende honden of als recreatiegebied, met milieuovertreding tot gevolg. Deze groene ruimte is verarmd. Daarnaast moet ook rekening worden gehouden met de zorg van de projectdragers, die door de gemeentelijke overheid wordt gedeeld, om de biodiversiteit te behouden. Maar als men de site bezoekt, zal men merken dat het gebied er slecht aan toe is, vooral als gevolg van vertrapping en het feit dat een of andere persoon, die denkt dat hij het juiste doet, dit kleine bos op ongepaste wijze onderhoudt, zonder enig verzoek van ons, en vooral in strijd met het non-interventionistische beheer dat wordt aanbevolen door Natagora, hoewel dit de wens was van de projectdragers. Daarom werden beschermende maatregelen genomen om spontane vegetatie de kans te geven de gebieden te regenereren en het kleine bos in staat te stellen zijn biodiversiteit te behouden en terug te krijgen. Tijdens de regeneratieperiode, die naargelang de natuur enkele maanden kan duren, zal dit deel van het bos ontoegankelijk zijn. Deze maatregelen voldoen zowel aan de doelstelling die door de projectdragers wordt verdedigd als aan de aandachtspunten die door de gemeentelijke diensten naar voren zijn gebracht in het kader van de participatieve begrotingsprocedure. Wat de beplanting betreft die u in uw vraag vermeldt, moet erop worden gewezen dat deze door de diensten van het Gewest werd gevalideerd in het kader van de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning. We hadden namelijk verschillende beplantingen voorgesteld, waaronder de beplanting waarnaar u in uw vraag verwijst, die zijn onderzocht en we hebben geen negatieve feedback ontvangen van het Gewest over de aanwezigheid van een vermeende giftige of invasieve soort. Wat betreft uw vraag over de kosten van de werkzaamheden, die aanvankelijk door de projectdragers waren geraamd op 18.000 EUR, heeft de dienst Groene ruimtes in haar eerste advies de kosten opnieuw geraamd op 45.000 EUR. De aanleg van de toegangshelling, het pad en het veiligheidshek hebben 44.674 EUR incl. btw gekost."

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of het hek dat de toegang tot het bos blokkeert, is geplaatst nadat er ongecontroleerd is geroid.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat dit het geval is, dat hij er dit weekend weer is geweest en dat het een dode zone is geworden. Hij heeft gemerkt dat er dicht bij de paden plekken zijn waar geen grammetje gras meer te vinden is.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of dit te wijten is aan het feit dat er een project op het terrein is geweest, dat belangstelling heeft opgewekt.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat dit het geval zou kunnen zijn, dat hij niet weet wat de oorzaak is, maar dat de natuur haar rechten moet kunnen opeisen. Hij wijst erop dat het een kleinigheid is om te zeggen dat de gemeente niet heeft gereageerd.

Dhr. VAN der AUWERA bevestigt dat een bewoonster die niet in deze groepen zit, geen reactie heeft ontvangen.

Dhr. JAQUEMYNS vraagt dhr. VAN der AUWERA na afloop van de vergadering haar naam aan hem door te geven.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt wat er gepland is voor het toekomstige beheer van het terrein.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de natuur voorlopig haar rechten moet kunnen opeisen en dat dit in een volgende vergadering met de opstellers van het project zal moeten worden verduidelijkt.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of beheer door omwonenden tot de mogelijkheden behoort.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat dit op onderdelen niet uitgesloten is.

19.02.2024/A/0022 Dropzones pour trottinettes en libre-service : enfin. (Mme PANS)

Ce point a été traité conjointement avec le point 18.

Dropzones voor deelsteps: eindelijk. (Mw. PANS)

Dit punt werd samen met punt 18 behandeld.

*Jean-François Thayer entre en séance / treedt in zitting.
Michaël Loriaux quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.02.2024/A/0023 De politiek in onze gemeente voor alleenstaanden. (Dhr. DESWERT)

Dhr. DESWERT interpelleert het College als volgt in verband met de politiek in de gemeente voor alleenstaanden:

"Naast de bevolkingsgroei is er nog een belangrijke demografische trend in het Brussels Gewest die ons voor de nodige uitdagingen stelt op beleidsvlak. Dat is

namelijk de grote en groeiende groep van alleenwoners of éénpersoonshuishoudens. Deze groep is heel divers; het gaat zowel om vrijgezellen, alleenstaande ouders, studenten als om weduwen of weduwnaars. Het is ook een variabele status. Iedereen is in zijn leven wel eens alleenstaand of alleenwoner geweest. De laatste jaren werd er al wat meer aandacht aan deze groep besteed. Dit omdat van een groeiende bewustwording over de specifieke noden van deze diverse groep mensen. Eén van de voornaamste uitdagingen waarmee ze geconfronteerd wordt, is uiteraard het financiële aspect. Deze mensen staan alleen in voor de kosten van het dagelijks leven, terwijl deze kosten bij een klassiek gezin door meerdere mensen gedragen worden. Denk in dit verband maar aan belastingen bijvoorbeeld. Een Belgische alleenstaande zonder kinderen scoort doorgaans zeer hoog in de lijstjes van meest belaste personen in de Europese Unie. Ook gemeentelijke belastingen en heffingen wegen letterlijk dubbel zo zwaar voor de alleenwoner als voor een klassiek gezin. Maar behalve financiële uitdagingen, zijn er ook een heleboel andere, meer praktische zaken waarmee alleenwoners geconfronteerd worden. Bijvoorbeeld, ook zorgtaken kunnen moeilijker gedeeld worden. Of, in gevallen van ziekte, kan er moeilijker een zorgverstrekkerr gevonden worden. Ook aangepaste huisvesting vinden is vaak erg moeilijk. Al deze factoren leiden ertoe dat met name alleenstaande moeders in Brussel een groot gevaar lopen om in de armoede te belanden. Al dient gezegd, dat de uitdagingen voor alleenwoners zeker niet enkel materies voor het OCMW. De cijfers voor onze gemeente zijn veelzeggend; 47,1% van het aantal private huishoudens in onze gemeente, bestaat vandaag uit een alleenwonende. Maar liefst 11% van de private huishoudens in onze gemeente bestaat uit een alleenstaande ouder. Met deze cijfers in het achterhoofd stelt zich de vraag op welke manier onze gemeente in haar beleid rekening houdt met deze bijzonder omvangrijke groep en welke maatregelen ze neemt om deze meer actief bij het beleid en beleidsbeslissingen te betrekken.

1. Kan u een overzicht geven van de manier waarop er in Sint-Lambrechts-Woluwe specifiek rekening gehouden wordt met de grote groep alleenwoners? Welke beleidsmaatregelen werden specifiek uitgedacht met alleenwoners in het achterhoofd?
2. Heeft onze gemeente een methode om beleidsbeslissingen te toetsen aan hun impact op alleenwoners?
3. Hoe staat u tegenover het implementeren van een ‘single-toets’ in ons gemeentelijk beleid, waarbij er voor elke beleidsbeslissing nagegaan wordt wat de impact voor alleenwoners zou zijn? Onze burgemeester nam hier recent het initiatief toe om dit in een charter te gieten? Hoe staat u hier tegenover?"

Mw. MOLENBERG geeft het volgende antwoord:

"Ik ga u vertellen over de initiatieven die de dienst G.S.S.T. heeft opgezet om mensen te helpen die alleenstaand zijn. We hebben een thuisbegeleidingsdienst opgericht die hulp biedt aan senioren in de gemeente zodat ze zo lang mogelijk in hun eigen huis kunnen blijven wonen. Met het vorderen van de leeftijd zijn veel begunstigden weduwen of weduwnaars. De hulp, de steun en het luisterend oor zijn voor deze mensen des te belangrijker. Mensen die er alleen voor staan, vragen vaak een aantal diensten en informatie aan en wenden zich tot de dienst voor advies. Wolu10.000 en de centra Malou en Evasion organiseren activiteiten voor senioren en mensen met een handicap. Een van hun doelen is om deelnemers in staat te stellen contacten te leggen met anderen. Alleenstaanden krijgen de kans om op stap te gaan, plezier te maken en andere mensen te ontmoeten. Op het grondgebied van onze gemeente hebben we ook FRAT, een vereniging voor weduwen en weduwnaars die de cyclus van eenzaamheid wil doorbreken. De vereniging biedt vriendschap, activiteiten, een luisterend oor en een gezellige sfeer om de betrokken personen te helpen een glimlach op hun gezicht te toveren en hen aan te moedigen nieuwe mensen te ontmoeten en hun ervaringen te

delen. Ze wordt gesteund door de gemeente via een subsidie en deelname aan verschillende initiatieven die zijn opgezet door de dienst G.S.S.T. Sinds vele jaren organiseert de afdeling Gezin, in samenwerking met de cel Gelijke Kansen, initiatieven voor eenouder gezinnen, waarvan er veel zijn, zoals u hebt aangegeven. Er worden regelmatig bijeenkomsten georganiseerd om alleenstaande ouders de kans te geven samen te komen en specifieke thema's te bespreken zoals "hoe beheer je je budget", "hoe voorkom je een ouderlijke burn-out" en "hoe beheer je je dagelijks leven". Er worden ook activiteiten georganiseerd, met name via de projectoproepen van het Brussels Gewest, die alleenstaande ouders ondersteunen met activiteiten die het welzijn van deze gezinnen bevorderen, in paren van ouders en kinderen, zoals yoga, bordspellesses of culturele uitstapjes. Het doel is om ouders nuttige informatie en praktische ondersteuning te bieden, maar ook om hen de kans te geven om samen te komen met andere alleenstaande ouders. Deze evenementen, workshops, rondetafelgesprekken en conferenties worden altijd geleid door professionals uit het veld."

Dhr. DESWERT zegt verbaasd te zijn dat er zo weinig werk is, niet in termen van hoeveelheid werk, maar in termen van begrip van het concept van een alleenstaande. Hij merkt op dat wat de gemeente doet alleen betrekking heeft op bepaalde kwetsbare groepen, terwijl het concept van een alleenstaande breder is en ook mensen van 30-35 jaar omvat, met of zonder kinderen, die moeite kunnen hebben met het vinden van huisvesting, enz. Hij komt terug op het punt van de belastingen en de mogelijkheden die het College zou hebben om de kleine dingen in kaart te brengen die het leven van alleenstaanden vanuit praktisch oogpunt makkelijker kunnen maken.

Dhr. MAINGAIN adviseert hem een schriftelijke vraag in te dienen waarop hij een nauwkeurig antwoord zal krijgen.

La politique dans notre commune pour les personnes qui vivent seules. (M. DESWERT)

M. DESWERT interpelle le Collège comme suit concernant la politique menée dans la commune pour les personnes qui vivent seules :

« A côté de la croissance de la population, il y a également une importante tendance démographique en Région bruxelloise qui nous met face à des défis sur le plan politique. Il s'agit en réalité du groupe important et croissant des personnes qui vivent seules et des ménages d'une personne. Ce groupe est très diversifié : il s'agit tant de célibataires, de parents solo, d'étudiants que de veuves ou veufs. C'est également un statut variable. Chacun a bien été une fois dans sa vie célibataire ou isolé. Ces dernières années, un peu plus d'attention a été accordée à ce groupe. Et ce, en raison d'une prise de conscience croissante des besoins spécifiques de ce groupe diversifié de personnes. Un des principaux défis auxquels ils sont confrontés est évidemment l'aspect financier. Ces personnes assument seules les coûts de la vie quotidienne, alors que dans une famille classique, ces coûts sont supportés par plusieurs personnes. Pensez à cet égard aux taxes par exemple. Un célibataire belge sans enfant se situe généralement très haut dans les listes des personnes les plus taxées au sein de l'Union européenne. Les taxes et redevances communales pèsent également littéralement deux fois plus lourd pour une personne vivant seule que pour une famille classique. Mais à part les problèmes financiers, il y a aussi un tas d'autres aspects plus pratiques auxquels les personnes vivant seules sont confrontées. Par exemple, les responsabilités familiales peuvent plus difficilement être partagées. Ou, en cas de maladie, il est plus difficile de trouver un soignant. Trouver un logement adapté est aussi souvent très difficile. Tous ces facteurs conduisent à ce que notamment les mères isolées à

Bruxelles courrent un plus grand risque de tomber dans la pauvreté. Ceci dit, les défis pour les personnes vivant seules ne sont pas que des matières pour le CPAS. Les chiffres pour notre commune sont très parlants : 47,1 % du nombre de ménages privés dans notre commune sont composés aujourd'hui d'une personne vivant seule. Pas moins de 11 % des ménages privés dans notre commune sont composés d'un parent solo. Avec ces chiffres en tête se pose la question de la manière dont notre commune tient compte de ce groupe particulièrement vaste dans sa gestion et des mesures qu'elle prend pour l'associer plus activement à la politique et aux décisions politiques.

1. Pouvez-vous donner un aperçu de la manière dont à Woluwe-Saint-Lambert, il est spécifiquement tenu compte du groupe important de personnes vivant seules ? Quelles mesures politiques ont été spécifiquement imaginées en pensant aux personnes vivant seules ?
2. Notre commune a-t-elle une méthode pour tester les décisions politiques en termes d'impact pour les personnes qui vivent seules ?
3. Quelle est votre position par rapport à l'implémentation d'un « single-test » dans notre politique communale, par lequel on vérifierait, pour chaque décision politique, quel serait l'impact pour les personnes vivant seules ? Notre commune voisine a récemment pris l'initiative d'inscrire cela dans un charte. Quelle est votre position par rapport à cela ? »

Mme MOLENBERG donne la réponse suivante :

« Je vais vous parler des actions qui ont été mises en place par le service F.A.S.E. en faveur des personnes seules et/ou isolées. Nous avons mis en place une cellule d'aide au maintien à domicile qui fournit un accompagnement aux seniors de la commune afin de leur permettre de rester le plus longtemps possible chez eux. L'âge avançant, de nombreux bénéficiaires sont veufs ou veuves. L'aide, l'accompagnement et l'écoute apportés sont d'autant plus importants pour ces personnes-là. Il est fréquent que des personnes qui se retrouvent seules sollicitent un certain nombre de services et d'informations et s'adressent à la cellule afin d'avoir de nombreux conseils. Wolu10.000, les centres Malou et Evasion organisent des activités ouvertes aux seniors et aux personnes en situation de handicap. Leurs objectifs, entre autres, sont de permettre aux participants de créer du lien. Les personnes seules ont l'occasion de sortir, de se divertir et de rencontrer d'autres personnes. Nous avons également sur le territoire de notre commune la FRAT qui est une association réservée aux veufs et veuves qui a pour but de rompre la solitude. Elle apporte aux personnes concernées amitiés, activités, écoute, convivialité afin de les aider à retrouver le sourire et les encourager à faire de nouvelles connaissances et partager leur vécu. Elle est soutenue par la commune à travers un subside et la participation à différentes initiatives qui sont mises en place par le service F.A.S.E. Le service Famille en collaboration avec la cellule Egalité des chances organise depuis de nombreuses années des initiatives à l'attention des familles monoparentales qui, vous l'avez souligné, sont nombreuses. Des rencontres sont régulièrement proposées afin de permettre à des parents solo de se réunir autour de thématiques particulières telles que « comment bien gérer son budget ? », « comment prévenir le burnout parental ? », « comment bien gérer son quotidien ? ». Des animations sont également mises en place, notamment à travers les appels à projet de la Région bruxelloise qui soutient les parents solo par des activités favorisant le bien-être de ces familles, en binôme parents-enfants, comme le yoga, des séances de jeux de société ou des sorties culturelles. Ceci dans le but de pouvoir à la fois offrir des informations utiles et de soutien concret aux parents, mais aussi de leur offrir l'occasion de se retrouver avec d'autres parents solo. Ces animations, ateliers, tables rondes ou conférences sont toujours encadrés par des professionnels en la matière. »

M. DESWERT se dit étonné qu'il y ait si peu, non pas en termes de quantité de travail mais par rapport à la compréhension du concept de personne vivant seule. Il constate que ce que fait la commune ne concerne que certains groupes fragilisés alors que le concept de personne vivant seule est plus vaste et comprend aussi des personnes de 30-35 ans, avec ou sans enfant(s), qui peuvent avoir du mal à trouver un logement, etc. Il revient sur la problématique des taxes et les possibilités qu'aurait le Collège de percevoir quelles sont les petites choses qui pourraient rendre la vie des personnes seules plus facile d'un point de vue pratique.

M. MAINGAIN lui conseille d'introduire une question écrite à laquelle il lui sera répondu de façon précise.

Michaël Loriaux entre en séance / treedt in zitting.

19.02.2024/A/0024

Qu'est-il encore prévu pour l'accueil des réfugiés venus d'Ukraine dans notre commune ? (M. VAN der AUWERA)

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit au sujet de ce qui est encore prévu pour l'accueil des réfugiés venus d'Ukraine dans la commune :

« Dans quelques jours, ce sera le triste anniversaire de l'invasion massive de l'Ukraine par les troupes russes le 24 février 2022. Les bombardements criminels sont quotidiens et si de nombreux réfugiés ont pris le risque de retourner vivre dans leur pays, il y aurait encore plus de 50.000 réfugiés ukrainiens en Belgique. Beaucoup sont toujours accueillis dans notre commune et des questions se font jour sur l'assistance qui leur est apportée. Sans doute, tous n'ont-ils pas le projet de s'établir en Belgique et n'ont qu'une idée, c'est de pouvoir retrouver le cadre de leur vie d'avant, leur famille et reprendre une vie normale. Ils sont confrontés à de nombreuses difficultés liées à la langue, à la très grande difficulté de trouver un emploi et à donner une scolarisation normale à leurs enfants.

Je souhaiterais que le Collège fasse le point sur ces questions :

1. Combien de réfugiés ukrainiens sont encore recensés dans notre commune ?
2. Le statut de protection temporaire et les aides du CPAS leurs sont-elles toujours garanties ?
3. Combien de ces réfugiés ont pu trouver un emploi, combien sont toujours demandeurs ?
4. Combien d'enfants sont scolarisés dans les écoles communales actuellement ?
5. Certains de ces enfants éprouvent de grandes difficultés avec le français et peinent à suivre le rythme scolaire. Des aides supplémentaires de remédiation ont-elles été mises en place ? Si oui, lesquelles ?
6. Avez-vous pu proposer aux familles d'accueil des solutions de relogement au bénéfice des réfugiés qu'elles hébergent, permettant à celles-ci de retrouver leur vie d'avant ? »

M. MAINGAIN rappelle combien la commune a été active, grâce au volontarisme de ses habitants. Il affirme que Woluwe-Saint-Lambert est la commune bruxelloise qui a le mieux accueilli et accompagné les Ukrainiens. Il salue le travail effectué par l'ensemble des services communaux et précise que la cellule mise en place existe toujours, même si elle est moins active.

Il répond de manière détaillée aux différentes questions posées :

« 1. Combien de réfugiés ukrainiens sont encore recensés dans notre commune ?

581 citoyens ukrainiens sont inscrits dans la commune, dont 508 sont sous protection temporaire. On en a eu plus de 800 à un moment donné. Ces chiffres ne tiennent pas compte du centre d'hébergement Ariane où les réfugiés (+/- 200) n'ont pas de domiciliation.

2. Le statut de protection temporaire et les aides du CPAS leurs sont-elles toujours garanties ?

La protection temporaire a été initialement accordée pour une période d'un an et a déjà été prolongée jusqu'au 4 mars 2024. En fonction de l'évolution de la situation en Ukraine, elle pourrait être prolongée d'une année supplémentaire, jusqu'en mars 2025. C'est l'Union européenne qui fixera la période de renouvellement. Les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent bénéficier de l'aide équivalente au revenu d'intégration. Ce droit à l'aide équivalente au revenu d'intégration peut être ouvert dès que l'intéressé a reçu une attestation de protection temporaire et s'est présenté à la commune de son lieu de résidence si toutes les conditions d'ouverture de ce droit sont remplies. Le CPAS est toujours en charge de ces personnes mais n'ouvre plus beaucoup de nouveaux dossiers.

3. Combien de ces réfugiés ont pu trouver un emploi, combien sont toujours demandeurs ?

Cette statistique ne nous a pas été communiquée. L'accueil « Solidarité Ukraine » a récolté de nombreux témoignages d'Ukrainiennes et Ukrainiens qui continuaient de travailler en télétravail en Belgique pour leur employeur ou leur société en Ukraine. Selon une étude de Statbel de 2023, on considère que 1/5 des réfugiés ukrainiens à la recherche d'un emploi ont pu en trouver un. Cela varie en fonction des régions et des niveaux de qualification. Les obstacles principaux sont la langue et la non-reconnaissance des diplômes ukrainiens. J'ai rencontré un ingénieur des mines mais il n'y a plus de mines en Belgique et il a dit qu'il voulait bien conduire des bus, ce qui témoigne du volontarisme de certains d'entre eux.

4. Combien d'enfants sont scolarisés dans les écoles communales actuellement ?

Au centre Ariane, les enfants peuvent rester 15 jours dans nos écoles ou 6 mois, voire 1 an. Les chiffres sont donc fluctuants. Actuellement, il y a 18 enfants au total, répartis comme suit :

- Parc Malou : 1
- Georges Désir : 5
- Princesse Paola : 2
- Prince Baudouin : 4
- Van Meyel : 6

5. Des aides supplémentaires de remédiation ont-elles été mises en place ? Si oui, lesquelles ?

A Parc Malou et à Georges Désir, les enfants se débrouillent très bien en français parce qu'ils sont dans une scolarité plus continue et ils n'ont pas besoin d'aide spécifique. Au sein des autres écoles, les enfants ont plus de difficultés en français et bénéficient, comme tous les autres enfants primo-arrivants, du soutien des enseignants de FLA (français langue d'apprentissage) et de PA (primo-arrivants) afin de travailler le français en petits groupes soit à l'oral, soit sous forme de jeux. Il s'agit ici de périodes subventionnées par la Communauté française. Selon les nécessités, les enfants bénéficient également de périodes de remédiation (en partie subventionnées et en partie à charge du pouvoir organisateur). Les plupart des directions disent que ce sont des enfants très volontaires dans leurs apprentissages.

6. Avez-vous pu proposer aux familles d'accueil des solutions de relogement au bénéfice des réfugiés qu'elles hébergent, permettant à celles-ci de retrouver leur vie d'avant ?

La cellule « Solidarité Ukraine » est toujours accessible. Elle intervient sur demande

spécifique. Elle continue à accompagner les candidats dans leur recherche d'un logement. Ce dernier trimestre, l'accueil « Solidarité Ukraine » a :

- réorienté une dizaine de réfugiés ou familles de réfugiés ;
- donné les informations utiles à 2 habitants qui souhaitaient mettre un terme à leur hébergement.

Deux habitants de la commune ont par ailleurs pris contact avec la commune pour connaître les modalités d'hébergement afin d'accueillir des Ukrainiens. A cet égard, il est utile de savoir que la CAPAC et l'ONEM ont récemment confirmé que les adaptations mises en place pour l'accueil de réfugiés ukrainiens ont cessé depuis le 31 décembre 2023. En d'autres termes, l'hébergement de personnes ukrainiennes peut avoir des conséquences sur les allocations perçues par l'hébergeur. »

M. VAN der AUWERA a connaissance du cas particulier d'un enfant dont les parents sont catastrophés par les notes qu'il ramène et qui se mortifie. Il demande s'il faut s'adresser à l'école.

M. MAINGAIN répond que c'est effectivement ce qu'il faut faire. Il ajoute que l'inspectrice pédagogique peut également intervenir.

Wat is er nog gepland voor de opvang van vluchtelingen uit Oekraïne in onze gemeente? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College over wat er nog gepland staat voor de opvang van vluchtelingen uit Oekraïne in de gemeente:

"Over enkele dagen is het de trieste verjaardag van de massale inval van Russische troepen in Oekraïne op 24 februari 2022. Criminele bomaanslagen zijn aan de orde van de dag en hoewel veel vluchtelingen het risico hebben genomen om terug te keren naar hun thuisland, zijn er nog steeds meer dan 50.000 Oekraïense vluchtelingen in België. Velen van hen worden nog steeds opgevangen in onze gemeente en er worden vragen gesteld over de hulp die ze krijgen. Ze hebben ongetwijfeld niet allemaal plannen om zich in België te vestigen en hebben maar één idee: kunnen terugkeren naar hun vroegere omgeving, hun familie en een normaal leven kunnen leiden. Ze worden geconfronteerd met tal van moeilijkheden die te maken hebben met de taal, de grote moeilijkheid om een job te vinden en hun kinderen een normale opvoeding te geven.

Ik zou graag willen dat het College de balans opmaakt van deze problemen:

1. Hoeveel Oekraïense vluchtelingen staan er nog geregistreerd in onze gemeente?
2. Zijn zij nog steeds verzekerd van een tijdelijke beschermingsstatus en hulp van het OCMW?
3. Hoeveel van deze vluchtelingen hebben werk gevonden en hoeveel zijn er nog op zoek naar werk?
4. Hoeveel kinderen gaan er momenteel naar gemeentescholen?
5. Sommige van deze kinderen hebben grote moeite met Frans en hebben moeite om het tempo op school bij te houden. Zijn er aanvullende remediërende hulpmiddelen ingezet? Zo ja, welke?
6. Hebt u de gastgezinnen alternatieve huisvesting kunnen bieden voor de vluchtelingen die zij huisvesten, zodat zij kunnen terugkeren naar hun oude leven?"

Dhr. MAINGAIN herinnert eraan hoe actief de gemeente is geweest, dankzij de

vrijwilligheid van haar inwoners. Hij zegt dat Sint-Lambrechts-Woluwe de Brusselse gemeente is die de Oekraïners het best verwelkomt en steunt. Hij prijst het werk van alle gemeentelijke diensten en wijst erop dat de opgerichte eenheid nog steeds bestaat, hoewel ze minder actief is.

Hij geeft gedetailleerde antwoorden op de verschillende gestelde vragen:

"1. Hoeveel Oekraïense vluchtelingen staan er nog geregistreerd in onze gemeente?

Er staan 581 Oekraïense burgers geregistreerd in de gemeente, waarvan er 508 tijdelijke bescherming genieten. Op een bepaald moment waren het er meer dan 800. Deze cijfers houden geen rekening met het Ariane opvangcentrum waar de vluchtelingen (ongeveer 200) geen adres hebben.

2. Zijn zij nog steeds verzekerd van een tijdelijke beschermingsstatus en hulp van het OCMW?

De tijdelijke bescherming werd aanvankelijk toegekend voor een periode van één jaar en is al verlengd tot 4 maart 2024. Afhankelijk van de ontwikkelingen in Oekraïne kan deze met nog een jaar worden verlengd, tot maart 2025. De Europese Unie zal de verlengingsperiode vaststellen. Personen die tijdelijke bescherming genieten, hebben recht op bijstand ter hoogte van het bestaansminimum. Dit recht kan worden verworven zodra de betrokken persoon een certificaat van tijdelijke bescherming heeft ontvangen en zich bij de gemeente van zijn verblijfplaats heeft gemeld als aan alle voorwaarden voor het verkrijgen van dit recht is voldaan. Het OCMW is nog steeds verantwoordelijk voor deze personen, maar opent niet langer veel nieuwe dossiers.

3. Hoeveel van deze vluchtelingen hebben werk gevonden en hoeveel zijn er nog op zoek naar werk?

Deze statistiek werd ons niet meegedeeld. De cel "Solidariteit Oekraïne" heeft veel getuigenissen verzameld van Oekraïners die in België blijven telewerken voor hun werkgever of bedrijf in Oekraïne. Volgens een studie van Statbel uit 2023 schatte men dat 1/5 van de Oekraïense vluchtelingen die op zoek waren naar een job, er een konden vinden. Dit varieert naargelang de regio en het kwalificatienniveau. De belangrijkste obstakels zijn de taal en het feit dat Oekraïense diploma's niet worden erkend. Ik ontmoette een mijneningenieur, maar er zijn geen mijnen meer in België, en hij zei dat hij bereid was om bussen te besturen, wat aantoont dat sommigen van hen willen werken.

4. Hoeveel kinderen gaan er momenteel naar gemeentescholen?

In het Ariane centrum kunnen kinderen 15 dagen, 6 maanden of zelfs 1 jaar in onze scholen verblijven. De cijfers schommelen dus. Momenteel zijn er in totaal 18 kinderen, als volgt verdeeld:

- Parc Malou: 1
- Georges Désir: 5
- Princesse Paola: 2
- Prince Baudouin: 4
- Van Meyel: 6

5. Zijn er aanvullende remediërende hulpmiddelen ingezet? Zo ja, welke?

Op Parc Malou en Georges Désir doen de kinderen het erg goed in Frans omdat ze meer continu onderwijs volgen en hebben ze geen specifieke hulp nodig. Op de andere scholen hebben de kinderen meer moeite met Frans en krijgen ze, net als alle andere nieuwkomerskinderen, steun van FLA-leraren (Frans als leertaal) en PA-leraren (nieuwkomers) om in kleine groepjes aan Frans te werken, mondeling of in de vorm van spelletjes. Deze periodes worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Waar nodig krijgen de kinderen ook remediëringssperiodes (deels gesubsidieerd en deels betaald door de inrichtende macht). De meeste schoolhoofden zeggen dat deze kinderen zeer leergierig zijn.

6. Hebt u de gastgezinnen alternatieve huisvesting kunnen bieden voor de vluchtelingen die zij huisvesten, zodat zij kunnen terugkeren naar hun oude leven?

De cel "Solidariteit Oekraïne" is altijd beschikbaar. Ze reageert op specifieke verzoeken. Ze blijft aanvragers ondersteunen in hun zoektocht naar huisvesting. Tijdens het laatste kwartaal heeft de cel "Solidariteit Oekraïne":

- ongeveer tien vluchtelingen of vluchtingen gezinnen doorverwezen;
- nuttige informatie verstrekken aan 2 bewoners die een einde wilden maken aan de opvang.

Twee buurbewoners hebben ook contact opgenomen met de gemeente om te informeren naar huisvestingsmogelijkheden voor Oekraïners. In dit verband is het nuttig om te weten dat de HVW en de RVA onlangs hebben bevestigd dat de aanpassingen die werden ingevoerd om Oekraïense vluchtelingen te huisvesten, op 31 december 2023 ophouden. Met andere woorden, de opvang van Oekraïners kan gevolgen hebben voor de uitkeringen die het gastgezin ontvangt."

Dhr. VAN der AUWERA is op de hoogte van een specifiek geval van een kind wiens ouders kapot zijn van de cijfers die het mee naar huis neemt wat vernederend is. Hij vraagt of er contact moet worden opgenomen met de school.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit inderdaad de juiste weg is. Hij voegt eraan toe dat de pedagogisch inspecteur ook kan ingrijpen.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Patrick Lambert

La Présidente,
De Voorzitster,

Ariane Calmeyn